

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 1851

1^{er} août 2013

SOMMAIRE

Alzette S.à r.l.	88839	Loda Victoria Investment Company S.A.	88804
Chaufalux Consulting S.à r.l.	88841	Longreach Holdings Luxembourg Co. S.à r.l.	88805
CS Blue Invest Sàrl	88822	Lorcar Sàrl	88848
Delilah US Investments S.à r.l.	88811	Luxad S.A.	88802
Discovery Luxembourg 4 S.à r.l.	88846	LUX-Investment Partners S.A.	88844
ERAFIS S.A. (Etudes, Recherches et Applications en Finances Spécialisées)	88808	LUX-Investment Partners S.A.	88848
Federatioun Liewensmëttel Ouni Gen-technik a.s.b.l.	88839	Luxnel S.à r.l.	88806
Ganamo S.A.	88848	Maunders S.A.	88808
Golding Alternative Investments Sicav-Fis II	88825	Melus SPF S.A.	88805
Golding Private Debt Sicav-Fis VIII	88813	Merck Holding S.à r.l.	88807
Grand City Properties S.A.	88848	MFS Meridian Funds	88811
International Flooring Systems S.A.	88834	Microventures Finance Group S.A.	88809
Investex S.A.	88804	Milestone 2010 Lux S.A.	88808
Jacobs Möbelhandelsagentur S.à r.l.	88803	Millenium Finance S.à r.l.	88808
Kergal S.A.	88803	Miwweltrend	88811
KH Kaufhaus Beteiligung S.à r.l.	88806	Mohawk Global Investments S.à r.l.	88809
Kulczyk Real Estate Holding 2 S. à r.l.	88803	Mont Blanc S.A.	88812
La Forge S.A.	88802	Nacco Luxembourg S.à r.l.	88809
Landpart S.A.	88802	Navelance S.A.	88803
Landpart S.A.	88802	Netcore PSF S.A.	88810
Landsbanki Holding Europe S.A.	88805	NGP IX Holdings I S.à r.l.	88809
Lanvi S.à r.l.	88804	NGP IX Northern Blizzard S.à r.l.	88810
Lapis S.A.	88805	NGP Quatro S.à r.l.	88810
Larochette Investment S.A.	88807	Nrgia S.à r.l.	88812
LDF65 S.à r.l.	88806	N-Vest Fund	88812
Le Mètre Carré S.à r.l.	88804	Obringer-Lux S.A.	88812
Leon Edward Real Estate S.à r.l.	88802	O&Z Center	88809
Lerup Shipping S.A.	88807	Pasha International	88810
Levanto GSEF (Lux) S.à r.l.	88807	Pierre Dupong Immobilier S.A.	88810
Liège Participations II S.à r.l.	88806	Pyro-Protection S.A.	88845
Lirian S.A. SPF	88837	Schneider Finance Luxembourg S.à r.l. ..	88847
		Treveris MC S.à r.l.	88808

La Forge S.A., Société Anonyme.**Capital social: EUR 2.000.000,00.**

Siège social: L-7505 Lintgen, 24, route de Diekirch.
R.C.S. Luxembourg B 65.991.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Pour LA FORGE S.A.

Référence de publication: 2013079630/11.

(130098190) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 juin 2013.

Landpart S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1140 Luxembourg, 45-47, route d'Arlon.
R.C.S. Luxembourg B 86.104.

Les comptes annuels au 31.12.2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013079632/10.

(130098300) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 juin 2013.

Leon Edward Real Estate S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.
R.C.S. Luxembourg B 152.142.

EXTRAIT

En date du 11 juin 2013, l'associé unique de la Société a approuvé la résolution suivante:

- La démission de M. Ivo Hemelraad, en tant que gérant, est acceptée avec effet au 11 juin 2013.

Pour extrait conforme.

Luxembourg, le 12 juin 2013.

Référence de publication: 2013079608/13.

(130098128) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 juin 2013.

Landpart S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1140 Luxembourg, 45-47, route d'Arlon.
R.C.S. Luxembourg B 86.104.

Les comptes annuels au 31.12.2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013079633/10.

(130098682) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 juin 2013.

Luxad S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1746 Luxembourg, 1, rue Joseph Hackin.
R.C.S. Luxembourg B 105.566.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013079650/10.

(130097827) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 juin 2013.

Kergral S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2661 Luxembourg, 42, rue de la Vallée.

R.C.S. Luxembourg B 30.574.

Les comptes annuels au 31.12.2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17.06.2013.

Pour: KERGRAL S.A.

Société anonyme

Experta Luxembourg

Société anonyme

Isabelle Marechal-Gerlaxhe / Nathalie Brasseur

Référence de publication: 2013079586/15.

(130097734) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 juin 2013.

Jacobs Möbelhandelsagentur S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6617 Wasserbillig, 9, route d'Echternach.

R.C.S. Luxembourg B 70.714.

Les comptes annuels au 31.12.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

LUDWIG CONSULT S.A.R.L.

EXPERTS COMPTABLES - FIDUCIAIRE

31, OP DER HECKMILL - L-6783 GREVENMACHER

Signature

Référence de publication: 2013079571/13.

(130098432) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 juin 2013.

Kulczyk Real Estate Holding 2 S. à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1931 Luxembourg, 13-15, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 137.779.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 14 juin 2013.

Signature

Mandataire

Référence de publication: 2013079582/12.

(130097888) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 juin 2013.

Navelance S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 40, boulevard Joseph II.

R.C.S. Luxembourg B 156.523.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

COMPAGNIE FINANCIERE DE GESTION LUXEMBOURG S.A.

Boulevard Joseph II

L-1840 Luxembourg

Signature

Référence de publication: 2013079715/13.

(130098441) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 juin 2013.

Investex S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1724 Luxembourg, 19-21, boulevard du Prince Henri.
R.C.S. Luxembourg B 73.852.

Les comptes annuels au 31.12.2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Société Européenne de Banque
Société Anonyme
Banque Domiciliataire
Signatures

Référence de publication: 2013079563/13.

(130098596) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 juin 2013.

Lanvi S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 47.289.013,20.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.
R.C.S. Luxembourg B 117.157.

EXTRAIT

En date du 13 juin 2013, l'associé unique a pris les résolutions suivantes:

- La démission d'Ivo Hemelraad, en tant que gérant A de la société, est acceptée avec effet au 26 avril 2013.
- Freddy De Petter, ayant son adresse professionnelle au 15, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, est nommé gérant A de la société avec effet au 26 avril 2013 et ce, pour une durée indéterminée.

Pour extrait conforme.

Luxembourg, le 17 juin 2013.

Référence de publication: 2013079603/15.

(130097607) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 juin 2013.

Loda Victoria Investment Company S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 40, boulevard Joseph II.
R.C.S. Luxembourg B 45.915.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

COMPAGNIE FINANCIERE DE GESTION LUXEMBOURG S.A.
Boulevard Joseph II
L-1840 Luxembourg
Signature

Référence de publication: 2013079643/13.

(130098444) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 juin 2013.

Le Mètre Carré S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6793 Grevenmacher, 69, route de Trèves.
R.C.S. Luxembourg B 87.292.

Auszug der ausserordentlichen Generalversammlung vom 25. März 2013

Beschluss:

Die Gesellschafterin beschließt den Gesellschaftssitz von L-6793 Grevenmacher, 42, route de Trèves auf folgende Adresse: L-6793 Grevenmacher, 69, route de Trèves, zu verlegen.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxemburg, den 18. Juni 2013.

Référence de publication: 2013079638/13.

(130098483) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 juin 2013.

Longreach Holdings Luxembourg Co. S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 18.000,00.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 146.790.

—
Par résolutions signées en date du 30 avril 2013, le conseil de gérance a décidé de transférer le siège social de la Société du 11A, Boulevard Prince-Henri, L-1724 Luxembourg au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg avec effet au 1^{er} mai 2013.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 juin 2013.

Référence de publication: 2013079620/13.

(130098621) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 juin 2013.

Landsbanki Holding Europe S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 110.324.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 14 juin 2013.

Référence de publication: 2013079634/10.

(130098681) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 juin 2013.

Lapis S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1449 Luxembourg, 2, rue de l'Eau.

R.C.S. Luxembourg B 22.438.

—
EXTRAIT

Il résulte d'une assemblée générale extraordinaire tenue en date du 10 juin 2013 que:

L'assemblée décide de transférer le siège social de la société du 5, rue C.M. Spoo, L-2543 Luxembourg au 2, rue de l'Eau, L-1449 Luxembourg.

Pour extrait sincère et conforme

Référence de publication: 2013079635/12.

(130097640) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 juin 2013.

Melus SPF S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 98.477.

—
Extrait des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Statutaire tenue exceptionnellement le 12 juin 2013

1. La démission de Mademoiselle Noëlle PICCIONE de son mandat d'Administrateur et de Présidente du Conseil d'Administration est actée avec effet immédiat.

2. Monsieur Thierry JACOB, employé privé, né le 7 juillet 1967 à Thionville, France, demeurant professionnellement au 412F, route d'Esch, L-2086 Luxembourg, est nommé en son remplacement en tant que nouvel Administrateur. Monsieur Thierry JACOB terminera le mandat de sa prédécesseur. Son mandat viendra à échéance lors de l'Assemblée Générale Statutaire de l'an 2015.

Fait à Luxembourg, le 12 juin 2013.

Certifié sincère et conforme

MELUS SPF S.A.

Signatures

Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2013079682/19.

(130098476) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 juin 2013.

KH Kaufhaus Beteiligung S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1736 Senningerberg, 5, Heienhaff.

R.C.S. Luxembourg B 165.646.

Auszug aus dem Kauf- und Abtretungsvertrag über Gesellschaftsanteile der Gesellschaft vom 17. Juni 2013

Aufgrund eines Kauf- und Abtretungsvertrags über Gesellschaftsanteile der Gesellschaft vom 17. Juni 2013 haben sich folgende Änderungen in der Teilhaberstruktur der Gesellschaft ergeben:

- Censi Holding A S.à r.l., eine société à responsabilité limitée mit Sitz in 5, rue Heienhaff, L-1736 Senningerberg, eingetragen im Registre de Commerce et des Sociétés Luxembourg unter der Nummer B 159.894 hält mit Wirkung zum 17. Juni 2013 an der Gesellschaft folgende Anteile: 6.250 Klasse A Anteile sowie 6.250 Klasse B Anteile

- Censi Holding B S.à r.l., eine société à responsabilité limitée mit Sitz in 5, rue Heienhaff, L-1736 Senningerberg, eingetragen im Registre de Commerce et des Sociétés Luxembourg unter der Nummer B 159.900 hält mit Wirkung zum 17. Juni 2013 an der Gesellschaft folgende Anteile: 0 Anteile

Référence de publication: 2013079588/17.

(130098683) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 juin 2013.

Luxnel S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9999 Weiswampach, 4, Op der Haart.

R.C.S. Luxembourg B 133.927.

Extrait du procès-verbal de la réunion de l'associé unique de «Luxnel Sàrl» tenue en date du 6 juin 2013 à 10h00 à Wemperhardt

L'associé unique prend les résolutions suivantes:

- Est également nommé au poste de second gérant avec pouvoir d'engager à lui seul la société dans le cadre de la gestion journalière, Monsieur Charles NELLES, né le 13/02/1962 à Malmédy (B) et demeurant à B-4960 Malmédy, 2 Au dessus des trous. Cette nomination prend effet à partir de ce jour et pour une durée indéterminée.

- Le mandat de gérant attribué à Monsieur Alexandre DAVID, né le 14/11/1972 à Malmédy (B) et demeurant à B-4960 Malmédy, 2 Rue Renier de Brialmont reste inchangé.

Pour extrait sincère et conforme

Charles NELLES

L'associé unique

Référence de publication: 2013079653/17.

(130097731) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 juin 2013.

LDF65 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 31-33, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 134.749.

Le Bilan au 31.12.2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013079637/10.

(130098649) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 juin 2013.

Liège Participations II S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 132.216.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013079641/10.

(130098067) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 juin 2013.

Levanto GSEF (Lux) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1611 Luxembourg, 65, avenue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 114.529.

En date du 6 juin 2013, le Conseil de gérance a décidé de transférer le siège social du 5, Rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg au 65, Avenue de la Gare, L-1611 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 18 juin 2013.

Référence de publication: 2013079611/12.

(130098614) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 juin 2013.

Larochette Investment S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2661 Luxembourg, 42, rue de la Vallée.

R.C.S. Luxembourg B 48.403.

Par décision de l'assemblée générale ordinaire du 10 mai 2013, Madame Elisa Paola ARMANDOLA, 42, rue de la Vallée, L-2661 Luxembourg, et Monsieur Fabio MASTROSIMONE, 42, rue de la Vallée, L-2661 Luxembourg, ont été nommés administrateurs avec signature «A» au Conseil d'Administration. De ce fait le nombre d'administrateurs est passé de trois (3) à cinq (5).

Leur mandat s'achèvera à l'issue de l'assemblée générale de 2015.

Luxembourg, le 18.06.2013.

Pour: LAROCLETTE INVESTMENT S.A.

Société anonyme

Experta Luxembourg

Société anonyme

Isabelle Marechal-Gerlaxhe / Cindy Szabo

Référence de publication: 2013079636/18.

(130098284) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 juin 2013.

Lerup Shipping S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 26, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 156.842.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

LERUP SHIPPING S.A.

Société Anonyme

Signature

Référence de publication: 2013079639/12.

(130097634) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 juin 2013.

Merck Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 2A, boulevard Joseph II.

R.C.S. Luxembourg B 177.672.

Ce document remplace celui annexé au dépôt L130094825 fait le 13 juin 2013

Les statuts coordonnés au 3 juin 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Marc Loesch

Notaire

Référence de publication: 2013079657/12.

(130098225) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 juin 2013.

Milestone 2010 Lux S.A., Société Anonyme.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 156.208.

—
EXTRAIT

En date du 17 juin 2013, les actionnaires de la Société ont pris les résolutions suivantes:

- Prise en compte de la démission de Mr Ivo Hemelraad de son poste de gérant B avec effet immédiat.
- Nomination au poste de gérant B de Mr Alan Botfield, né le 22 décembre 1970 à Stirling (Royaume Uni) et avec adresse professionnelle au 15, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg avec effet immédiat et ce jusqu'à l'Assemblée Générale Annuelle qui se tiendra en 2016;

Pour extrait conforme.

Luxembourg, le 17 juin 2013.

Référence de publication: 2013079659/16.

(130098221) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 juin 2013.

Millenium Finance S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1728 Luxembourg, 14, rue du Marché-aux-Herbes.

R.C.S. Luxembourg B 111.449.

Le bilan au 31 décembre 2011 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013079660/10.

(130098416) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 juin 2013.

**Maunders S.A., Société Anonyme,
(anc. ERAFIS S.A. (Etudes, Recherches et Applications en Finances Spécialisées)).**

Siège social: L-2330 Luxembourg, 124, boulevard de la Pétrusse.

R.C.S. Luxembourg B 142.994.

Le bilan arrêté au 31 décembre 2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Signature.

Référence de publication: 2013079675/10.

(130097992) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 juin 2013.

Treveris MC S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2146 Luxembourg, 74, rue de Merl.

R.C.S. Luxembourg B 109.753.

—
Auszug aus dem Beschluss der Gesellschafter Versammlung welche am 27.05.2013 in Luxembourg stattfand.

Erster Beschluss

Die Adressen von Romain Thillens und Christophe Blondeau, beide Gérants A haben sich geändert: Blondeau Christophe: von 23, Val Fleuri, L-1526 Luxembourg nach 163, Rue du Kiem, L-8030 Strassen. Romain Thillens: von 23, Val Fleuri, L-1526 Luxembourg nach 10, Avenue Nicolas Kreins, L-9536 Wiltz. Der Beschluss lautet die Änderung der Adressen soll mit sofortiger Wirkung vorgenommen werden.

Zweiter Beschluss:

Die Mandate des Gérants A, Herr Christophe Blondeau und des Gérants B, Herr Robin Bolli werden mit sofortiger Wirkung verlängert bis zur Generalversammlung der Aktionäre für das Jahr 2013 die im Jahre 2014 stattfinden wird.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, den 17.06.2013.

Référence de publication: 2013079902/18.

(130097728) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 juin 2013.

Mohawk Global Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 460.125,00.**

Siège social: L-8070 Bertrange, 10B, rue des Mérovingiens.

R.C.S. Luxembourg B 111.052.

Les comptes annuels de la société au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour la société**Un mandataire*

Référence de publication: 2013079661/12.

(130097903) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 juin 2013.

NGP IX Holdings I S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: CAD 2.257.074,00.**

Siège social: L-1931 Luxembourg, 13-15, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 138.794.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17 juin 2013.

Hille-Paul Schut

Mandataire

Référence de publication: 2013079724/12.

(130098499) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 juin 2013.

Microventures Finance Group S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.

R.C.S. Luxembourg B 143.388.

Les statuts coordonnés de la société ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 14 juin 2013.

Référence de publication: 2013079695/10.

(130097610) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 juin 2013.

Nacco Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 170.146.

Le Bilan au 31.12.2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013079710/10.

(130098714) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 juin 2013.

O&Z Center, Société Anonyme.

Siège social: L-9991 Weiswampach, 28, Gruuss-Strooss.

R.C.S. Luxembourg B 161.220.

Les comptes annuels au 31/12/2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Weiswampach, le 18/06/2013.

Référence de publication: 2013079734/10.

(130098522) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 juin 2013.

NGP IX Northern Blizzard S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: CAD 4.554.870,00.

Siège social: L-1931 Luxembourg, 13-15, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 153.608.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17 juin 2013.

Hille-Paul Schut

Mandataire

Référence de publication: 2013079725/12.

(130098336) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 juin 2013.

NGP Quatro S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: CAD 1.132.200,00.

Siège social: L-1931 Luxembourg, 13-15, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 136.513.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17 juin 2013.

Hille-Paul Schut

Mandataire

Référence de publication: 2013079726/12.

(130098277) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 juin 2013.

Netcore PSF S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8212 Mamer, 49, rue de Baerendall.

R.C.S. Luxembourg B 63.100.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013079717/10.

(130098145) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 juin 2013.

Pasha International, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2146 Luxembourg, 63-65, rue de Merl.

R.C.S. Luxembourg B 155.742.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17 juin 2013.

Référence de publication: 2013079747/10.

(130098368) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 juin 2013.

Pierre Dupong Immobilier S.A., Société Anonyme Unipersonnelle.

Siège social: L-2330 Luxembourg, 124, boulevard de la Pétrusse.

R.C.S. Luxembourg B 135.370.

—
Le bilan arrêté au 31 décembre 2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Signature.

Référence de publication: 2013079750/10.

(130097989) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 juin 2013.

MFS Meridian Funds, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 49, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 39.346.

Faisant suite à l'assemblée générale ordinaire du 17 juin 2013, sont re-nommés gérants jusqu'à l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra en 2014:

Madame Lina M. MEDEIROS
Monsieur Mark N. POLEBAUM
Madame Robin A. STELMACH
Mr. Mitchell C. Freestone
Mr. David M. Mace Jr

Est re-nommé réviseur d'entreprise jusqu'à l'assemblée générale qui se tiendra en 2014:
Ernst & Young S.A.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 juin 2013.

L'agent domiciliataire

Référence de publication: 2013079690/19.

(130098239) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 juin 2013.

Miwweltrend, Société Anonyme.

Siège social: L-8821 Koetschette, Zone Industrielle Riesenhaeff.
R.C.S. Luxembourg B 95.754.

Extrait des décisions prises par l'actionnaire unique en date du 25 janvier 2013

L'an deux mille treize, le vingt-cinq janvier,

L'actionnaire unique de la société anonyme MIWWELTREND, avec siège social à L-8821 Koetschette et inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de et à Luxembourg sous le numéro B 95.754.

a pris la résolution suivante:

La démission de Madame Joëlle Simon demeurant à B-6600 Bastogne, rue de Mussy, 24, de son poste d'Administrateur de la société est acceptée.

Koetschette, le 25 janvier 2013.

Pour extrait conforme

Signature

Référence de publication: 2013079699/17.

(130098543) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 juin 2013.

Delilah US Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 78.160.399,01.

Siège social: L-1931 Luxembourg, 13-15, avenue de la Liberté.
R.C.S. Luxembourg B 147.738.

Extrait des résolutions de l'associé unique du 5 juin 2013.

En date du 5 juin 2013, l'associé unique de la Société a décidé de nommer KPMG Luxembourg, une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 9, Allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, sous le numéro B149.133 en tant que réviseur d'entreprises agréé, et ce avec effet immédiat et jusqu'à l'approbation des comptes annuels au 31 décembre 2013 par l'associé unique.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 juin 2013.

Stijn CURFS

Mandataire

Référence de publication: 2013079330/18.

(130098155) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 juin 2013.

Mont Blanc S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1130 Luxembourg, 37, rue d'Anvers.
R.C.S. Luxembourg B 123.703.

Extrait des résolutions prises à Luxembourg par l'actionnaire unique de la société, extraordinairement en date du 13 juin 2013

1. L'actionnaire unique décide de renouveler le mandat de Monsieur Serge SEGUIN, demeurant au 37, Sterling Pines Road, USA - 10987 Tuxedo Park, New York, en qualité d'administrateur de la Société jusqu'à l'issue de l'assemblée générale annuelle des actionnaires appelée à statuer sur les comptes de l'exercice social clos au 31 décembre 2013.

2. L'actionnaire unique décide de renouveler le mandat de MAYFAIR TRUST S.à r.l., société à responsabilité limitée, établie et ayant son siège social au 2, Millewee, L-7257 Walferdange, en qualité de commissaire aux comptes de la Société, jusqu'à l'issue de l'assemblée générale annuelle des actionnaires appelée à statuer sur les comptes de l'exercice social clos au 31 décembre 2013.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2013079701/16.

(130098473) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 juin 2013.

N-Vest Fund, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 11, rue Aldringen.
R.C.S. Luxembourg B 138.016.

Extrait des résolutions prises par l'Assemblée Générale Statutaire du 14 juin 2013

L'Assemblée réélit Monsieur Wouter VANDEN EYNDE, résidant professionnellement au 6 Avenue du Port, B-1080 Bruxelles, et Messieurs Karel DE CUYPER et Lazlo BELGRADO, résidant tous deux professionnellement au 5 Place de la Gare, L-1616 Luxembourg en tant qu'administrateurs pour une nouvelle période d'un an, se terminant à l'Assemblée Générale Statutaire de 2014.

L'assemblée réélit DELOITTE AUDIT, S.à r.l. en tant que réviseur d'entreprises pour une nouvelle période d'un an se terminant à l'Assemblée Générale Statutaire de 2014.

Certifié conforme et sincère

Pour N-VEST FUND

KREDIETRUST LUXEMBOURG S.A.

Référence de publication: 2013079708/17.

(130097531) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 juin 2013.

Obringer-Lux S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4959 Bascharage, Zone Op Zaemer.
R.C.S. Luxembourg B 50.910.

Le bilan au 31 décembre 2011 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Mandataire

Référence de publication: 2013079738/10.

(130098719) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 juin 2013.

Nrgia S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-7639 Blumenthal, 12, route de Diekirch.
R.C.S. Luxembourg B 155.994.

Les comptes annuels au 31-12-2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la gérance

Signature

Référence de publication: 2013079732/11.

(130098328) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 juin 2013.

Golding Private Debt Sicav-Fis VIII, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 43, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 178.956.

— STATUTEN

Im Jahre zweitausenddreizehn,
am neunzehnten Juli.

Vor dem unterzeichneten Notar Jean-Joseph Wagner, mit Amtssitz in Sassenheim, Großherzogtum Luxemburg.

Sind erschienen:

Golding Capital Partners (Luxembourg) S.à r.l., eingetragen im luxemburgischen Handelsregister (registre de commerce et des sociétés) unter der Nummer B 129.175 hier vertreten durch Herrn Alexander Wagner, Rechtsanwalt, beruflich ansässig in Luxemburg, aufgrund einer privatrechtlichen Vollmacht, ausgestellt in Luxemburg, am 11. Juli 2013; nach "ne varietur" Unterzeichnung durch den Bevollmächtigten und den unterzeichnenden Notar bleibt die gegenwärtige Urkunde als Anlage beigefügt, um mit derselben einregistriert zu werden.

Der Erschienenen haben in Ausführung ihrer Vertretungsbefugnis den Notar gebeten, die Satzung einer Aktiengesellschaft (société anonyme), die er hiermit gründet, wie folgt zu beurkunden:

I. Name, Gesellschaftssitz und -Zweck

Art. 1. Name. Zwischen den Unterzeichnenden und allen, welche Eigentümer von nachfolgend ausgegebenen Aktien werden, besteht eine Aktiengesellschaft (société anonyme) in der Form einer Investmentgesellschaft mit variablem Kapital - spezialisierter Investmentfonds (société d'investissement à capital variable - fonds d'investissement spécialisé oder SICAV-FIS) unter dem Namen "Golding Private Debt SICAV-FIS VIII" (die "Investmentgesellschaft").

Art. 2. Gesellschaftssitz. Der Gesellschaftssitz befindet sich in Luxemburg-Stadt, Großherzogtum Luxemburg. Der Geschäftssitz kann durch einfachen Beschluss des Verwaltungsrates innerhalb des Großherzogtums Luxemburg geändert werden.

Sofern der Verwaltungsrat die Feststellung trifft, dass außergewöhnliche politische, soziale oder kriegsähnliche Ereignisse stattgefunden haben oder unmittelbar bevorstehen, welche den gewöhnlichen Geschäftsverlauf der Investmentgesellschaft an ihrem Gesellschaftssitz oder die Kommunikation mit Personen im Ausland beeinträchtigen könnten, kann der Geschäftssitz zeitweilig und bis zur völligen Normalisierung der Lage ins Ausland verlagert werden. Solche provisorischen Maßnahmen werden auf die Staatszugehörigkeit der Investmentgesellschaft keinen Einfluss haben. Die Investmentgesellschaft wird eine luxemburgische Gesellschaft bleiben.

Art. 3. Gesellschaftszweck. Alleiniger Zweck der Investmentgesellschaft (der „Gesellschaftszweck“) ist es, die ihr für jeden Teilfonds zur Verfügung stehenden Mittel nach dem Grundsatz der Risikostreuung sowie unter Berücksichtigung der im Emissionsdokument näher beschriebenen Anlagepolitik und Anlagebeschränkungen, in nicht-börsennotierte Anlagegegenstände zu investieren. Die Anlagen erfolgen über Beteiligungen durch Finanzierungen mittels Eigenkapital und/oder nachrangigen Darlehen (und/oder Genussrechten), denen überwiegend Eigenkapitalcharakter zukommt, an Tochtergesellschaften und/oder Beteiligungsgesellschaften, die in nicht-börsennotierte Anlagegegenstände investieren (die „Beteiligungsgesellschaften“). Die Investitionen der Beteiligungsgesellschaften erfolgen hauptsächlich im Primärmarkt, sofern diese Anlagegegenstände am Sekundärmarkt erworben werden, zielt der Erwerb nicht nur auf das bloße Halten bis zur Endfälligkeit oder den Weiterverkauf ab, sondern geht in jedem Fall mit einer tiefgehenden Prüfung (i) der individuellen Risikofaktoren und (ii) der Wertsteigerungspotenziale durch aktives Portfolio-Management der Investition einher. Die Investmentgesellschaft wird dabei nur in nach dem luxemburgischen Gesetz über spezialisierte Investmentfonds vom 13. Februar 2007, in der jeweils gültigen Fassung (das "Gesetz von 2007") erlaubte Vermögenswerte.

Die Investmentgesellschaft ist zu allen Rechtsgeschäften und Rechtshandlungen berechtigt, die geeignet erscheinen, den Gesellschaftszweck unmittelbar oder mittelbar zu fördern. Insbesondere kann die Investmentgesellschaft Gesellschaften, an denen die Investmentgesellschaft eine Eigenkapitalbeteiligung als Aktionär oder Gesellschafter hält, mittels Darlehen finanzieren. Sie kann die zur Erreichung des Gesellschaftszwecks erforderlichen oder zweckmäßigen Handlungen selbst vornehmen oder durch Dritte vornehmen lassen.

II. Gesellschaftskapital, Teilfonds und Aktienklassen

Art. 4. Gesellschaftskapital. Das Kapital der Investmentgesellschaft (das „Gesellschaftskapital“) besteht aus voll eingezahlten Aktien ohne Nennwert und entspricht zu jeder Zeit dem Wert, der sich aus der Summe der Vermögenswerte abzüglich der Summe der Verbindlichkeiten der Investmentgesellschaft ergibt (das „Nettovermögen“), und wird in Euro denominated (die „Gesellschaftswährung“).

Das Nettovermögen wird mit dem Betrag angesetzt, der sich aus dem Gesetz über Handelsgesellschaften vom 10. August 1915, in der jeweils gültigen Fassung (das „Gesetz von 1915“) sowie dem Gesetz von 2007 ergibt. Im Übrigen bestimmt der Verwaltungsrat die für die Bewertung des Nettovermögens anzuwendenden Regeln. Der Verwaltungsrat

kann außerdem im Ausnahmefall nach bestem Wissen und Gewissen auf Grundlage objektiver Anhaltspunkte von den üblicherweise angewandten Bewertungsverfahren abweichen, wenn dies im Interesse der Investmentgesellschaft und ihrer Aktionäre liegt und die abweichend angewandten Bewertungsverfahren im Einklang mit allgemein anerkannten Grundsätzen ordnungsgemäßer Buchführung stehen. Sollten für Zwecke der Bewertung des Nettovermögens die einschlägige Notierung von Fremdwährungen nicht verfügbar sein, wird der Kurs durch den Verwaltungsrat nach Treu und Glauben bestimmt.

Das Gesellschaftskapital wird nicht niedriger als eine Million zweihundertfünfzigtausend Euro (1.250.000 Euro) sein, sofern nicht durch das Gesetz von 2007 oder einer Großherzoglichen Verordnung ein höherer Mindestbetrag festgelegt wird (das „Mindestgesellschaftskapital“). Das Gründungskapital beträgt vierzigtausend Euro (40.000 Euro) und ist in vier (4) Aktien ohne Nennwert eingeteilt. Das Mindestgesellschaftskapital muss innerhalb von zwölf (12) Monaten nach der Zulassung der Investmentgesellschaft als spezialisierter Investmentfonds im Sinne des Gesetzes von 2007 erreicht werden.

Das Gesellschaftskapital kann sich insbesondere infolge der Ausgabe von weiteren Aktien oder der Rücknahme von Aktien erhöhen oder vermindern.

Art. 5. Teilfonds und Aktienklassen. Der Verwaltungsrat kann jederzeit beschließen, dass die Aktien der Investmentgesellschaft verschiedenen zu errichtenden Anlagevermögen (die „Teilfonds“), gemäß Artikel 71 des Gesetzes von 2007 angehören, welche wiederum in unterschiedlichen Teilfondswährungen verwaltet sein können. Der Verwaltungsrat kann außerdem beschließen, dass innerhalb eines Teilfonds eine oder mehrere Aktienklassen mit unterschiedlichen Merkmalen ausgegeben werden (die „Aktienklassen“), insbesondere mit einer spezifischen Ausschüttungs- oder Thesaurierungspolitik, einer spezifischen Gebührenstruktur oder anderen spezifischen Merkmalen, die jeweils vom Verwaltungsrat bestimmt und im Emissionsdokument der Investmentgesellschaft beschrieben werden.

Jeder Teilfonds gilt im Verhältnis der Aktionäre untereinander als eigenständig. Die Rechte der Aktionäre und Gläubiger im Hinblick auf einen Teilfonds oder die Rechte, die im Zusammenhang mit der Gründung, der Verwaltung oder der Liquidation eines Teilfonds stehen, beschränken sich auf die Vermögenswerte des jeweiligen Teilfonds.

Die Vermögenswerte eines Teilfonds haften ausschließlich im Umfang der Anlagen der Aktionäre in diesem Teilfonds und im Umfang der Forderungen derjenigen Gläubiger, deren Forderungen im Zusammenhang mit der Gründung, Verwaltung oder der Liquidation dieses Teilfonds entstanden sind.

Die Teilfonds oder Aktienklassen (einzeln die „Berechnungseinheit“) können in Währungen denominiert sein, die von der Gesellschaftswährung abweichenden (die „Berechnungswährung“). Sofern es für die Ermittlung des Gesellschaftskapitals oder sonstige Zwecke notwendig ist, Beträge in Berechnungswährung in die Gesellschaftswährung umzurechnen, so ist der Umrechnungskurs, der sich entsprechend Artikel 4 Absatz 2 ergeben würde, heranzuziehen.

III. Aktien

Art. 6. Aktien. Die Aktien der Investmentgesellschaft (die „Aktien“) haben keinen Nennwert und werden ausschließlich als Namensaktien an Sachkundige Anleger im Sinne des Gesetzes von 2007 (der „Sachkundige Anleger“) ausgegeben. Falls ein Aktionär Aktien nicht für eigene Rechnung zeichnet, sondern für Rechnung eines Dritten, so muss dieser Dritte ebenfalls ein Sachkundiger Anleger sein.

Die Investmentgesellschaft erkennt nur einen einzigen Eigentümer pro Aktie oder Aktienbruchteil an. Die Investmentgesellschaft behandelt den eingetragenen Eigentümer einer Aktie als deren uneingeschränkten und wirtschaftlichen Eigentümer. Im Falle eines gemeinschaftlichen Eigentums gilt der im Aktienregister eingetragene Aktionär als Eigentümer. Sofern die Aktien durch Rechtsnachfolge auf mehrere Eigentümer übergehen, kann die Investmentgesellschaft die Ausübung der mit dem Aktieneigentum verbundenen Rechte bis zu dem Zeitpunkt suspendieren, zu dem durch die Eigentümergemeinschaft eine Person angegeben wird, die als neuer Eigentümer in das Aktienregister eingetragen wird.

Art. 7. Ausgabe von Aktien. Die Summe der von den Aktionären in den Zeichnungsscheinen eingegangenen Zeichnungsverpflichtungen ergibt das maximale Zeichnungskapital der Investmentgesellschaft (das „Zeichnungskapital“). Der Verwaltungsrat ist ermächtigt, bis zur Höhe des Zeichnungskapitals zu jeder Zeit Aktien an Sachkundige Anleger auszugeben. Zeichnungsverpflichtungen werden am Sitz der Investmentgesellschaft oder einer hiermit beauftragten natürlichen oder juristischen Person entgegengenommen.

Der Verwaltungsrat hat das Recht, jeden Zeichnungsschein ganz oder teilweise zurückzuweisen oder die Ausgabe von Aktien jederzeit ohne vorherige Mitteilung auszusetzen. Der Verwaltungsrat kann die Häufigkeit der Aktienaussgabe begrenzen.

Die Ausgabe von Aktien erfolgt zu dem im Verkaufsprospekt angegebenen Ausgabepreis (der „Ausgabepreis“). Die Investmentgesellschaft oder die als Register- und Transferstelle beauftragte natürliche oder juristische Person fordert in Textform, also als Brief, Fax oder elektronische Nachricht (die „Textform“), zur Zahlung des für die jeweils auszugebenden Aktien zu entrichtenden Betrages innerhalb einer angemessenen Frist auf (die „Einzahlungsaufforderung“), welche sieben (7) Bankarbeitstage im Großherzogtum Luxemburg (der „Bankarbeitstag“) gerechnet ab dem Tag der Versendung der jeweiligen Einzahlungsaufforderung nicht unterschreitet. Eine Verrechnung der Einzahlungen mit etwaigen Ausschüttungen erfolgt nicht. Aktien werden nur ausgegeben, nachdem die Zeichnungsverpflichtung angenommen und der zu entrichtende Betrag auf einem Konto der Investmentgesellschaft eingegangen ist.

Die Investmentgesellschaft kann Aktienbruchteile bis zur dritten Dezimalstelle ausgeben. Aktienbruchteile geben kein Stimmrecht, berechtigen aber insbesondere zur anteiligen (pro rata) Teilnahme am Gewinn, den Ausschüttungen und dem Liquidationserlös der Investmentgesellschaft.

Von der Investmentgesellschaft ausgegebene Aktien werden vom Ausgabedatum an als im Umlauf befindlich behandelt. Neu ausgegebene Aktien haben dieselben Rechte wie die bereits vorher ausgegebenen Aktien der selben Aktienklasse eines Teilfonds, die am Tage der Aktienausgabe in Umlauf waren.

Art. 8. Haftung des Aktionärs. Die Haftung des Aktionärs ist auf den Betrag seiner Zeichnungsverpflichtung begrenzt. Eine Nachschusspflicht der Aktionäre ist ausgeschlossen.

Art. 9. Säumiger Aktionär. Zahlt ein Aktionär innerhalb der festgelegten Frist entgegen seiner Zeichnungsverpflichtung nicht, obwohl ihm eine Einzahlungsaufforderung in Textform an die im Aktienregister verzeichneten Kontaktdaten zugesandt wurde, kann die Investmentgesellschaft den betreffenden Aktionär durch Verwaltungsratsbeschluss zum säumigen Aktionär (der "Säumige Aktionär") mit der Folge erklären, dass:

- i. der Säumige Aktionär ohne das Erfordernis einer Mahnung ab Fälligkeit in Verzug kommt. Unbeschadet sonstiger gesetzlicher Rechtsfolgen schuldet der Säumige Aktionär für die Dauer des Verzugs Verzugszinsen in Höhe von sechs (6) Prozentpunkten über dem 6-Monats-EURIBOR zum Zeitpunkt der Erklärung als Säumiger Aktionär und
- ii. Ausschüttungen an den Säumigen Aktionär aufgerechnet oder zurückgehalten werden können, bis alle der Investmentgesellschaft geschuldeten Beträge von ihm vollständig eingezahlt sind.

Leistet ein Säumiger Aktionär auf eine nach Eintritt des Verzuges abgesandte schriftliche Zahlungsaufforderung nicht innerhalb einer Frist von vier (4) Wochen die ausstehenden Zahlungen zuzüglich aufgelaufener Verzugszinsen, kann der Verwaltungsrat insbesondere folgende Maßnahmen ergreifen:

- i. Vollständige oder teilweise Zwangsrücknahme der Aktien des Säumigen Aktionärs durch die Investmentgesellschaft nach Maßgabe von Art. 13 Absatz 5 gegen Zahlung eines Rücknahmepreises in Höhe des erzielbaren Marktwertes der betroffenen Aktien oder falls dieser mangels Angebot nicht ermittelbar ist, 80 Prozent des niedrigeren Wertes aus dem Nettoinventarwert und der Nettokapitaleinlage pro Aktie, jeweils zum Zeitpunkt der Versendendung der Rücknahmebenachrichtigung. „Erzielbarer Marktwert“ im Sinne des vorangegangenen Satzes ist der Rücknahmepreis zu dem nicht-Säumige oder neu hinzutretende Anleger durch schriftliches Gebot gegenüber dem Verwaltungsrat der Investmentgesellschaft bereit wären, neue Aktien in gleicher Anzahl der von der Zwangsrücknahme betroffenen Aktien im Rahmen des in nachfolgendem Unterabschnitt iii) zu zeichnen;
- ii. Kündigung oder Verringerung der Zeichnungsverpflichtung des Säumigen Aktionärs; und/oder
- iii. Annahme von neuen Zeichnungsverpflichtungen von den nicht- Säumigen oder neu hinzutretenden Anlegern bis zur Höhe der Zeichnungsverpflichtung des säumigen Anlegers. Die Ausgabe von Aktien auf Grund der neuen Zeichnungsverpflichtungen erfolgt bis zur Anzahl der durch Zwangsrücknahme im Sinne des Unterabschnittes i) vom Säumigen Anleger eingezogenen Aktien zu dem Ausgabepreis zu dem die Aktien in Unterabschnitt i) zurückgenommen wurden. Darüberhinausgehende Aktienausgaben erfolgen zu den allgemeinen Bestimmungen in dieser Satzung und dem Emisionsdokument.

Der an den Säumigen Aktionär zu bezahlende Rücknahmepreis reduziert sich um aufgelaufene Verzugszinsen und einen etwaigen weiteren Verzugsschaden der Investmentgesellschaft, insbesondere aus Zwischenfinanzierungskosten oder Schäden aus dem Verzug der Investmentgesellschaft gegenüber Beteiligungsgesellschaften, in welche die Investmentgesellschaft investiert hat.

Art. 10. Aktienregister. Die Investmentgesellschaft führt über alle ausgegebenen Aktien ein Register mit den beteiligungsbezogenen Daten der Aktionäre sowie dem Zeichnungsbetrag, der Anzahl der Aktien, dem Ausgabe- und Rücknahmepreis (das „Aktienregister“) oder beauftragt hierfür eine oder mehrere natürliche oder juristische Personen als Register- und Transferstelle (die „Register- und Transferstelle“).

Der Eintrag im Aktienregister erbringt den Eigentumsnachweis.

Beteiligungsbezogene Daten sind insbesondere Name, Geschäftssitz, Postanschrift, zuständiges Finanzamt, Steuernummer bzw. Steuer-Identifikationsnummer, die Legitimierung nach dem abgeänderten luxemburgischen Gesetz zur Bekämpfung von Geldwäsche vom 12. November 2004, den entsprechenden Großherzoglichen Verordnungen sowie den einschlägigen Rundschreiben der Commission de Surveillance du Secteur Financier (CSSF) in der jeweils gültigen Fassung und die Bankverbindung (die „beteiligungsbezogenen Daten“).

Jeder Aktionär teilt der Investmentgesellschaft bzw. der Register- und Transferstelle die beteiligungsbezogenen Daten und alle Änderungen unverzüglich mit und belegt dies durch geeignete Unterlagen. Alle Mitteilungen und Ankündigungen der Investmentgesellschaft an die Aktionäre können rechtsverbindlich an die im Aktienregister verzeichnete Postanschrift versendet werden.

Jeder Aktionär erhält eine Bestätigung seiner Eintragung im Aktienregister in Textform. Aktienzertifikate werden nicht ausgestellt.

Art. 11. Verfügung über Aktien. Jeder Aktionär kann über die an ihn ausgegebenen und vollständig einbezahlten Aktien frei verfügen und diese zusammen mit allen Rechten und Pflichten auf einen anderen zulässigen Anleger übertragen. Mit der Übertragung übernimmt der Erwerber sämtliche Verbindlichkeiten und Verpflichtungen sowie die alleinige Haftung

in Bezug auf diese Aktien; eine (subsidiäre) Haftung für diese Verpflichtungen oder Verbindlichkeiten durch den bisherigen Aktionär ist nach Verfügung über die Aktien ausgeschlossen (keine gesamtschuldnerische Haftung von Veräußerer und Erwerber). Derartige Verpflichtungen gehen mit schuldbefreiender Wirkung für den Veräußerer auf den Erwerber über. Die Übertragung über die Aktien bedarf der Schriftform, des Nachweises, dass der Erwerber ein zulässiger Anleger ist, sowie der Eintragung in das Aktienregister.

Die Übertragung mit Zeichnungsschein eingegangene Zeichnungsverpflichtung bedarf der vorherigen Zustimmung des Verwaltungsrates.

Jeder Aktionär, der die Übertragung seiner Aktien oder der mit Zeichnungsschein eingegangenen Zeichnungsverpflichtung beabsichtigt, hat dies der Investmentgesellschaft spätestens vier Wochen vor Übertragung durch Übersendung der Übertragungsvereinbarung und geeigneter Nachweise, dass der Erwerber ein sachkundiger Anleger ist, anzuzeigen. Eine Verfügung über die Aktien oder die mit Zeichnungsschein eingegangene Zeichnungsverpflichtung bedarf nicht der Zustimmung der übrigen Aktionäre.

Art. 12. Rücknahme von Aktien. Die Aktionäre sind grundsätzlich berechtigt, die Rücknahme ihrer Aktien zu verlangen, es sei denn, im besonderen Teil des Emissionsdokuments ist für einen Teilfonds etwas Gegenteiliges geregelt.

Der Verwaltungsrat kann jedoch beschließen, Aktien oder Aktienbruchteile zurückzunehmen, um eingezahlte und frei gewordene Liquidität an alle Aktionäre zurückzuführen. Der Rücknahmepreis wird am letzten Tag der vom Verwaltungsrat bestimmten Rücknahmefrist (die „Rücknahmefrist“) bestimmt und basiert auf der Nettokapitaleinlage pro Aktie am letzten Tag der Rücknahmefrist. Die „Nettokapitaleinlage pro Aktie“ ergibt sich aus der Summe der Kapitaleinlagen durch Ausgabe neuer Aktien abzüglich der Summe der Ausschüttungen durch Aktienrücknahmen und Substanzausschüttungen gemäß Art. 25 Absatz 3 (die „Nettokapitaleinlage“) dividiert durch die Anzahl der gegenwärtig in Umlauf befindlichen Aktien, jeweils bezogen auf die betroffene Aktienklasse. Der Nettoinventarwert wird auf zwei Dezimalstellen kaufmännisch gerundet. Die Entscheidung zur Rücknahme ist für alle Aktionäre verbindlich und gilt pro rata zu ihrem Anteil an der Nettokapitaleinlage der jeweiligen Aktienklasse. Die Investmentgesellschaft oder die Register- und Transferstelle wird den Aktionären die Entscheidung zur Rücknahme in Textform mitteilen und die Aktionäre über Anzahl der Aktien sowie das Datum der Berechnung des Rücknahmepreises informieren. Die von der Investmentgesellschaft zurückgenommenen Aktien werden im Aktienregister der Investmentgesellschaft annulliert. Der Rücknahmepreis wird spätestens zwanzig (20) Bankarbeitstage nach dem Tag der Berechnung des Rücknahmepreises ausbezahlt. Aktien, die zurückgenommen werden, gelten bis zum durch den Verwaltungsrat festgelegten Zeitpunkt als im Umlauf befindlich. Ein nach diesem Zeitpunkt zur Zahlung fälliger Rücknahmepreis gilt als Verbindlichkeit der Investmentgesellschaft.

Art. 13. Beschränkung und Zwangsrücknahme von Aktien. Die Aktien sind Sachkundigen Anlegern vorbehalten.

Als Aktionäre ausgeschlossen sind Personen und Gesellschaften, welche „US-Personen“ im Sinne der unter dem US-Securities Act von 1933 erlassenen Regulation S oder dem US-Internal Revenue Code von 1986 in ihrer jeweils gültigen Fassung sind.

Darüber hinaus kann die Investmentgesellschaft nach eigenem Ermessen das Eigentum an Aktien auf bestimmte Sachkundige Anleger einschränken oder untersagen, wenn sie der Ansicht ist, dass solche Eigentumsrechte bewirken, dass

- i. diese zu Lasten der Interessen der übrigen Aktionäre oder der Investmentgesellschaft gehen;
- ii. diese einen Gesetzesverstoß im Großherzogtum Luxemburg oder im Ausland mit sich bringen können;
- iii. die Investmentgesellschaft in einem anderen Land als dem Großherzogtum Luxemburg steuerpflichtig wird und/oder in diesem Land Quellen- oder andere Steuern einbehalten werden; oder
- iv. diese den Interessen der Investmentgesellschaft in einer anderen Art und Weise schaden.

Zu diesem Zweck kann die Investmentgesellschaft alle geeigneten Maßnahmen ergreifen, insbesondere die Ausgabe von Aktien verweigern, von Aktionären alle nach ihrem Ermessen erforderlichen Informationen verlangen und deren Richtigkeit an Eides statt versichern lassen sowie eine Zwangsrücknahme nach Maßgabe des folgenden Absatzes durchführen.

Für die Zwangsrücknahme wird folgendes Verfahren angewandt:

i. Die Investmentgesellschaft wird dem Aktionär eine Benachrichtigung (die „Rücknahmebenachrichtigung“) zusenden. Die Rücknahmebenachrichtigung gibt die zurückzunehmenden Aktien und den zu bezahlenden Rücknahmepreis an. Die Rücknahmebenachrichtigung wird dem Aktionär durch Einschreibebrief an die im Aktienregister verzeichnete Postanschrift zugesandt werden. Mit Büroschluss des in der Rücknahmebenachrichtigung angegebenen Tages ist der Aktionär nicht mehr Eigentümer der in der Rücknahmebenachrichtigung aufgeführten Aktien und die Aktien werden aus dem Aktienregister gelöscht.

ii. Der Rücknahmepreis, zu dem die in der Rücknahmebenachrichtigung angegebenen Aktien zwangsweise zurückgenommen werden, basiert auf dem Nettoinventarwert gemäß Artikel 15 der ausgegebenen Aktien am Tag der Rücknahmebenachrichtigung.

iii. Unter der Bedingung, dass die Investmentgesellschaft in gutem Glauben ist, kann sie die ihr in diesem Artikel zugestandenen Befugnisse auch dann ausüben, wenn nicht eindeutig nachweisbar ist, in wessen Eigentum sich die Aktien befinden.

iv. Der an den Aktionär zu bezahlende Rücknahmepreis ist in Raten zahlbar. Die einzelnen Raten sind zur Zahlung fällig zu den Zeitpunkten, zu denen die Investmentgesellschaft Ausschüttungen an die übrigen Aktionäre vornimmt (die „fällige Rate“). Jede einzelne Rate beläuft sich höchstens auf denjenigen Betrag, den der ausgeschiedene Aktionär erhalten hätte, wenn er nicht ausgeschieden wäre. Die einzelnen Raten sind unverzinslich. Ein Anspruch auf Sicherheitsleistung besteht nicht.

Art. 14. Umtausch von Aktien. Der Verwaltungsrat kann beschließen, dass Aktionäre berechtigt sind, ihre Aktien eines Teilfonds und/oder einer Aktienklasse in Aktien eines anderen Teilfonds und/oder Aktienklasse umzutauschen. Darüber hinaus kann der Verwaltungsrat insbesondere die Bedingungen hinsichtlich des Rechts auf und der Häufigkeit eines Umtauschs sowie eine Ausschlussfrist festlegen und den Umtausch von der Zahlung von Kosten und Gebühren abhängig machen.

Der Umtauschpreis wird am Umtauschtag bestimmt und basiert auf den Nettoinventarwerten der Aktien gemäß Art. 15 des abgebenden Teilfonds oder der abgebenden Aktienklasse sowie des aufnehmenden Teilfonds oder der aufnehmenden Aktienklasse am Umtauschtag. Maßgeblich sind die für die Bewertung des Nettovermögens anzuwendenden Regeln des aufnehmenden Teilfonds oder der aufnehmenden Aktienklasse.

IV. Nettoinventarwert der Aktien

Art. 15. Nettoinventarwert. Der erste Nettoinventarwert der Aktien einer Berechnungseinheit wird am ersten Bankarbeitstag nach dem Ende der im Emissionsdokument beschriebenen ersten Zeichnungsperiode der betreffenden Berechnungseinheit berechnet. Nachfolgend wird der Nettoinventarwert der Aktien der betreffenden Berechnungseinheit mindestens einmal im Jahr berechnet. Zusätzlich wird an jedem sonstigen Tag, an dem es der Verwaltungsrat für notwendig erachtet, eine Berechnung des Nettoinventarwerts der Aktien der betreffenden Berechnungseinheit vorgenommen. Jeder Tag, an dem der Nettoinventarwert der Aktien berechnet wird, wird als "Bewertungstag" bezeichnet.

Der Nettoinventarwert der Aktien wird in der für die Berechnungseinheit maßgebenden Berechnungswährung berechnet und für jede Aktie dadurch bestimmt, dass das auf die Berechnungseinheit entfallende Nettovermögen durch die Zahl der sich am Bewertungstag im Umlauf befindlichen Aktien der Berechnungseinheit geteilt wird. Der Nettoinventarwert der Aktie wird auf zwei Dezimalstellen kaufmännisch gerundet.

Das auf eine Berechnungseinheit entfallende Nettovermögen der Investmentgesellschaft wird in der jeweiligen Berechnungswährung ermittelt und umfasst diejenigen Vermögenswerte und Verbindlichkeiten, die dieser Berechnungseinheit wirtschaftlich zugerechnet werden. Kann ein Vermögenswert oder eine Verbindlichkeit der Investmentgesellschaft nicht auf eine spezifische Berechnungseinheit wirtschaftlich zugerechnet werden, wird dieser Vermögenswert oder diese Verbindlichkeit pro rata zum jeweiligen Nettovermögen der Berechnungseinheit allen Berechnungseinheiten zugerechnet. Der jeweils zuletzt verfügbare Nettoinventarwert einer Berechnungseinheit ist an jedem Bankarbeitstag am Sitz der Investmentgesellschaft erhältlich.

Die Bewertungsregeln werden ergänzend zu Art. 4 Absatz 2 dieser Satzung im Emissionsdokument aufgeführt.

Vorbehaltlich einer vorsätzlichen oder grob fahrlässigen Fehlberechnung ist jede Entscheidung im Zusammenhang mit der Berechnung des Nettoinventarwertes der Aktien, welche vom Verwaltungsrat oder der von der Investmentgesellschaft hierfür beauftragten zentralen Verwaltungsstelle getroffen wird, endgültig und für die gegenwärtigen, ehemaligen und zukünftigen Aktionäre bindend.

Der Verwaltungsrat ist jedoch berechtigt, die Berechnung des Nettoinventarwertes der Aktien einzelner oder der gesamten Berechnungseinheiten eines bestimmten Bewertungstages aufzuheben und eine neue Berechnung durchzuführen, sofern eine Fehlberechnung vorliegt oder seit der Berechnung des Nettoinventarwertes neue Tatsachen bekannt geworden sind, die eine wesentliche Änderung des Nettoinventarwertes der Aktien nach sich ziehen.

Im Falle von Aktienausgaben und Ausschüttungen erhöht oder vermindert sich das auf die betroffene Berechnungseinheit entfallende Nettovermögen um den gezahlten Ausgabepreis bzw. Ausschüttungsbetrag.

Art. 16. Aussetzung der Berechnung des Nettoinventarwertes der Aktien. Der Verwaltungsrat ist ermächtigt, die Berechnung des Nettoinventarwertes der Aktien einer Berechnungseinheit in den folgenden Fällen vorübergehend auszusetzen:

- wenn der Wert eines beträchtlichen Teils des auf eine Berechnungseinheit entfallenden Nettovermögens nicht bestimmt werden kann;
- wenn nach Meinung des Verwaltungsrats der Nettoinventarwert der Aktien der Berechnungseinheit nicht sachgerecht berechnet werden kann;
- wenn eine Generalversammlung der Aktionäre einberufen wurde, um die Investmentgesellschaft oder eine Berechnungseinheit zu liquidieren oder aufzulösen.

Die zeitweilige Einstellung der Berechnung des Nettoinventarwertes der Aktien einer Berechnungseinheit führt nicht zur zeitweiligen Einstellung hinsichtlich anderer Berechnungseinheiten, die von den betreffenden Ereignissen nicht berührt sind. Die Aussetzung der Berechnung des Nettoinventarwertes wird den Aktionären schriftlich an die im Aktienregister verzeichnete Postanschrift mitgeteilt.

V. Verwaltungsrat und Generalversammlung

Art. 17. Verwaltungsrat. Die Investmentgesellschaft wird von einem Verwaltungsrat verwaltet, der aus mindestens drei (3) Mitgliedern (die „Verwaltungsratsmitglieder“) besteht, welche nicht Aktionär sein müssen.

Die Verwaltungsratsmitglieder werden von den Aktionären in der Generalversammlung für eine Dauer von höchstens sechs (6) Jahren gewählt. Eine Wiederwahl ist zulässig. Die Aktionäre können in der Generalversammlung außerdem die Anzahl der Verwaltungsratsmitglieder sowie die Dauer ihrer Amtszeit beschließen und die Verwaltungsratsmitglieder jederzeit und ohne Angabe von Gründen abberufen oder ersetzen.

Scheidet ein Verwaltungsratsmitglied während seiner Amtszeit aus, können die Aktionäre in der nächsten Generalversammlung für die restliche Amtszeit einen Nachfolger wählen. Bis dahin können die verbleibenden Verwaltungsratsmitglieder einen Nachfolger kooptieren.

Der Verwaltungsrat bestimmt aus seiner Mitte einen Vorsitzenden (der „Verwaltungsratsvorsitzende“). Der Verwaltungsratsvorsitzende leitet die Verwaltungsratssitzungen und die Generalversammlungen. In seiner Abwesenheit können die Verwaltungsratsmitglieder ein anderes Verwaltungsratsmitglied oder, im Falle der Generalversammlung, eine andere Person mit der Leitung beauftragen.

Der Verwaltungsrat kann jeweils einen Sekretär, der nicht Verwaltungsratsmitglied sein muss und der die Protokolle der Verwaltungsratssitzungen und Generalversammlungen erstellt (der „Sekretär“) sowie einen Stimmzähler bestimmen.

Art. 18. Geschäftsführung und Vertretung. Der Verwaltungsrat ist zur Geschäftsführung und Vertretung der Investmentgesellschaft berechtigt.

Die Geschäftsführungsbefugnis erstreckt sich auf die Vornahme aller Rechtsgeschäfte und Handlungen, welche zum üblichen Betrieb der Investmentgesellschaft gehören, insbesondere der Anlage in Vermögenswerte im Rahmen des Gesellschaftszweckes und im Einklang mit der im Emissionsdokument näher beschriebenen Anlagepolitik und Anlagebeschränkungen. Soweit die Geschäftsführungsbefugnis nicht ausdrücklich durch Gesetz oder diese Satzung den Aktionären in der Generalversammlung vorbehalten ist, steht sie dem Verwaltungsrat zu.

Zur Vertretung der Investmentgesellschaft sind die Verwaltungsratsmitglieder jeweils zu zweit berechtigt.

Art. 19. Übertragung auf Dritte und Beratung durch Dritte. Der Verwaltungsrat ist berechtigt, die Geschäfte der Investmentgesellschaft an eine oder mehrere natürliche oder juristische Personen zu übertragen (die „Partner der Investmentgesellschaft“), wobei die Partner der Investmentgesellschaft keine Verwaltungsratsmitglieder sein müssen. Der Verwaltungsrat ist berechtigt die hierfür erforderlichen Vollmachten zu erteilen. Die Partner der Investmentgesellschaft können die ihnen übertragenen Geschäfte der Investmentgesellschaft ihrerseits nur mit Zustimmung des Verwaltungsrates weiter übertragen.

Der Verwaltungsrat ist berechtigt, sich bei den Geschäften der Investmentgesellschaft durch eine oder mehrere natürliche oder juristische Personen beraten zu lassen, wobei die Berater keine Verwaltungsratsmitglieder sein müssen. Der Verwaltungsrat ist insbesondere berechtigt einen Anlageberater (der „Anlageberater“) zu beauftragen.

Art. 20. Verwaltungsratssitzung. Der Verwaltungsrat tritt auf Einladung des Verwaltungsratsvorsitzenden oder zweier Verwaltungsratsmitglieder zusammen. Zeitpunkt und Ort sind in der Einladung zu benennen. Sofern kein Ort benannt ist, finden Verwaltungsratssitzungen am Sitz der Gesellschaft statt. Die Verwaltungsratsmitglieder werden zu jeder Verwaltungsratssitzung mindestens drei (3) Tage vorher schriftlich eingeladen, sofern Zeitpunkt und Ort nicht bereits in einem Verwaltungsratsbeschluss bestimmt wurden. In Eilfällen kann auf die Frist verzichtet werden. Der Grund hierfür ist in der Einladung zu benennen. Auf die Einladung kann einvernehmlich in Textform verzichtet werden.

Der Verwaltungsrat ist beschlussfähig, wenn alle Verwaltungsratsmitglieder erforderlichenfalls ordnungsgemäß geladen wurden und mindestens die Mehrheit der Verwaltungsratsmitglieder oder ein anderes vom Verwaltungsrat festgelegtes Quorum anwesend oder vertreten ist.

Jedes Verwaltungsratsmitglied kann sich auf jeder Verwaltungsratssitzung durch Erklärung in Textform vertreten lassen, wobei der Vertreter kein Verwaltungsratsmitglied sein muss. Ein Verwaltungsratsmitglied kann mehrere Verwaltungsratsmitglieder vertreten, jedoch nicht alle anderen gleichzeitig. Jedes Verwaltungsratsmitglied kann an jeder Verwaltungsratssitzung im Wege einer telefonischen Konferenzschaltung oder durch ähnliche Kommunikationsmittel, welche ermöglichen, dass sämtliche Teilnehmer einander hören können, teilnehmen.

Der Verwaltungsrat fasst seine Beschlüsse mit einfacher Mehrheit der anwesenden und vertretenen Verwaltungsratsmitglieder, soweit sich aus dieser Satzung nichts anderes ergibt. Bei Stimmgleichheit entscheidet der Verwaltungsratsvorsitzende oder in dessen Abwesenheit sein Stellvertreter.

Verwaltungsratsbeschlüsse werden protokolliert und die Protokolle werden vom Verwaltungsratsvorsitzenden oder zwei Verwaltungsratsmitgliedern unterzeichnet.

Der Verwaltungsrat kann seine Beschlüsse auch im schriftlichen Umlaufverfahren mit den Stimmen aller Verwaltungsratsmitglieder fassen. Mit der Aufforderung zum schriftlichen Umlaufverfahren sind der Abstimmungsgegenstand sowie ein Beschlussvorschlag bekanntzugeben. Ein im schriftlichen Umlaufverfahren gefasster Beschluss kann auch in Textform erfolgen.

Art. 21. Interessenkonflikte. Verträge und sonstige Geschäfte zwischen der Investmentgesellschaft und einer anderen Gesellschaft oder Unternehmung werden nicht dadurch beeinträchtigt oder deshalb ungültig, weil ein oder mehrere Verwaltungsratsmitglieder oder Angestellte der Investmentgesellschaft an dieser anderen Gesellschaft oder Unternehmung ein persönliches Interesse haben oder dort Verwaltungsratsmitglied, Gesellschafter, leitender oder sonstiger Angestellter sind. Jedes Verwaltungsratsmitglied und jeder leitende Angestellte der Investmentgesellschaft, welche als Verwaltungsratsmitglied, leitender Angestellter oder einfacher Angestellter in einer Gesellschaft oder Unternehmung, mit welcher die Investmentgesellschaft Verträge abschließt oder sonstige Geschäftsbeziehungen eingeht, wird durch diese Verbindung mit dieser anderen Gesellschaft oder Unternehmung nicht daran gehindert, im Zusammenhang mit einem solchen Vertrag oder einer solchen Geschäftsbeziehung zu beraten, abzustimmen oder zu handeln.

Sofern ein Verwaltungsratsmitglied oder ein leitender Angestellter der Investmentgesellschaft im Zusammenhang mit einem Geschäftsvorfall der Investmentgesellschaft ein den Interessen der Investmentgesellschaft entgegengesetztes persönliches Interesse hat, wird dieses Verwaltungsratsmitglied oder dieser leitende Angestellte dem Verwaltungsrat dieses entgegengesetzte persönliche Interesse mitteilen und im Zusammenhang mit diesem Geschäftsvorfall nicht an den Beratungen oder Abstimmungen teilnehmen und dieser Geschäftsvorfall wird ebenso wie das persönliche Interesse des Verwaltungsratsmitglieds oder leitenden Angestellten der nächstfolgenden Generalversammlung berichtet. Ein Verwaltungsratsmitglied oder ein leitender Angestellter ist über die Mitteilung der Tatsache, dass ein entgegengesetztes persönliches Interesse besteht, hinaus jedoch nicht verpflichtet, gegenüber der Investmentgesellschaft Informationen offen zu legen, wenn diese Person dadurch Vertraulichkeitsverpflichtungen verletzen würde.

Diese vorgehenden Bestimmungen sind nicht anwendbar auf Verwaltungsratsbeschlüsse, welche tägliche Geschäfte, die zu normalen Bedingungen eingegangen wurden, betreffen. Hierzu gehören insbesondere auch Handlungen und Erklärungen gegenüber dem Anlageberater der Investmentgesellschaft.

Falls ein Quorum des Verwaltungsrates wegen eines Interessenkonfliktes eines oder mehrerer Verwaltungsratsmitglieder nicht erreicht werden kann, werden die gültigen Beschlüsse durch eine Mehrheit der restlichen Verwaltungsratsmitglieder, welche bei einer solchen Verwaltungsratssitzung anwesend oder vertreten sind, getroffen.

Art. 22. Vergütung des Verwaltungsrates und Freistellung. Die Vergütung für Verwaltungsratsmitglieder wird von den Aktionären in der Generalversammlung festgelegt. Sie umfassen auch Auslagen und sonstige Kosten, welche den Verwaltungsratsmitgliedern in Ausübung ihrer Tätigkeit entstehen, einschließlich eventueller Kosten für Rechtsabwehrmaßnahmen, es sei denn, solche sind durch ein vorsätzliches oder grob fahrlässiges Verhalten, Untreue oder Betrug des betreffenden Verwaltungsratsmitglieds veranlasst.

Die Investmentgesellschaft wird die Verwaltungsratsmitglieder, Geschäftsführer, leitenden Angestellten und Mitarbeiter der Investmentgesellschaft sowie den Anlageberater, mit dem Anlageberater verbundene Unternehmen und deren Geschäftsführer, leitenden Angestellten und Mitarbeiter für jede Haftung und alle Forderungen, Schäden und Verbindlichkeiten, denen diese unter Umständen aufgrund ihrer Eigenschaft als Geschäftsführer, leitende Angestellte oder Mitarbeiter der Investmentgesellschaft oder in ihrer Funktion als Anlageberater aufgrund einer von ihnen im Zusammenhang mit der Investmentgesellschaft vorgenommenen oder unterlassenen Handlung unterliegen, soweit dies nicht durch ihre grobe Fahrlässigkeit oder vorsätzliches Fehlverhalten verursacht wurde, aus dem Vermögen der Investmentgesellschaft entschädigen beziehungsweise von solcher Haftung oder solchen Forderungen, Schäden und Verbindlichkeiten freistellen. Der Anspruch auf Freistellung bleibt jedoch solange unberührt, bis ein grob fahrlässiges oder vorsätzliches Verhalten gerichtlich festgestellt ist.

Art. 23. Generalversammlung. Die Aktionäre üben ihre Rechte in den Angelegenheiten der Investmentgesellschaft in der Generalversammlung aus. Die in der Generalversammlung ordnungsgemäß gefassten Beschlüsse binden alle Aktionäre. Die Generalversammlung übt ihre Befugnisse gemäß den anwendbaren gesetzlichen Bestimmungen aus.

Die ordentliche Generalversammlung wird jährlich am zweiten Donnerstag des Monats April um 14.00 Uhr im Großherzogtum Luxemburg abgehalten. Ist dieser Tag ein Samstag, Sonntag, gesetzlicher Feiertag oder Bankfeiertag im Großherzogtum Luxemburg, wird die ordentliche Generalversammlung am nächstfolgenden Bankarbeitstag abgehalten.

Außerordentliche Generalversammlungen finden auf schriftlichen Antrag von Aktionären, welche mindestens ein Zehntel des Gesellschaftskapitals vertreten oder auf Initiative des Verwaltungsrates statt. Erfolgt in einem solchen Fall die Einberufung nicht innerhalb von zwölf (12) Wochen nach Zugang des Antrages, ist der Antragsteller berechtigt, die Generalversammlung wirksam einzuberufen.

Generalversammlungen können im Ausland abgehalten werden, falls nach Ermessen des Verwaltungsrats außergewöhnliche Umstände dies erfordern.

Die Einberufung der Generalversammlung erfolgt durch den Verwaltungsrat per Einschreiben an die im Aktienregister verzeichnete Postanschrift unter Wahrung der gesetzlichen Fristen. Bei der Einberufung ist die Tagesordnung bekanntzugeben, die wenigstens die gesetzlich vorgegebenen Tagesordnungspunkte beinhalten muss. Die Tagesordnung wird vom Verwaltungsrat vorbereitet, außer in den Fällen, in welchen die Versammlung auf schriftlichen Antrag der Aktionäre zusammentritt, in welchem Falle der Verwaltungsrat eine zusätzliche Tagesordnung vorbereiten kann.

Sofern sämtliche Aktionäre anwesend oder vertreten sind und sich selbst als ordnungsgemäß eingeladen und über die Tagesordnung in Kenntnis gesetzt erachten, kann die Generalversammlung auch ohne schriftliche Einladung stattfinden.

Die Generalversammlung ist beschlussfähig, wenn sämtliche Aktionäre ordnungsgemäß geladen sind, der Verwaltungsratsvorsitzende anwesend oder vertreten ist und, für den Fall der Änderung dieser Satzung oder der Auflösung der Investmentgesellschaft, eines Teilfonds oder einer Aktienklasse, mindestens die Hälfte des Gesellschaftskapitals vertreten ist.

Die Aktionäre fassen ihre Beschlüsse in der Generalversammlung mit der einfachen Mehrheit der Stimmen der anwesenden und vertretenen Aktionäre, soweit sich aus dem Gesetz oder dieser Satzung nichts anderes ergibt. Insbesondere die Änderung dieser Satzung und die Änderung der Anlagepolitik eines Teilfonds sowie die Auflösung der Investmentgesellschaft, eines Teilfonds oder einer Aktienklasse sowie die Verschmelzung von Teilfonds und Aktienklassen bedarf der Zustimmung der Generalversammlung. Für den Fall der Änderung der Satzung, der materiellen Änderung des Emissionsdokumentes oder der Auflösung der Investmentgesellschaft, eines Teilfonds oder einer Aktienklasse bedürfen die Beschlüsse einer Mehrheit von zwei Dritteln der abgegebenen Stimmen. Ungültige Stimmen und Enthaltungen gelten als nicht abgegebene Stimmen. Ein mit dieser Mehrheit getroffener Beschluss bindet auch diejenigen Aktionäre, die ihm nicht zugestimmt haben.

Soweit Beschlüsse der Aktionäre in der Generalversammlung in Rechte eingreifen, welche die ausschließlich Aktionäre eines bestimmten Teilfonds oder einer bestimmten Aktienklasse betreffen, können diese nur wirksam getroffen werden, soweit die Voraussetzungen der Beschlussfähigkeit und die Mehrheitsverhältnisse bei der Beschlussfassung für den jeweiligen Teilfonds oder die jeweilige Aktienklasse erfüllt sind. In diesem Fall sind lediglich die Aktionäre dieses Teilfonds oder dieser Aktienklasse stimmberechtigt.

Jede Aktie repräsentiert eine Stimme. Ein Aktionär kann sich bei jeder Generalversammlung durch eine schriftliche Vollmacht an eine andere Person, welche kein Aktionär sein muss und Verwaltungsratsmitglied sein kann, vertreten lassen.

Die Beschlüsse der Aktionäre in der Generalversammlung werden protokolliert und die Protokolle werden vom Verwaltungsratsvorsitzenden oder seinem Stellvertreter, dem Schriftführer und dem Stimmzähler unterzeichnet.

Die Aktionäre eines Teilfonds oder einer Aktienklasse können zu jeder Zeit eine Generalversammlung abhalten, um über Vorgänge zu entscheiden, welche ausschließlich diesen Teilfonds oder diese Aktienklasse betreffen. Die vorgenannten Bestimmungen gelten entsprechend.

VI. Geschäftsjahr und Jahresabschluss, Ausschüttungen und Verwendung des Ergebnisses

Art. 24. Geschäftsjahr und Jahresabschluss. Geschäftsjahr ist das Kalenderjahr.

Der Verwaltungsrat hat innerhalb der handelsrechtlich vorgegebenen Fristen spätestens jedoch bis zur ordentlichen Generalversammlung für das vorangegangene Geschäftsjahr unter Beachtung der Grundsätze ordnungsgemäßer Buchführung und Bilanzierung für Kapitalgesellschaften sowie der Vorschriften im Großherzogtum Luxemburg die Bilanz und die Gewinn- und Verlustrechnung der Investmentgesellschaft unter Einbeziehung aller Teilfonds in Euro aufzustellen (der „Jahresabschluss“).

Buchführung und Jahresabschluss sind von einem Wirtschaftsprüfer (réviseur d'entreprises agréé) zu prüfen (der „Abschlussprüfer“).

Art. 25. Ausschüttungen und Verwendung des Ergebnisses. Der Verwaltungsrat ermittelt mindestens einmal jährlich die ausschüttungsfähige Liquidität und schüttet, im entsprechenden Teilfonds und/oder der entsprechenden Aktienklasse, angemessene Beträge anteilmäßig an die Aktionäre aus. Das Mindestgesellschaftskapital darf hierdurch nicht unterschritten werden.

Grundsätzlich wird die gesamte Liquidität aus der Realisierung der Vermögenswerte, insbesondere der Beteiligungsgesellschaften, nach Abzug der Auszahlungen für Verbindlichkeiten der Investmentgesellschaft, sofern diese nicht durch die Investmentgesellschaft unmittelbar oder mittelbar zur Reinvestition oder für eine angemessene Liquiditätsreserve zur Deckung von anfallenden Kosten vorgehalten werden müssen, an die Aktionäre zeitnah ausgeschüttet („ausschüttungsfähige Liquidität“). Die ausschüttungsfähige Liquidität wird vom Verwaltungsrat unter Berücksichtigung kaufmännischer Vorsicht festgelegt.

Ausschüttungsfähige Liquidität kann als Ausschüttungen, welche das Ergebnis der Investmentgesellschaft verwenden (die „Dividendenausschüttung“), durch Ausschüttungen im Wege der Aktienrücknahme oder durch Ausschüttungen ausbezahlt werden, welche weder Dividendenausschüttungen noch Aktienrücknahmen sind (die „Substanzausschüttung“). Die Auszahlung erfolgt in der Berechnungswährung. Sachausschüttungen sind nur mit Zustimmung des betroffenen Aktionärs zulässig.

Ausschüttungen bleiben bis zur Auszahlung unverzinst. Jede Ausschüttung, die nicht innerhalb von fünf Jahren nach ihrer Festsetzung eingefordert wurde, verfällt und geht an den jeweiligen Teilfonds oder Aktienklasse zurück.

Der Verwaltungsrat ermittelt zum Ende eines jeden Geschäftsjahres das Ergebnis des Geschäftsjahres (das „Ergebnis“). Zum Zeitpunkt der Ermittlung des Ergebnisses stellt dieses den maximal verwendbaren Betrag für eine Dividendenausschüttung dar. Die Verwendung des Ergebnisses der Investmentgesellschaft wird von den Aktionären in der Generalversammlung beschlossen.

Der Verwaltungsrat ist ermächtigt, Vorabdividendenausschüttungen gemäß den einschlägigen Bestimmungen der luxemburgischen Gesetze vorzunehmen, auch ohne dass ein Zwischenabschluss erstellt ist.

VII. Depotbank

Art. 26. Depotbank. Die Investmentgesellschaft wird die Verwahrung der Vermögenswerte in dem gesetzlich erforderlichen Umfang einem Kreditinstitut im Sinne des Gesetzes über den Finanzsektor vom 5. April 1993, in der jeweils gültigen Fassung als Verwahrstelle anvertrauen (die "Depotbank"). Enden die Aufgaben der Depotbank, wird der Verwaltungsrat alle Anstrengungen unternehmen, um spätestens innerhalb von zwei (2) Monaten nach dem Ende mit Genehmigung der zuständigen Aufsichtsbehörde ein anderes Kreditinstitut zur Depotbank zu bestellen.

VIII. Laufzeit und Auflösung der Investmentgesellschaft, Auflösung und Verschmelzung von Teilfonds oder Aktienklassen

Art. 27. Laufzeit. Die Investmentgesellschaft wird für eine unbegrenzte Laufzeit errichtet.

Art. 28. Auflösung der Investmentgesellschaft. Die Investmentgesellschaft kann durch Beschluss der Generalversammlung aufgelöst werden. In diesem Fall ist die Investmentgesellschaft durch eine oder mehrere natürliche oder juristische Personen abzuwickeln und das Gesellschaftsvermögen zu verwerten (der „Liquidator“). Die Aktionäre ernennen den Liquidator in der Generalversammlung und legen seine Befugnisse und seine Vergütung fest.

Durch das Ausscheiden eines Aktionärs wird die Investmentgesellschaft nicht aufgelöst, sondern fortgeführt.

Art. 29. Auflösung von Teilfonds oder Aktienklassen. Ein Teilfonds oder eine Aktienklasse können nur auf Vorschlag des Verwaltungsrates durch Beschluss der Generalversammlung aufgelöst werden. Artikel 28 Absatz 1 gilt entsprechend.

Art. 30. Verschmelzung von Teilfonds oder Aktienklassen. Mehrere Teilfonds oder Aktienklassen können zum Ende eines Geschäftsjahres verschmolzen werden, wenn dies von der Versammlung der Aktionäre des entsprechenden Teilfonds oder Aktienklasse beschlossen wird. Eine solche Verschmelzung ist jedoch nur für Aktionäre, die dieser Verschmelzung zugestimmt haben, bindend. Die Aktien der Aktionäre, die der Verschmelzung nicht zugestimmt haben, werden zum einschlägigen Nettoinventarwert zurückgenommen.

Eine Verschmelzung erfolgt in der Weise, dass die Aktien eines oder mehrerer Teilfonds und/oder einer oder mehrerer Aktienklassen gegen die Aktien eines bestehenden oder neu aufgelegten Teilfonds oder einer bestehenden oder neu aufgelegten Aktienklasse getauscht werden. Die Ausgabe der Aktien des Teilfonds und/oder der Aktienklasse, in den und/oder die getauscht werden soll, erfolgt gegen Rückgabe der Aktien an dem/den zu tauschenden Teilfonds und/oder der/den zu tauschenden Aktienklasse(n) und Einbringung des Nettovermögens des/der zu tauschenden Teilfonds und/oder der zu tauschenden Aktienklasse(n) in das Nettovermögen des Teilfonds und/oder der Aktienklasse, in den und/oder die getauscht werden soll. Der Umtauschpreis wird am Umtauschtag bestimmt und basiert auf den Nettoinventarwerten der Aktien des abgebenden Teilfonds oder der abgebenden Aktienklasse sowie des aufnehmenden Teilfonds oder der aufnehmenden Aktienklasse am Umtauschtag. Maßgeblich für die Berechnung aller vom Umtausch betroffenen Nettoinventarwerte sind die für die Bewertung des Nettovermögens anzuwendenden Regeln des aufnehmenden Teilfonds oder der aufnehmenden Aktienklasse.

Die Verschmelzung eines Teilfonds der Investmentgesellschaft mit einem Luxemburger fonds commun de placement oder eines Teilfonds eines solchen fonds commun de placement, wobei der einzubringende Teilfonds der Teilfonds der Investmentgesellschaft ist, kann ebenfalls gemäß o.g. Bedingungen von der Versammlung der Aktionäre des entsprechenden Teilfonds beschlossen werden. Eine solche Verschmelzung ist jedoch nur für Aktionäre, die dieser Verschmelzung zugestimmt haben, bindend. Die Aktien der Aktionäre, die der Verschmelzung nicht zugestimmt haben, werden zum einschlägigen Nettoinventarwert zurückgenommen.

Art. 31. Ein einziger Aktionär. Das Eigentum an den Aktien der Investmentgesellschaft kann, zum Zeitpunkt ihrer Gründung oder zu einem späteren Zeitpunkt ein einziger Aktionär haben. In diesem Fall übt dieser Aktionär alle Rechte in den Angelegenheiten der Investmentgesellschaft in der Generalversammlung alleine aus.

IX. Schlussbestimmungen

Art. 32. Emissionsdokument. Die Investmentgesellschaft veröffentlicht ein Emissionsdokument gemäß den gesetzlichen Bestimmungen. Das Emissionsdokument kann durch einfachen Beschluss des Verwaltungsrates geändert oder ergänzt werden. Materielle Änderungen oder Ergänzungen des Emissionsdokumentes bedürfen zusätzlich eines Beschlusses der Generalversammlung.

Art. 33. Anwendbares Recht. Sämtliche in dieser Satzung nicht geregelten Fragen werden durch die Bestimmungen des abgeänderten Gesetzes vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften und des abgeänderten Gesetzes von 2007, einschließlich nachfolgender Änderungen und Ergänzungen der jeweiligen Gesetze, geregelt.

Übergangsbestimmungen

- (1) Das erste Rechnungsjahr beginnt am Gründungstag der Investmentgesellschaft und endet am 31. Dezember 2013.
- (2) Die erste ordentliche Generalversammlung wird im Kalenderjahr 2014 stattfinden.

Zeichnung des Gründungskapitals

Das Gründungskapital wird wie folgt gezeichnet und bar eingezahlt:

Golding Capital Partners (Luxembourg) S.à r.l., zeichnet vier Aktien der Aktienklasse C zum Gegenwert von vierzigtausend Euro (40.000 Euro).

Damit beträgt das Gründungskapital insgesamt vierzigtausend Euro (40.000 Euro). Die Einzahlung des gesamten Gründungskapitals wurde dem unterzeichneten Notar ordnungsgemäß nachgewiesen.

Bescheinigung

Der unterzeichnete Notar bescheinigt, dass die Bedingungen von Artikel 26, 26-3 und 26-5 des Gesetzes von 1915 erfüllt sind.

Schätzung der Gründungskosten

Der Gründer schätzt die Kosten, Gebühren und Auslagen, welche der Gesellschaft aus Anlass gegenwärtiger Gründung erwachsen, auf ungefähr viertausend Euro.

Generalversammlung

Die vorbezeichnete Partei, welche die Gesamtheit des übernommenen Grundkapitals vertritt und sich als ordnungsgemäß einberufen betrachtet, hat unmittelbar folgende Beschlüsse gefasst:

1. Die Zahl der Verwaltungsratsmitglieder wird auf drei (3) festgelegt. Die Zahl der Wirtschaftsprüfer auf einen.
2. Zu Verwaltungsratsmitgliedern werden ernannt:

Hans-Joachim Rosteck, geboren am 12. November 1951 in Frankfurt am Main, Deutschland, beruflich ansässig in Killeboesch 41, L-5444 Schengen;

Silvan Trachsler, Golding Capital Partners (Luxembourg) S.à r.l., geboren am 23. März 1954 in Basel, Schweiz, beruflich ansässig in 43, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg; und

François Georges, Georges & Associés, geboren am 20. März 1967 in Luxemburg, beruflich ansässig in 34A, boulevard Grande Duchesse Charlotte, L-1330 Luxembourg.

Silvan Trachsler wird zum Verwaltungsratsvorsitzenden ernannt.

3. Zum Wirtschaftsprüfer wird ernannt:

PricewaterhouseCoopers société coopérative, 400, route d'Esch, L-1014 Luxembourg.

4. Die Anschrift der Gesellschaft lautet:

43, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg

5. Die Aufträge der Verwaltungsratsmitglieder enden mit der Generalversammlung, die über das Geschäftsjahr 2018 befindet. Der Auftrag des Wirtschaftsprüfers endet mit der Generalversammlung, die über das erste Geschäftsjahr der Gesellschaft befindet.

6. Der erste Teilfonds wird unter dem Namen "Teilfonds 1" aufgelegt.

7. Die Investmentgesellschaft wird für den Teilfonds 1 als alleinige Gesellschafterin eine Aktiengesellschaft mit dem Namen „Golding Investment VIII S.A.“ gründen.

Worüber Urkunde, aufgenommen zu Luxemburg, am Datum wie eingangs erwähnt.

Nach Vorlesung und Erklärung alles Vorstehenden an den Erschienenen, hat derselbe mit dem Notar gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Gezeichnet: A. WAGNER, J.J. WAGNER.

Einregistriert zu Esch/Alzette A.C., am 22. Juli 2013. Relation: EAC/2013/9695. Erhalten fünfundsiebzig Euro (75.- EUR).

Der Einnehmer (gezeichnet): SANTIONI.

Référence de publication: 2013105925/550.

(130129038) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 juillet 2013.

CS Blue Invest Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9991 Weiswampach, 47, Gruuss-Strooss.

R.C.S. Luxembourg B 178.615.

— STATUTS

L'an deux mille treize, le huit juillet.

Pardevant Maître Martine WEINANDY, notaire de résidence à Clervaux,

ont comparu:

1.- Monsieur Christophe Dominique Xavier dit Christophe CLINET, indépendant, né à Uccle(B), le 19 mai 1981, demeurant à B-4960 Malmedy, 14, rue des Princes-Abbés;

2.- Monsieur Sebastian Willem dit Sebastian WYNENDAELE, indépendant, né à Zottegem(B), le 16 avril 1981, demeurant à B-4970 Stavelot, 14, rue Martinville.

Lesquels comparants ont requis le notaire instrumentaire de documenter ainsi qu'il suit les statuts d'une société à responsabilité limitée qu'ils déclarent constituer entre eux:

Art. 1^{er}. Entre les parties ci-avant désignées et toutes celles qui deviendront dans la suite propriétaires des parts sociales ci-après créées, il est formé une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, régie par les présentes statuts et par la législation luxembourgeoise afférente.

Art. 2. La société prend la dénomination de
«CS BLUE INVEST SARL.»

Art. 3. Le siège social est établi dans la commune de Weiswampach. Il pourra être transféré en toute autre localité du Grand-Duché de Luxembourg.

Art. 4. La société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 5. La société a pour objet l'acquisition, la gestion, l'exploitation et la mise en valeur de biens immobiliers bâtis et non bâtis, touristiques, sous forme de location, vente et échange ainsi que la promotion immobilière. Elle pourra exercer toutes activités accessoires, de quelque nature qu'elles soient, pouvant être utiles à la réalisation de l'objet social. La Société pourra emprunter avec ou sans garantie, hypothéquer ou gager ses biens, ou se porter caution personnelle et/ou réelle, au profit d'autres entreprises, sociétés ou tiers, sous réserve des dispositions légales afférentes.

D'une façon générale, elle peut prendre toutes mesures de contrôle, de surveillance et de documentation et faire toutes opérations qu'elle jugera utiles à l'accomplissement ou au développement de son objet.

Art. 6. Le capital social est fixé à la somme de douze mille cinq cents EUROS (12.500,00-€) représenté par cinq cents (500) parts sociales d'une valeur nominale de vingt-cinq EUROS (25,00-€) chacune.

Art. 7. Chaque part sociale donne droit à une fraction proportionnelle dans l'actif social et dans les bénéfices.

Art. 8. Les copropriétaires indivis de parts sociales, les nues-propriétaires et les usufruitiers sont tenus de se faire représenter auprès de la société par une seule et même personne agréée préalablement par décision des associés, prise à la majorité simple du capital. L'agrément ne pourra être refusé que pour de justes motifs.

Art. 9. Les parts sociales ne peuvent pas être cédées entre vifs ou pour cause de mort à des non-associés qu'avec l'agrément unanime, donné en assemblée générale. Pour le surplus, il est fait référence aux dispositions des articles 189 et 190 de la loi coordonnée sur les sociétés commerciales.

Art. 10. Le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture de l'un des associés ne mettent pas fin à la société.

Art. 11. Les créanciers, ayants droit ou héritiers ne pourront, pour quelque motif que ce soit, faire apposer des scellés sur les biens et documents de la société, ni s'immiscer en aucune manière dans les actes de son administration; pour faire valoir leurs droits, ils devront s'en rapporter aux inventaires de la société et aux décisions des assemblées générales.

Art. 12. La société est administrée par un ou plusieurs gérants, associés ou non. Ils sont nommés et révoqués ad nutum par l'assemblée générale des associés.

Le ou les gérants ont les pouvoirs pour engager la société tels qu'ils leurs sont attribués par l'assemblée générale des associés.

Les gérants ont le droit, mais seulement collectivement et à l'unanimité, de déléguer partie de leurs pouvoirs à des fondés de pouvoirs et ou à des directeurs.

Art. 13. Le ou les gérants ne contractent, en raison de leur fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la société, simples mandataires, ils ne sont responsables que de l'exécution de leur mandat.

Art. 14. Chaque associé peut participer aux décisions collectives quelque soit le nombre de parts qui lui appartiennent. Chaque associé a un nombre de voix égal au nombre de parts sociales qu'il possède.

Chaque associé peut se faire valablement représenter aux assemblées par un porteur de procuration spéciale.

Art. 15. Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles sont adoptées par les associés représentant plus de la moitié du capital social.

Les décisions collectives ayant pour objet une modification des statuts doivent réunir les voix des associés représentant les trois quarts du capital social.

Art. 16. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de chaque année.

Exceptionnellement, le premier exercice commence aujourd'hui et finira le trente et un décembre deux mille treize.

Art. 17. Chaque année, le trente et un décembre, les comptes annuels sont arrêtés et la gérance dresse un inventaire comprenant l'indication des valeurs actives et passives de la société ainsi qu'un bilan et un compte de profits et pertes.

Art. 18. L'excédent favorable du compte de résultats, déduction faite des frais généraux, amortissements et provisions résultant des comptes annuels, constitue le bénéfice net de l'exercice. Sur ce bénéfice net, il est prélevé au moins cinq pour cent pour la constitution du fond de réserve légal, jusqu'à ce que celui-ci atteigne le dixième du capital social.

Le solde est à la libre disposition des associés.

Art. 19. En cas de dissolution anticipée de la société, la liquidation sera faite par le ou les gérants en exercice, à moins que l'assemblée générale des associés n'en décide autrement.

Le résultat actif de la liquidation, après apurement du passif, sera réparti entre les propriétaires des parts sociales, au prorata du nombre de leurs parts.

Art. 20. Pour tout ce qui n'est pas prévu dans les présents statuts, les associés se réfèrent aux dispositions légales.

Constatation

Le notaire instrumentaire a constaté que les conditions prévues à l'article 183 de la loi du 10 août 1915, telle que modifiée par la suite, ont été remplies.

Le notaire instrumentant a rendu les comparants attentifs au fait qu'avant toute activité commerciale de la société présentement constituée, celle-ci doit être en possession d'une autorisation de commerce en bonne et due forme en relation avec l'objet social, ce qui est expressément reconnu par les comparants.

Souscription et Libération

Les cinq cents (500) parts sociales d'une valeur nominale de vingt-cinq Euros (25,00.-€) chacune, ont été souscrites comme suit:

Monsieur Christophe CLINET, prénommé deux-cent-cinquante(250) parts	250 parts
Monsieur Sebastian WYNENDAELE, prénommé, deux-cent-cinquante(250) parts	250 parts
TOTAL	500 parts

Toutes les parts sociales ont été souscrites tel que décrits ci-dessus et libérées par un apport en espèces d'un montant de douze mille cinq cents euros (12.500,00-€), lequel montant se trouve à la libre disposition de la société tel qu'il a été justifié au notaire instrumentant qui le confirme expressément.

Frais.

Le montant des charges, frais, dépenses ou rémunération, sous quelque forme que ce soit qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, est évalué sans nul préjudice à la somme de mille trois cent euros (1.300,-€).

Assemblée générale extraordinaire

Et à l'instant, les associés, représentant l'intégralité du capital social et se considérant comme dûment convoqués, se sont réunis en assemblée générale extraordinaire et, à l'unanimité des voix, ont pris les résolutions suivantes:

1.- L'adresse sociale de la société est fixée à L-9991 Weiswampach, Gruuss-Strooss 47.

2.- Le nombre de gérants est fixé à deux (2). Sont nommés gérants de la société:

- Monsieur Christophe CLINET, indépendant, né à Uccle(B), le 19 mai 1981, demeurant à B-4960 Malmedy, 14, rue des Princes-Abbés;

- Monsieur Sebastian WYNENDAELE, indépendant, né à Zottegem(B), le 16 avril 1981, demeurant à B-4970 Stavelot, 14, rue Martinville.

3.- Jusqu'à concurrence de vingt-cinq mille euros (25.000,00€), la société peut être valablement engagée par la signature individuelle d'un gérant; pour tout engagement dépassant cette valeur les signatures conjointes des deux gérants sont nécessaires.

4.- L'Assemblée Générale ratifie tous les engagements pris au nom de la société en formation avant le présent acte.

DONT ACTE, fait et passé à Clervaux, en l'étude du notaire instrumentant, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, connus du notaire par nom, prénom usuel, état et demeure, ceux-ci ont signé avec nous notaire, le présent acte.

Signé: Clinet, Wynendaele, Martine Weinandy.

Enregistré à Clervaux, le 10 juillet 2013. Relation: CLE/2013/721. Reçu soixante-quinze euros = 75,00.-€.

Le Receveur (signé): Rodenbour C.

POUR EXPEDITION CONFORME délivrée aux fins de dépôt au Registre aux Firmes

Clervaux, le 11 juillet 2013.

Martine WEINANDY.

Référence de publication: 2013098528/114.

(130119493) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 juillet 2013.

Golding Alternative Investments Sicav-Fis II, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 43, avenue de la Liberté.
R.C.S. Luxembourg B 178.954.

— STATUTEN

Im Jahre zweitausenddreizehn,
am neunzehnten Juli.

Vor dem unterzeichneten Notar Jean-Joseph Wagner, mit Amtssitz in Sassenheim, Großherzogtum Luxemburg.

Sind erschienen:

Golding Capital Partners (Luxembourg) S.à r.l., eingetragen im luxemburgischen Handelsregister (registre de commerce et des sociétés) unter der Nummer B 129.175 hier vertreten durch Herrn Alexander Wagner, Rechtsanwalt, beruflich ansässig in Luxemburg, aufgrund einer privatrechtlichen Vollmacht, ausgestellt in Luxemburg, am 11. Juli 2013; nach "ne varietur" Unterzeichnung durch den Bevollmächtigten und den unterzeichnenden Notar bleibt die gegenwärtige Urkunde als Anlage beigefügt, um mit derselben einregistriert zu werden.

Der Erschienenen haben in Ausführung ihrer Vertretungsbefugnis den Notar gebeten, die Satzung einer Aktiengesellschaft (société anonyme), die er hiermit gründet, wie folgt zu beurkunden:

I. Name, Gesellschaftssitz und -zweck

Art. 1. Name. Zwischen den Unterzeichnenden und allen, welche Eigentümer von nachfolgend ausgegebenen Aktien werden, besteht eine Aktiengesellschaft (société anonyme) in der Form einer Investmentgesellschaft mit variablem Kapital - spezialisierter Investmentfonds (société d'investissement à capital variable - fonds d'investissement spécialisé oder SICAV-FIS) unter dem Namen "Golding Alternative Investments SICAV-FIS II" (die "Investmentgesellschaft").

Art. 2. Gesellschaftssitz. Der Gesellschaftssitz befindet sich in Luxemburg-Stadt, Großherzogtum Luxemburg. Der Geschäftssitz kann durch einfachen Beschluss des Verwaltungsrates innerhalb des Großherzogtums Luxemburg geändert werden.

Sofern der Verwaltungsrat die Feststellung trifft, dass außergewöhnliche politische, soziale oder kriegsähnliche Ereignisse stattgefunden haben oder unmittelbar bevorstehen, welche den gewöhnlichen Geschäftsverlauf der Investmentgesellschaft an ihrem Gesellschaftssitz oder die Kommunikation mit Personen im Ausland beeinträchtigen könnten, kann der Geschäftssitz zeitweilig und bis zur völligen Normalisierung der Lage ins Ausland verlagert werden. Solche provisorischen Maßnahmen werden auf die Staatszugehörigkeit der Investmentgesellschaft keinen Einfluss haben. Die Investmentgesellschaft wird eine luxemburgische Gesellschaft bleiben.

Art. 3. Gesellschaftszweck. Alleiniger Zweck der Investmentgesellschaft (der „Gesellschaftszweck“) ist es, die ihr für jeden Teilfonds zur Verfügung stehenden Mittel nach dem Grundsatz der Risikostreuung sowie unter Berücksichtigung der im Emissionsdokument näher beschriebenen Anlagepolitik und Anlagebeschränkungen, in nicht-börsennotierte Anlagegegenstände zu investieren. Die Anlagen erfolgen über Beteiligungen durch Finanzierungen mittels Eigenkapital und/oder nachrangigen Darlehen (und/oder Genussrechten), denen überwiegend Eigenkapitalcharakter zukommt, an Tochtergesellschaften und/oder Beteiligungsgesellschaften, die in nicht-börsennotierte Anlagegegenstände investieren (die „Beteiligungsgesellschaften“). Die Investmentgesellschaft wird dabei nur in nach dem luxemburgischen Gesetz über spezialisierte Investmentfonds vom 13. Februar 2007, in der jeweils gültigen Fassung (das "Gesetz von 2007") erlaubte Vermögenswerte.

Die Investmentgesellschaft ist zu allen Rechtsgeschäften und Rechtshandlungen berechtigt, die geeignet erscheinen, den Gesellschaftszweck unmittelbar oder mittelbar zu fördern. Insbesondere kann die Investmentgesellschaft Gesellschaften, an denen die Investmentgesellschaft eine Eigenkapitalbeteiligung als Aktionär oder Gesellschafter hält, mittels Darlehen finanzieren. Sie kann die zur Erreichung des Gesellschaftszwecks erforderlichen oder zweckmäßigen Handlungen selbst vornehmen oder durch Dritte vornehmen lassen.

II. Gesellschaftskapital, Teilfonds und Aktienklassen

Art. 4. Gesellschaftskapital. Das Kapital der Investmentgesellschaft (das „Gesellschaftskapital“) besteht aus voll eingezahlten Aktien ohne Nennwert und entspricht zu jeder Zeit dem Wert, der sich aus der Summe der Vermögenswerte abzüglich der Summe der Verbindlichkeiten der Investmentgesellschaft ergibt (das „Nettovermögen“), und wird in Euro denominated (die „Gesellschaftswährung“).

Das Nettovermögen wird mit dem Betrag angesetzt, der sich aus dem Gesetz über Handelsgesellschaften vom 10. August 1915, in der jeweils gültigen Fassung (das „Gesetz von 1915“) sowie dem Gesetz von 2007 ergibt. Im Übrigen bestimmt der Verwaltungsrat die für die Bewertung des Nettovermögens anzuwendenden Regeln. Der Verwaltungsrat kann außerdem im Ausnahmefall nach bestem Wissen und Gewissen auf Grundlage objektiver Anhaltspunkte von den üblicherweise angewandten Bewertungsverfahren abweichen, wenn dies im Interesse der Investmentgesellschaft und ihrer Aktionäre liegt und die abweichend angewandten Bewertungsverfahren im Einklang mit allgemein anerkannten Grundsä-

tzen ordnungsgemäßer Buchführung stehen. Sollten für Zwecke der Bewertung des Nettovermögens die einschlägige Notierung von Fremdwährungen nicht verfügbar sein, wird der Kurs durch den Verwaltungsrat nach Treu und Glauben bestimmt.

Das Gesellschaftskapital wird nicht niedriger als eine Million zweihundertfünfzigtausend Euro (1.250.000 Euro) sein, sofern nicht durch das Gesetz von 2007 oder einer Großherzoglichen Verordnung ein höherer Mindestbetrag festgelegt wird (das „Mindestgesellschaftskapital“). Das Gründungskapital beträgt vierzigtausend Euro (40.000 Euro) und ist in vier (4) Aktien ohne Nennwert eingeteilt. Das Mindestgesellschaftskapital muss innerhalb von zwölf (12) Monaten nach der Zulassung der Investmentgesellschaft als spezialisierter Investmentfonds im Sinne des Gesetzes von 2007 erreicht werden.

Das Gesellschaftskapital kann sich insbesondere infolge der Ausgabe von weiteren Aktien oder der Rücknahme von Aktien erhöhen oder vermindern.

Art. 5. Teilfonds und Aktienklassen. Der Verwaltungsrat kann jederzeit beschließen, dass die Aktien der Investmentgesellschaft verschiedenen zu errichtenden Anlagevermögen (die „Teilfonds“), gemäß Artikel 71 des Gesetzes von 2007 angehören, welche wiederum in unterschiedlichen Teilfondswährungen verwaltet sein können. Der Verwaltungsrat kann außerdem beschließen, dass innerhalb eines Teilfonds eine oder mehrere Aktienklassen mit unterschiedlichen Merkmalen ausgegeben werden (die „Aktienklassen“), insbesondere mit einer spezifischen Ausschüttungs- oder Thesaurierungspolitik, einer spezifischen Gebührenstruktur oder anderen spezifischen Merkmalen, die jeweils vom Verwaltungsrat bestimmt und im Emissionsdokument der Investmentgesellschaft beschrieben werden.

Jeder Teilfonds gilt im Verhältnis der Aktionäre untereinander als eigenständig. Die Rechte der Aktionäre und Gläubiger im Hinblick auf einen Teilfonds oder die Rechte, die im Zusammenhang mit der Gründung, der Verwaltung oder der Liquidation eines Teilfonds stehen, beschränken sich auf die Vermögenswerte des jeweiligen Teilfonds.

Die Vermögenswerte eines Teilfonds haften ausschließlich im Umfang der Anlagen der Aktionäre in diesem Teilfonds und im Umfang der Forderungen derjenigen Gläubiger, deren Forderungen im Zusammenhang mit der Gründung, Verwaltung oder der Liquidation dieses Teilfonds entstanden sind.

Die Teilfonds oder Aktienklassen (einzeln die „Berechnungseinheit“) können in Währungen denominiert sein, die von der Gesellschaftswährung abweichenden (die „Berechnungswährung“). Sofern es für die Ermittlung des Gesellschaftskapitals oder sonstige Zwecke notwendig ist, Beträge in Berechnungswährung in die Gesellschaftswährung umzurechnen, so ist der Umrechnungskurs, der sich entsprechend Artikel 4 Absatz 2 ergeben würde, heranzuziehen.

III. Aktien

Art. 6. Aktien. Die Aktien der Investmentgesellschaft (die „Aktien“) haben keinen Nennwert und werden ausschließlich als Namensaktien an Sachkundige Anleger im Sinne des Gesetzes von 2007 (der „Sachkundige Anleger“) ausgegeben. Falls ein Aktionär Aktien nicht für eigene Rechnung zeichnet, sondern für Rechnung eines Dritten, so muss dieser Dritte ebenfalls ein Sachkundiger Anleger sein.

Die Investmentgesellschaft erkennt nur einen einzigen Eigentümer pro Aktie oder Aktienbruchteil an. Die Investmentgesellschaft behandelt den eingetragenen Eigentümer einer Aktie als deren uneingeschränkten und wirtschaftlichen Eigentümer. Im Falle eines gemeinschaftlichen Eigentums gilt der im Aktienregister eingetragene Aktionär als Eigentümer. Sofern die Aktien durch Rechtsnachfolge auf mehrere Eigentümer übergehen, kann die Investmentgesellschaft die Ausübung der mit dem Aktieneigentum verbundenen Rechte bis zu dem Zeitpunkt suspendieren, zu dem durch die Eigentümergemeinschaft eine Person angegeben wird, die als neuer Eigentümer in das Aktienregister eingetragen wird.

Art. 7. Ausgabe von Aktien. Die Summe der von den Aktionären in den Zeichnungsscheinen eingegangenen Zeichnungsverpflichtungen ergibt das maximale Zeichnungskapital der Investmentgesellschaft (das „Zeichnungskapital“). Der Verwaltungsrat ist ermächtigt, bis zur Höhe des Zeichnungskapitals zu jeder Zeit Aktien an Sachkundige Anleger auszugeben. Zeichnungsverpflichtungen werden am Sitz der Investmentgesellschaft oder einer hiermit beauftragten natürlichen oder juristischen Person entgegengenommen.

Der Verwaltungsrat hat das Recht, jeden Zeichnungsschein ganz oder teilweise zurückzuweisen oder die Ausgabe von Aktien jederzeit ohne vorherige Mitteilung auszusetzen. Der Verwaltungsrat kann die Häufigkeit der Aktienaussgabe begrenzen.

Die Ausgabe von Aktien erfolgt zu dem im Verkaufsprospekt angegebenen Ausgabepreis (der „Ausgabepreis“). Die Investmentgesellschaft oder die als Register- und Transferstelle beauftragte natürliche oder juristische Person fordert in Textform, also als Brief, Fax oder elektronische Nachricht (die „Textform“), zur Zahlung des für die jeweils auszugebenden Aktien zu entrichtenden Betrages innerhalb einer angemessenen Frist auf (die „Einzahlungsaufforderung“), welche sieben (7) Bankarbeitstage im Großherzogtum Luxemburg (der „Bankarbeitstag“) gerechnet ab dem Tag der Versendung der jeweiligen Einzahlungsaufforderung nicht überschreitet. Eine Verrechnung der Einzahlungen mit etwaigen Ausschüttungen erfolgt nicht. Aktien werden nur ausgegeben, nachdem die Zeichnungsverpflichtung angenommen und der zu entrichtende Betrag auf einem Konto der Investmentgesellschaft eingegangen ist.

Die Investmentgesellschaft kann Aktienbruchteile bis zur dritten Dezimalstelle ausgeben. Aktienbruchteile geben kein Stimmrecht, berechtigen aber insbesondere zur anteiligen (pro rata) Teilnahme am Gewinn, den Ausschüttungen und dem Liquidationserlös der Investmentgesellschaft.

Von der Investmentgesellschaft ausgegebene Aktien werden vom Ausgabedatum an als im Umlauf befindlich behandelt. Neu ausgegebene Aktien haben dieselben Rechte wie die bereits vorher ausgegebenen Aktien derselben Aktienklasse eines Teilfonds, die am Tage der Aktienausgabe in Umlauf waren.

Art. 8. Haftung des Aktionärs. Die Haftung des Aktionärs ist auf den Betrag seiner Zeichnungsverpflichtung begrenzt. Eine Nachschusspflicht der Aktionäre ist ausgeschlossen.

Art. 9. Säumiger Aktionär. Zahlt ein Aktionär innerhalb der festgelegten Frist entgegen seiner Zeichnungsverpflichtung nicht, obwohl ihm eine Einzahlungsaufforderung in Textform an die im Aktienregister verzeichneten Kontaktdaten zugesandt wurde, kann die Investmentgesellschaft den betreffenden Aktionär durch Verwaltungsratsbeschluss zum säumigen Aktionär (der "Säumige Aktionär") mit der Folge erklären, dass:

i. der Säumige Aktionär ohne das Erfordernis einer Mahnung ab Fälligkeit in Verzug kommt. Unbeschadet sonstiger gesetzlicher Rechtsfolgen schuldet der Säumige Aktionär für die Dauer des Verzugs Verzugszinsen in Höhe von sechs (6) Prozentpunkten über dem 6-Monats-EURIBOR zum Zeitpunkt der Erklärung als Säumiger Aktionär und

ii. Ausschüttungen an den Säumigen Aktionär aufgerechnet oder zurückgehalten werden können, bis alle der Investmentgesellschaft geschuldeten Beträge von ihm vollständig eingezahlt sind.

Leistet ein Säumiger Aktionär auf eine nach Eintritt des Verzuges abgesandte schriftliche Zahlungsaufforderung nicht innerhalb einer Frist von vier (4) Wochen die ausstehenden Zahlungen zuzüglich aufgelaufener Verzugszinsen, kann der Verwaltungsrat insbesondere folgende Maßnahmen ergreifen:

i. Vollständige oder teilweise Zwangsrücknahme der Aktien des Säumigen Aktionärs durch die Investmentgesellschaft nach Maßgabe von Art. 13 Absatz 5 gegen Zahlung eines Rücknahmepreises in Höhe des erzielbaren Marktwertes der betroffenen Aktien oder falls dieser mangels Angebot nicht ermittelbar ist, 80 Prozent des niedrigeren Wertes aus dem Nettoinventarwert und der Nettokapitaleinlage pro Aktie, jeweils zum Zeitpunkt der Versendung der Rücknahmebenachrichtigung. „Erzielbarer Marktwert“ im Sinne des vorangegangenen Satzes ist der Rücknahmepreis zu dem nicht-Säumige oder neu hinzutretende Anleger durch schriftliches Gebot gegenüber dem Verwaltungsrat der Investmentgesellschaft bereit wären, neue Aktien in gleicher Anzahl der von der Zwangsrücknahme betroffenen Aktien im Rahmen des in nachfolgendem Unterabschnitt iii) zu zeichnen.;

ii. Kündigung oder Verringerung der Zeichnungsverpflichtung des Säumigen Aktionärs; und/oder

iii. Annahme von neuen Zeichnungsverpflichtungen von den nicht- Säumigen oder neu hinzutretenden Anlegern bis zur Höhe der Zeichnungsverpflichtung des säumigen Anlegers. Die Ausgabe von Aktien auf Grund der neuen Zeichnungsverpflichtungen erfolgt bis zur Anzahl der durch Zwangsrücknahme im Sinne des Unterabschnittes i) vom Säumigen Anleger eingezogenen Aktien zu dem Ausgabepreis zu dem die Aktien in Unterabschnitt i) zurückgenommen wurden. Darüberhinausgehende Aktienausgaben erfolgen zu den allgemeinen Bestimmungen in dieser Satzung und dem Emis-sionsdokument.

Der an den Säumigen Aktionär zu bezahlende Rücknahmepreis reduziert sich um aufgelaufene Verzugszinsen und einen etwaigen weiteren Verzugschaden der Investmentgesellschaft, insbesondere aus Zwischenfinanzierungskosten oder Schäden aus dem Verzug der Investmentgesellschaft gegenüber Beteiligungsgesellschaften, in welche die Investmentgesellschaft investiert hat.

Art. 10. Aktienregister. Die Investmentgesellschaft führt über alle ausgegebenen Aktien ein Register mit den beteiligungsbezogenen Daten der Aktionäre sowie dem Zeichnungsbetrag, der Anzahl der Aktien, dem Ausgabe- und Rücknahmepreis (das „Aktienregister“) oder beauftragt hierfür eine oder mehrere natürliche oder juristische Personen als Register- und Transferstelle (die „Register- und Transferstelle“).

Der Eintrag im Aktienregister erbringt den Eigentumsnachweis.

Beteiligungsbezogene Daten sind insbesondere Name, Geschäftssitz, Postanschrift, zuständiges Finanzamt, Steuer-nummer bzw. Steuer-Identifikationsnummer, die Legitimierung nach dem abgeänderten luxemburgischen Gesetz zur Bekämpfung von Geldwäsche vom 12. November 2004, den entsprechenden Großherzoglichen Verordnungen sowie den einschlägigen Rundschreiben der Commission de Surveillance du Secteur Financier (CSSF) in der jeweils gültigen Fassung und die Bankverbindung (die „beteiligungsbezogenen Daten“).

Jeder Aktionär teilt der Investmentgesellschaft bzw. der Register- und Transferstelle die beteiligungsbezogenen Daten und alle Änderungen unverzüglich mit und belegt dies durch geeignete Unterlagen. Alle Mitteilungen und Ankündigungen der Investmentgesellschaft an die Aktionäre können rechtsverbindlich an die im Aktienregister verzeichnete Postanschrift versendet werden.

Jeder Aktionär erhält eine Bestätigung seiner Eintragung im Aktienregister in Textform. Aktienzertifikate werden nicht ausgestellt.

Art. 11. Verfügung über Aktien. Jeder Aktionär kann über die an ihn ausgegebenen und vollständig einbezahlten Aktien frei verfügen und diese zusammen mit allen Rechten und Pflichten auf einen anderen zulässigen Anleger übertragen. Mit der Übertragung übernimmt der Erwerber sämtliche Verbindlichkeiten und Verpflichtungen sowie die alleinige Haftung in Bezug auf diese Aktien; eine (subsidiäre) Haftung für diese Verpflichtungen oder Verbindlichkeiten durch den bisherigen Aktionär ist nach Verfügung über die Aktien ausgeschlossen (keine gesamtschuldnerische Haftung von Veräußerer und Erwerber). Derartige Verpflichtungen gehen mit schuldbefreiender Wirkung für den Veräußerer auf den Erwerber über.

Die Übertragung über die Aktien bedarf der Schriftform, des Nachweises, dass der Erwerber ein zulässiger Anleger ist, sowie der Eintragung in das Aktienregister.

Die Übertragung mit Zeichnungsschein eingegangene Zeichnungsverpflichtung bedarf der vorherigen Zustimmung des Verwaltungsrates.

Jeder Aktionär, der die Übertragung seiner Aktien oder der mit Zeichnungsschein eingegangenen Zeichnungsverpflichtung beabsichtigt, hat dies der Investmentgesellschaft spätestens vier Wochen vor Übertragung durch Übersendung der Übertragungsvereinbarung und geeigneter Nachweise, dass der Erwerber ein sachkundiger Anleger ist, anzuzeigen. Eine Verfügung über die Aktien oder die mit Zeichnungsschein eingegangene Zeichnungsverpflichtung bedarf nicht der Zustimmung der übrigen Aktionäre.

Art. 12. Rücknahme von Aktien. Die Aktionäre sind grundsätzlich berechtigt, die Rücknahme ihrer Aktien zu verlangen, es sei denn, im besonderen Teil des Emissionsdokuments ist für einen Teilfonds etwas Gegenteiliges geregelt.

Der Verwaltungsrat kann jedoch beschließen, Aktien oder Aktienbruchteile zurückzunehmen, um eingezahlte und frei gewordene Liquidität an alle Aktionäre zurückzuführen. Der Rücknahmepreis wird am letzten Tag der vom Verwaltungsrat bestimmten Rücknahmefrist (die „Rücknahmefrist“) bestimmt und basiert auf der Nettokapitaleinlage pro Aktie am letzten Tag der Rücknahmefrist. Die „Nettokapitaleinlage pro Aktie“ ergibt sich aus der Summe der Kapitaleinlagen durch Ausgabe neuer Aktien abzüglich der Summe der Ausschüttungen durch Aktienrücknahmen und Substanzausschüttungen gemäß Art. 25 Absatz 3 (die „Nettokapitaleinlage“) dividiert durch die Anzahl der gegenwärtig in Umlauf befindlichen Aktien, jeweils bezogen auf die betroffene Aktienklasse. Der Nettoinventarwert wird auf zwei Dezimalstellen kaufmännisch gerundet. Die Entscheidung zur Rücknahme ist für alle Aktionäre verbindlich und gilt pro rata zu ihrem Anteil an der Nettokapitaleinlage der jeweiligen Aktienklasse. Die Investmentgesellschaft oder die Register- und Transferstelle wird den Aktionären die Entscheidung zur Rücknahme in Textform mitteilen und die Aktionäre über Anzahl der Aktien sowie das Datum der Berechnung des Rücknahmepreises informieren. Die von der Investmentgesellschaft zurückgenommenen Aktien werden im Aktienregister der Investmentgesellschaft annulliert. Der Rücknahmepreis wird spätestens zwanzig (20) Bankarbeitstage nach dem Tag der Berechnung des Rücknahmepreises ausbezahlt. Aktien, die zurückgenommen werden, gelten bis zum durch den Verwaltungsrat festgelegten Zeitpunkt als im Umlauf befindlich. Ein nach diesem Zeitpunkt zur Zahlung fälliger Rücknahmepreis gilt als Verbindlichkeit der Investmentgesellschaft.

Art. 13. Beschränkung und Zwangsrücknahme von Aktien. Die Aktien sind Sachkundigen Anlegern vorbehalten.

Als Aktionäre ausgeschlossen sind Personen und Gesellschaften, welche „US-Personen“ im Sinne der unter dem US-Securities Act von 1933 erlassenen Regulation S oder dem US-Internal Revenue Code von 1986 in ihrer jeweils gültigen Fassung sind.

Darüber hinaus kann die Investmentgesellschaft nach eigenem Ermessen das Eigentum an Aktien auf bestimmte Sachkundige Anleger einschränken oder untersagen, wenn sie der Ansicht ist, dass solche Eigentumsrechte bewirken, dass

- i. diese zu Lasten der Interessen der übrigen Aktionäre oder der Investmentgesellschaft gehen;
- ii. diese einen Gesetzesverstoß im Großherzogtum Luxemburg oder im Ausland mit sich bringen können;
- iii. die Investmentgesellschaft in einem anderen Land als dem Großherzogtum Luxemburg steuerpflichtig wird und/oder in diesem Land Quellen- oder andere Steuern einbehalten werden; oder
- iv. diese den Interessen der Investmentgesellschaft in einer anderen Art und Weise schaden.

Zu diesem Zweck kann die Investmentgesellschaft alle geeigneten Maßnahmen ergreifen, insbesondere die Ausgabe von Aktien verweigern, von Aktionären alle nach ihrem Ermessen erforderlichen Informationen verlangen und deren Richtigkeit an Eides statt versichern lassen sowie eine Zwangsrücknahme nach Maßgabe des folgenden Absatzes durchführen.

Für die Zwangsrücknahme wird folgendes Verfahren angewandt:

i. Die Investmentgesellschaft wird dem Aktionär eine Benachrichtigung (die „Rücknahmebenachrichtigung“) zusenden. Die Rücknahmebenachrichtigung gibt die zurückzunehmenden Aktien und den zu bezahlenden Rücknahmepreis an. Die Rücknahmebenachrichtigung wird dem Aktionär durch Einschreibebrief an die im Aktienregister verzeichnete Postanschrift zugesandt werden. Mit Büroschluss des in der Rücknahmebenachrichtigung angegebenen Tages ist der Aktionär nicht mehr Eigentümer der in der Rücknahmebenachrichtigung aufgeführten Aktien und die Aktien werden aus dem Aktienregister gelöscht.

ii. Der Rücknahmepreis, zu dem die in der Rücknahmebenachrichtigung angegebenen Aktien zwangsweise zurückgenommen werden, basiert auf dem Nettoinventarwert gemäß Artikel 15 der ausgegebenen Aktien am Tag der Rücknahmebenachrichtigung.

iii. Unter der Bedingung, dass die Investmentgesellschaft in gutem Glauben ist, kann sie die ihr in diesem Artikel zugestandenen Befugnisse auch dann ausüben, wenn nicht eindeutig nachweisbar ist, in wessen Eigentum sich die Aktien befinden.

iv. Der an den Aktionär zu bezahlende Rücknahmepreis ist in Raten zahlbar. Die einzelnen Raten sind zur Zahlung fällig zu den Zeitpunkten, zu denen die Investmentgesellschaft Ausschüttungen an die übrigen Aktionäre vornimmt (die „fällige Rate“). Jede einzelne Rate beläuft sich höchstens auf denjenigen Betrag, den der ausgeschiedene Aktionär erhalten hätte,

wenn er nicht ausgeschieden wäre. Die einzelnen Raten sind unverzinslich. Ein Anspruch auf Sicherheitsleistung besteht nicht.

Art. 14. Umtausch von Aktien. Der Verwaltungsrat kann beschließen, dass Aktionäre berechtigt sind, ihre Aktien eines Teilfonds und/oder einer Aktienklasse in Aktien eines anderen Teilfonds und/oder Aktienklasse umzutauschen. Darüber hinaus kann der Verwaltungsrat insbesondere die Bedingungen hinsichtlich des Rechts auf und der Häufigkeit eines Umtauschs sowie eine Ausschlussfrist festlegen und den Umtausch von der Zahlung von Kosten und Gebühren abhängig machen.

Der Umtauschpreis wird am Umtauschtag bestimmt und basiert auf den Nettoinventarwerten der Aktien gemäß Art. 15 des abgebenden Teilfonds oder der abgebenden Aktienklasse sowie des aufnehmenden Teilfonds oder der aufnehmenden Aktienklasse am Umtauschtag. Maßgeblich sind die für die Bewertung des Nettovermögens anzuwendenden Regeln des aufnehmenden Teilfonds oder der aufnehmenden Aktienklasse.

IV. Nettoinventarwert der Aktien

Art. 15. Nettoinventarwert. Der erste Nettoinventarwert der Aktien einer Berechnungseinheit wird am ersten Bankarbeitstag nach dem Ende der im Emissionsdokument beschriebenen ersten Zeichnungsperiode der betreffenden Berechnungseinheit berechnet. Nachfolgend wird der Nettoinventarwert der Aktien der betreffenden Berechnungseinheit mindestens einmal im Jahr berechnet. Zusätzlich wird an jedem sonstigen Tag, an dem es der Verwaltungsrat für notwendig erachtet, eine Berechnung des Nettoinventarwerts der Aktien der betreffenden Berechnungseinheit vorgenommen. Jeder Tag, an dem der Nettoinventarwert der Aktien berechnet wird, wird als "Bewertungstag" bezeichnet.

Der Nettoinventarwert der Aktien wird in der für die Berechnungseinheit maßgebenden Berechnungswährung berechnet und für jede Aktie dadurch bestimmt, dass das auf die Berechnungseinheit entfallende Nettovermögen durch die Zahl der sich am Bewertungstag im Umlauf befindlichen Aktien der Berechnungseinheit geteilt wird. Der Nettoinventarwert der Aktie wird auf zwei Dezimalstellen kaufmännisch gerundet.

Das auf eine Berechnungseinheit entfallende Nettovermögen der Investmentgesellschaft wird in der jeweiligen Berechnungswährung ermittelt und umfasst diejenigen Vermögenswerte und Verbindlichkeiten, die dieser Berechnungseinheit wirtschaftlich zugerechnet werden. Kann ein Vermögenswert oder eine Verbindlichkeit der Investmentgesellschaft nicht auf eine spezifische Berechnungseinheit wirtschaftlich zugerechnet werden, wird dieser Vermögenswert oder diese Verbindlichkeit pro rata zum jeweiligen Nettovermögen der Berechnungseinheit allen Berechnungseinheiten zugerechnet. Der jeweils zuletzt verfügbare Nettoinventarwert einer Berechnungseinheit ist an jedem Bankarbeitstag am Sitz der Investmentgesellschaft erhältlich.

Die Bewertungsregeln werden ergänzend zu Art. 4 Absatz 2 dieser Satzung im Emissionsdokument aufgeführt.

Vorbehaltlich einer vorsätzlichen oder grob fahrlässigen Fehlberechnung ist jede Entscheidung im Zusammenhang mit der Berechnung des Nettoinventarwertes der Aktien, welche vom Verwaltungsrat oder der von der Investmentgesellschaft hierfür beauftragten zentralen Verwaltungsstelle getroffen wird, endgültig und für die gegenwärtigen, ehemaligen und zukünftigen Aktionäre bindend.

Der Verwaltungsrat ist jedoch berechtigt, die Berechnung des Nettoinventarwertes der Aktien einzelner oder der gesamten Berechnungseinheiten eines bestimmten Bewertungstages aufzuheben und eine neue Berechnung durchzuführen, sofern eine Fehlberechnung vorliegt oder seit der Berechnung des Nettoinventarwertes neue Tatsachen bekannt geworden sind, die eine wesentliche Änderung des Nettoinventarwertes der Aktien nach sich ziehen.

Im Falle von Aktienausgaben und Ausschüttungen erhöht oder vermindert sich das auf die betroffene Berechnungseinheit entfallende Nettovermögen um den gezahlten Ausgabepreis bzw. Ausschüttungsbetrag.

Art. 16. Aussetzung der Berechnung des Nettoinventarwertes der Aktien. Der Verwaltungsrat ist ermächtigt, die Berechnung des Nettoinventarwertes der Aktien einer Berechnungseinheit in den folgenden Fällen vorübergehend auszusetzen:

- wenn der Wert eines beträchtlichen Teils des auf eine Berechnungseinheit entfallenden Nettovermögens nicht bestimmt werden kann;
- wenn nach Meinung des Verwaltungsrats der Nettoinventarwert der Aktien der Berechnungseinheit nicht sachgerecht berechnet werden kann;
- wenn eine Generalversammlung der Aktionäre einberufen wurde, um die Investmentgesellschaft oder eine Berechnungseinheit zu liquidieren oder aufzulösen.

Die zeitweilige Einstellung der Berechnung des Nettoinventarwertes der Aktien einer Berechnungseinheit führt nicht zur zeitweiligen Einstellung hinsichtlich anderer Berechnungseinheiten, die von den betreffenden Ereignissen nicht berührt sind. Die Aussetzung der Berechnung des Nettoinventarwertes wird den Aktionären schriftlich an die im Aktienregister verzeichnete Postanschrift mitgeteilt.

V. Verwaltungsrat und Generalversammlung

Art. 17. Verwaltungsrat. Die Investmentgesellschaft wird von einem Verwaltungsrat verwaltet, der aus mindestens drei (3) Mitgliedern (die „Verwaltungsratsmitglieder“) besteht, welche nicht Aktionär sein müssen.

Die Verwaltungsratsmitglieder werden von den Aktionären in der Generalversammlung für eine Dauer von höchstens sechs (6) Jahren gewählt. Eine Wiederwahl ist zulässig. Die Aktionäre können in der Generalversammlung außerdem die Anzahl der Verwaltungsratsmitglieder sowie die Dauer ihrer Amtszeit beschließen und die Verwaltungsratsmitglieder jederzeit und ohne Angabe von Gründen abberufen oder ersetzen.

Scheidet ein Verwaltungsratsmitglied während seiner Amtszeit aus, können die Aktionäre in der nächsten Generalversammlung für die restliche Amtszeit einen Nachfolger wählen. Bis dahin können die verbleibenden Verwaltungsratsmitglieder einen Nachfolger kooptieren.

Der Verwaltungsrat bestimmt aus seiner Mitte einen Vorsitzenden (der „Verwaltungsratsvorsitzende“). Der Verwaltungsratsvorsitzende leitet die Verwaltungsratssitzungen und die Generalversammlungen. In seiner Abwesenheit können die Verwaltungsratsmitglieder ein anderes

Verwaltungsratsmitglied oder, im Falle der Generalversammlung, eine andere Person mit der Leitung beauftragen.

Der Verwaltungsrat kann jeweils einen Sekretär, der nicht Verwaltungsratsmitglied sein muss und der die Protokolle der Verwaltungsratssitzungen und Generalversammlungen erstellt (der „Sekretär“) sowie einen Stimmzähler bestimmen.

Art. 18. Geschäftsführung und Vertretung. Der Verwaltungsrat ist zur Geschäftsführung und Vertretung der Investmentgesellschaft berechtigt.

Die Geschäftsführungsbefugnis erstreckt sich auf die Vornahme aller Rechtsgeschäfte und Handlungen, welche zum üblichen Betrieb der Investmentgesellschaft gehören, insbesondere der Anlage in Vermögenswerte im Rahmen des Gesellschaftszweckes und im Einklang mit der im Emissionsdokument näher beschriebenen Anlagepolitik und Anlagebeschränkungen. Soweit die Geschäftsführungsbefugnis nicht ausdrücklich durch Gesetz oder diese Satzung den Aktionären in der Generalversammlung vorbehalten ist, steht sie dem Verwaltungsrat zu.

Zur Vertretung der Investmentgesellschaft sind die Verwaltungsratsmitglieder jeweils zu zweit berechtigt.

Art. 19. Übertragung auf Dritte und Beratung durch Dritte. Der Verwaltungsrat ist berechtigt, die Geschäfte der Investmentgesellschaft an eine oder mehrere natürliche oder juristische Personen zu übertragen (die „Partner der Investmentgesellschaft“), wobei die Partner der Investmentgesellschaft keine Verwaltungsratsmitglieder sein müssen. Der Verwaltungsrat ist berechtigt die hierfür erforderlichen Vollmachten zu erteilen. Die Partner der Investmentgesellschaft können die ihnen übertragenen Geschäfte der Investmentgesellschaft ihrerseits nur mit Zustimmung des Verwaltungsrates weiter übertragen.

Der Verwaltungsrat ist berechtigt, sich bei den Geschäften der Investmentgesellschaft durch eine oder mehrere natürliche oder juristische Personen beraten zu lassen, wobei die Berater keine Verwaltungsratsmitglieder sein müssen. Der Verwaltungsrat ist insbesondere berechtigt einen Anlageberater (der „Anlageberater“) zu beauftragen.

Art. 20. Verwaltungsratssitzung. Der Verwaltungsrat tritt auf Einladung des Verwaltungsratsvorsitzenden oder zweier Verwaltungsratsmitglieder zusammen. Zeitpunkt und Ort sind in der Einladung zu benennen. Sofern kein Ort benannt ist, finden Verwaltungsratssitzungen am Sitz der Gesellschaft statt. Die Verwaltungsratsmitglieder werden zu jeder Verwaltungsratssitzung mindestens drei (3) Tage vorher schriftlich eingeladen, sofern Zeitpunkt und Ort nicht bereits in einem Verwaltungsratsbeschluss bestimmt wurden. In Eilfällen kann auf die Frist verzichtet werden. Der Grund hierfür ist in der Einladung zu benennen. Auf die Einladung kann einvernehmlich in Textform verzichtet werden.

Der Verwaltungsrat ist beschlussfähig, wenn alle Verwaltungsratsmitglieder erforderlichenfalls ordnungsgemäß geladen wurden und mindestens die Mehrheit der Verwaltungsratsmitglieder oder ein anderes vom Verwaltungsrat festgelegtes Quorum anwesend oder vertreten ist.

Jedes Verwaltungsratsmitglied kann sich auf jeder Verwaltungsratssitzung durch Erklärung in Textform vertreten lassen, wobei der Vertreter kein Verwaltungsratsmitglied sein muss. Ein Verwaltungsratsmitglied kann mehrere Verwaltungsratsmitglieder vertreten, jedoch nicht alle anderen gleichzeitig. Jedes Verwaltungsratsmitglied kann an jeder Verwaltungsratssitzung im Wege einer telefonischen Konferenzschaltung oder durch ähnliche Kommunikationsmittel, welche ermöglichen, dass sämtliche Teilnehmer einander hören können, teilnehmen.

Der Verwaltungsrat fasst seine Beschlüsse mit einfacher Mehrheit der anwesenden und vertretenen Verwaltungsratsmitglieder, soweit sich aus dieser Satzung nichts anderes ergibt. Bei Stimmengleichheit entscheidet der Verwaltungsratsvorsitzende oder in dessen Abwesenheit sein Stellvertreter.

Verwaltungsratsbeschlüsse werden protokolliert und die Protokolle werden vom Verwaltungsratsvorsitzenden oder zwei Verwaltungsratsmitgliedern unterzeichnet.

Der Verwaltungsrat kann seine Beschlüsse auch im schriftlichen Umlaufverfahren mit den Stimmen aller Verwaltungsratsmitglieder fassen. Mit der Aufforderung zum schriftlichen Umlaufverfahren sind der Abstimmungsgegenstand sowie ein Beschlussvorschlag bekanntzugeben. Ein im schriftlichen Umlaufverfahren gefasster Beschluss kann auch in Textform erfolgen.

Art. 21. Interessenkonflikte. Verträge und sonstige Geschäfte zwischen der Investmentgesellschaft und einer anderen Gesellschaft oder Unternehmung werden nicht dadurch beeinträchtigt oder deshalb ungültig, weil ein oder mehrere Verwaltungsratsmitglieder oder Angestellte der Investmentgesellschaft an dieser anderen Gesellschaft oder Unternehmung ein persönliches Interesse haben oder dort Verwaltungsratsmitglied, Gesellschafter, leitender oder sonstiger Angestellter sind. Jedes Verwaltungsratsmitglied und jeder leitende Angestellte der Investmentgesellschaft, welche als

Verwaltungsratsmitglied, leitender Angestellter oder einfacher Angestellter in einer Gesellschaft oder Unternehmung, mit welcher die Investmentgesellschaft Verträge abschließt oder sonstige Geschäftsbeziehungen eingeht, wird durch diese Verbindung mit dieser anderen Gesellschaft oder Unternehmung nicht daran gehindert, im Zusammenhang mit einem solchen Vertrag oder einer solchen Geschäftsbeziehung zu beraten, abzustimmen oder zu handeln.

Sofern ein Verwaltungsratsmitglied oder ein leitender Angestellter der Investmentgesellschaft im Zusammenhang mit einem Geschäftsvorfall der Investmentgesellschaft ein den Interessen der Investmentgesellschaft entgegengesetztes persönliches Interesse hat, wird dieses Verwaltungsratsmitglied oder dieser leitende Angestellte dem Verwaltungsrat dieses entgegengesetzte persönliche Interesse mitteilen und im Zusammenhang mit diesem Geschäftsvorfall nicht an den Beratungen oder Abstimmungen teilnehmen und dieser Geschäftsvorfall wird ebenso wie das persönliche Interesse des Verwaltungsratsmitglieds oder leitenden Angestellten der nächstfolgenden Generalversammlung berichtet. Ein Verwaltungsratsmitglied oder ein leitender Angestellter ist über die Mitteilung der Tatsache, dass ein entgegengesetztes persönliches Interesse besteht, hinaus jedoch nicht verpflichtet, gegenüber der Investmentgesellschaft Informationen offen zu legen, wenn diese Person dadurch Vertraulichkeitsverpflichtungen verletzen würde.

Diese vorgehenden Bestimmungen sind nicht anwendbar auf Verwaltungsratsbeschlüsse, welche tägliche Geschäfte, die zu normalen Bedingungen eingegangen wurden, betreffen. Hierzu gehören insbesondere auch Handlungen und Erklärungen gegenüber dem Anlageberater der Investmentgesellschaft.

Falls ein Quorum des Verwaltungsrates wegen eines Interessenkonfliktes eines oder mehrerer Verwaltungsratsmitglieder nicht erreicht werden kann, werden die gültigen Beschlüsse durch eine Mehrheit der restlichen Verwaltungsratsmitglieder, welche bei einer solchen Verwaltungsratssitzung anwesend oder vertreten sind, getroffen.

Art. 22. Vergütung des Verwaltungsrates und Freistellung. Die Vergütung für Verwaltungsratsmitglieder wird von den Aktionären in der Generalversammlung festgelegt. Sie umfassen auch Auslagen und sonstige Kosten, welche den Verwaltungsratsmitgliedern in Ausübung ihrer Tätigkeit entstehen, einschließlich eventueller Kosten für Rechtsabwehrmaßnahmen, es sei denn, solche sind durch ein vorsätzliches oder grob fahrlässiges Verhalten, Untreue oder Betrug des betreffenden Verwaltungsratsmitglieds veranlasst.

Die Investmentgesellschaft wird die Verwaltungsratsmitglieder, Geschäftsführer, leitenden Angestellten und Mitarbeiter der Investmentgesellschaft sowie den Anlageberater, mit dem Anlageberater verbundene Unternehmen und deren Geschäftsführer, leitenden Angestellten und Mitarbeiter für jede Haftung und alle Forderungen, Schäden und Verbindlichkeiten, denen diese unter Umständen aufgrund ihrer Eigenschaft als Geschäftsführer, leitende Angestellte oder Mitarbeiter der Investmentgesellschaft oder in ihrer Funktion als Anlageberater aufgrund einer von ihnen im Zusammenhang mit der Investmentgesellschaft vorgenommenen oder unterlassenen Handlung unterliegen, soweit dies nicht durch ihre grobe Fahrlässigkeit oder vorsätzliches Fehlverhalten verursacht wurde, aus dem Vermögen der Investmentgesellschaft entschädigen beziehungsweise von solcher Haftung oder solchen Forderungen, Schäden und Verbindlichkeiten freistellen. Der Anspruch auf Freistellung bleibt jedoch solange unberührt, bis ein grob fahrlässiges oder vorsätzliches Verhalten gerichtlich festgestellt ist.

Art. 23. Generalversammlung. Die Aktionäre üben ihre Rechte in den Angelegenheiten der Investmentgesellschaft in der Generalversammlung aus. Die in der Generalversammlung ordnungsgemäß gefassten Beschlüsse binden alle Aktionäre. Die Generalversammlung übt ihre Befugnisse gemäß den anwendbaren gesetzlichen Bestimmungen aus.

Die ordentliche Generalversammlung wird jährlich am zweiten Donnerstag des Monats April um 15.00 Uhr im Großherzogtum Luxemburg abgehalten. Ist dieser Tag ein Samstag, Sonntag, gesetzlicher Feiertag oder Bankfeiertag im Großherzogtum Luxemburg, wird die ordentliche Generalversammlung am nächstfolgenden Bankarbeitstag abgehalten.

Außerordentliche Generalversammlungen finden auf schriftlichen Antrag von Aktionären, welche mindestens ein Zehntel des Gesellschaftskapitals vertreten oder auf Initiative des Verwaltungsrates statt. Erfolgt in einem solchen Fall die Einberufung nicht innerhalb von zwölf (12) Wochen nach Zugang des Antrages, ist der Antragsteller berechtigt, die Generalversammlung wirksam einzuberufen.

Generalversammlungen können im Ausland abgehalten werden, falls nach Ermessen des Verwaltungsrats außergewöhnliche Umstände dies erfordern.

Die Einberufung der Generalversammlung erfolgt durch den Verwaltungsrat per Einschreiben an die im Aktienregister verzeichnete Postanschrift unter Wahrung der gesetzlichen Fristen. Bei der Einberufung ist die Tagesordnung bekanntzugeben, die wenigstens die gesetzlich vorgegebenen Tagesordnungspunkte beinhalten muss. Die Tagesordnung wird vom Verwaltungsrat vorbereitet, außer in den Fällen, in welchen die Versammlung auf schriftlichen Antrag der Aktionäre zusammentritt, in welchem Falle der Verwaltungsrat eine zusätzliche Tagesordnung vorbereiten kann. Sofern sämtliche Aktionäre anwesend oder vertreten sind und sich selbst als ordnungsgemäß eingeladen und über die Tagesordnung in Kenntnis gesetzt erachten, kann die Generalversammlung auch ohne schriftliche Einladung stattfinden.

Die Generalversammlung ist beschlussfähig, wenn sämtliche Aktionäre ordnungsgemäß geladen sind, der Verwaltungsratsvorsitzende anwesend oder vertreten ist und, für den Fall der Änderung dieser Satzung oder der Auflösung der Investmentgesellschaft, eines Teilfonds oder einer Aktienklasse, mindestens die Hälfte des Gesellschaftskapitals vertreten ist.

Die Aktionäre fassen ihre Beschlüsse in der Generalversammlung mit der einfachen Mehrheit der Stimmen der anwesenden und vertretenen Aktionäre, soweit sich aus dem Gesetz oder dieser Satzung nichts anderes ergibt. Insbeson-

dere die Änderung dieser Satzung und die Änderung der Anlagepolitik eines Teilfonds sowie die Auflösung der Investmentgesellschaft, eines Teilfonds oder einer Aktienklasse sowie die Verschmelzung von Teilfonds und Aktienklassen bedarf der Zustimmung der Generalversammlung. Für den Fall der Änderung der Satzung, der materiellen Änderung des Emissionsdokumentes oder der Auflösung der Investmentgesellschaft, eines Teilfonds oder einer Aktienklasse bedürfen die Beschlüsse einer Mehrheit von zwei Dritteln der abgegebenen Stimmen. Ungültige Stimmen und Enthaltungen gelten als nicht abgegebene Stimmen. Ein mit dieser Mehrheit getroffener Beschluss bindet auch diejenigen Aktionäre, die ihm nicht zugestimmt haben.

Soweit Beschlüsse der Aktionäre in der Generalversammlung in Rechte eingreifen, welche die ausschließlich Aktionäre eines bestimmten Teilfonds oder einer bestimmten Aktienklasse betreffen, können diese nur wirksam getroffen werden, soweit die Voraussetzungen der Beschlussfähigkeit und die Mehrheitsverhältnisse bei der Beschlussfassung für den jeweiligen Teilfonds oder die jeweilige Aktienklasse erfüllt sind. In diesem Fall sind lediglich die Aktionäre dieses Teilfonds oder dieser Aktienklasse stimmberechtigt.

Jede Aktie repräsentiert eine Stimme. Ein Aktionär kann sich bei jeder Generalversammlung durch eine schriftliche Vollmacht an eine andere Person, welche kein Aktionär sein muss und Verwaltungsratsmitglied sein kann, vertreten lassen.

Die Beschlüsse der Aktionäre in der Generalversammlung werden protokolliert und die Protokolle werden vom Verwaltungsratsvorsitzenden oder seinem Stellvertreter, dem Schriftführer und dem Stimmzähler unterzeichnet.

Die Aktionäre eines Teilfonds oder einer Aktienklasse können zu jeder Zeit eine Generalversammlung abhalten, um über Vorgänge zu entscheiden, welche ausschließlich diesen Teilfonds oder diese Aktienklasse betreffen. Die vorgenannten Bestimmungen gelten entsprechend.

VI. Geschäftsjahr und Jahresabschluss, Ausschüttungen und Verwendung des Ergebnisses

Art. 24. Geschäftsjahr und Jahresabschluss. Geschäftsjahr ist das Kalenderjahr.

Der Verwaltungsrat hat innerhalb der handelsrechtlich vorgegebenen Fristen spätestens jedoch bis zur ordentlichen Generalversammlung für das vorangegangene Geschäftsjahr unter Beachtung der Grundsätze ordnungsgemäßer Buchführung und Bilanzierung für Kapitalgesellschaften sowie der Vorschriften im Großherzogtum Luxemburg die Bilanz und die Gewinn- und Verlustrechnung der Investmentgesellschaft unter Einbeziehung aller Teilfonds in Euro aufzustellen (der „Jahresabschluss“).

Buchführung und Jahresabschluss sind von einem Wirtschaftsprüfer (réviseur d'entreprises agréé) zu prüfen (der „Abschlussprüfer“).

Art. 25. Ausschüttungen und Verwendung des Ergebnisses. Der Verwaltungsrat ermittelt mindestens einmal jährlich die ausschüttungsfähige Liquidität und schüttet, im entsprechenden Teilfonds und/oder der entsprechenden Aktienklasse, angemessene Beträge anteilmäßig an die Aktionäre aus. Das Mindestgesellschaftskapital darf hierdurch nicht unterschritten werden.

Grundsätzlich wird die gesamte Liquidität aus der Realisierung der Vermögenswerte, insbesondere der Beteiligungsgesellschaften, nach Abzug der Auszahlungen für Verbindlichkeiten der Investmentgesellschaft, sofern diese nicht durch die Investmentgesellschaft unmittelbar oder mittelbar zur Reinvestition oder für eine angemessene Liquiditätsreserve zur Deckung von anfallenden Kosten vorgehalten werden müssen, an die Aktionäre zeitnah ausgeschüttet („ausschüttungsfähige Liquidität“). Die ausschüttungsfähige Liquidität wird vom Verwaltungsrat unter Berücksichtigung kaufmännischer Vorsicht festgelegt.

Ausschüttungsfähige Liquidität kann als Ausschüttungen, welche das Ergebnis der Investmentgesellschaft verwenden (die „Dividendenausschüttung“), durch Ausschüttungen im Wege der Aktienrücknahme oder durch Ausschüttungen ausbezahlt werden, welche weder Dividendenausschüttungen noch Aktienrücknahmen sind (die „Substanzausschüttung“). Die Auszahlung erfolgt in der Berechnungswährung. Sachausschüttungen sind nur mit Zustimmung des betroffenen Aktionärs zulässig.

Ausschüttungen bleiben bis zur Auszahlung unverzinst. Jede Ausschüttung, die nicht innerhalb von fünf Jahren nach ihrer Festsetzung eingefordert wurde, verfällt und geht an den jeweiligen Teilfonds oder Aktienklasse zurück.

Der Verwaltungsrat ermittelt zum Ende eines jeden Geschäftsjahres das Ergebnis des Geschäftsjahres (das „Ergebnis“). Zum Zeitpunkt der Ermittlung des Ergebnisses stellt dieses den maximal verwendbaren Betrag für eine Dividendenausschüttung dar. Die Verwendung des Ergebnisses der Investmentgesellschaft wird von den Aktionären in der Generalversammlung beschlossen.

Der Verwaltungsrat ist ermächtigt, Vorabdividendenausschüttungen gemäß den einschlägigen Bestimmungen der luxemburgischen Gesetze vorzunehmen, auch ohne dass ein Zwischenabschluss erstellt ist.

VII. Depotbank

Art. 26. Depotbank. Die Investmentgesellschaft wird die Verwahrung der Vermögenswerte in dem gesetzlich erforderlichen Umfang einem Kreditinstitut im Sinne des Gesetzes über den Finanzsektor vom 5. April 1993, in der jeweils gültigen Fassung als Verwahrstelle anvertrauen (die „Depotbank“). Enden die Aufgaben der Depotbank, wird der Verwaltungsrat alle Anstrengungen unternehmen, um spätestens innerhalb von zwei (2) Monaten nach dem Ende mit Genehmigung der zuständigen Aufsichtsbehörde ein anderes Kreditinstitut zur Depotbank zu bestellen.

VIII. Laufzeit und Auflösung der Investmentgesellschaft, Auflösung und Verschmelzung von Teilfonds oder Aktienklassen

Art. 27. Laufzeit. Die Investmentgesellschaft wird für eine unbegrenzte Laufzeit errichtet.

Art. 28. Auflösung der Investmentgesellschaft. Die Investmentgesellschaft kann durch Beschluss der Generalversammlung aufgelöst werden. In diesem Fall ist die Investmentgesellschaft durch eine oder mehrere natürliche oder juristische Personen abzuwickeln und das Gesellschaftsvermögen zu verwerten (der „Liquidator“). Die Aktionäre ernennen den Liquidator in der Generalversammlung und legen seine Befugnisse und seine Vergütung fest.

Durch das Ausscheiden eines Aktionärs wird die Investmentgesellschaft nicht aufgelöst, sondern fortgeführt.

Art. 29. Auflösung von Teilfonds oder Aktienklassen. Ein Teilfonds oder eine Aktienklasse können nur auf Vorschlag des Verwaltungsrates durch Beschluss der Generalversammlung aufgelöst werden. Artikel 28 Absatz 1 gilt entsprechend.

Art. 30. Verschmelzung von Teilfonds oder Aktienklassen. Mehrere Teilfonds oder Aktienklassen können zum Ende eines Geschäftsjahres verschmolzen werden, wenn dies von der Versammlung der Aktionäre des entsprechenden Teilfonds oder Aktienklasse beschlossen wird. Eine solche Verschmelzung ist jedoch nur für Aktionäre, die dieser Verschmelzung zugestimmt haben, bindend. Die Aktien der Aktionäre, die der Verschmelzung nicht zugestimmt haben, werden zum einschlägigen Nettoinventarwert zurückgenommen.

Eine Verschmelzung erfolgt in der Weise, dass die Aktien eines oder mehrerer Teilfonds und/oder einer oder mehrerer Aktienklassen gegen die Aktien eines bestehenden oder neu aufgelegten Teilfonds oder einer bestehenden oder neu aufgelegten Aktienklasse getauscht werden. Die Ausgabe der Aktien des Teilfonds und/oder der Aktienklasse, in den und/oder die getauscht werden soll, erfolgt gegen Rückgabe der Aktien an dem/den zu tauschenden Teilfonds und/oder der/den zu tauschenden Aktienklasse(n) und Einbringung des Nettovermögens des/der zu tauschenden Teilfonds und/oder der zu tauschenden Aktienklasse(n) in das Nettovermögen des Teilfonds und/oder der Aktienklasse, in den und/oder die getauscht werden soll. Der Umtauschpreis wird am Umtauschtag bestimmt und basiert auf den Nettoinventarwerten der Aktien des abgebenden Teilfonds oder der abgebenden Aktienklasse sowie des aufnehmenden Teilfonds oder der aufnehmenden Aktienklasse am Umtauschtag. Maßgeblich für die Berechnung aller vom Umtausch betroffenen Nettoinventarwerte sind die für die Bewertung des Nettovermögens anzuwendenden Regeln des aufnehmenden Teilfonds oder der aufnehmenden Aktienklasse.

Die Verschmelzung eines Teilfonds der Investmentgesellschaft mit einem Luxemburger fonds commun de placement oder eines Teilfonds eines solchen fonds commun de placement, wobei der einzubringende Teilfonds der Teilfonds der Investmentgesellschaft ist, kann ebenfalls gemäß o.g. Bedingungen von der Versammlung der Aktionäre des entsprechenden Teilfonds beschlossen werden. Eine solche Verschmelzung ist jedoch nur für Aktionäre, die dieser Verschmelzung zugestimmt haben, bindend. Die Aktien der Aktionäre, die der Verschmelzung nicht zugestimmt haben, werden zum einschlägigen Nettoinventarwert zurückgenommen.

Art. 31. Ein einziger Aktionär. Das Eigentum an den Aktien der Investmentgesellschaft kann, zum Zeitpunkt ihrer Gründung oder zu einem späteren Zeitpunkt ein einziger Aktionär haben. In diesem Fall übt dieser Aktionär alle Rechte in den Angelegenheiten der Investmentgesellschaft in der Generalversammlung alleine aus.

IX. Schlussbestimmungen

Art. 32. Emissionsdokument. Die Investmentgesellschaft veröffentlicht ein Emissionsdokument gemäß den gesetzlichen Bestimmungen. Das Emissionsdokument kann durch einfachen Beschluss des Verwaltungsrates geändert oder ergänzt werden. Materielle Änderungen oder Ergänzungen des Emissionsdokumentes bedürfen zusätzlich eines Beschlusses der Generalversammlung.

Art. 33. Anwendbares Recht. Sämtliche in dieser Satzung nicht geregelten Fragen werden durch die Bestimmungen des abgeänderten Gesetzes vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften und des abgeänderten Gesetzes von 2007, einschließlich nachfolgender Änderungen und Ergänzungen der jeweiligen Gesetze, geregelt.

Übergangsbestimmungen

- (1) Das erste Rechnungsjahr beginnt am Gründungstag der Investmentgesellschaft und endet am 31. Dezember 2013.
- (2) Die erste ordentliche Generalversammlung wird im Kalenderjahr 2014 stattfinden.

Zeichnung des Gründungskapitals

Das Gründungskapital wird wie folgt gezeichnet und bar eingezahlt:

Golding Capital Partners (Luxembourg) S.à r.l., zeichnet vier Aktien der Aktienklasse C zum Gegenwert von vierzigtausend Euro (40.000 Euro).

Damit beträgt das Gründungskapital insgesamt vierzigtausend Euro (40.000 Euro). Die Einzahlung des gesamten Gründungskapitals wurde dem unterzeichneten Notar ordnungsgemäß nachgewiesen.

88834

Bescheinigung

Der unterzeichnete Notar bescheinigt, dass die Bedingungen von Artikel 26, 26-3 und 26-5 des Gesetzes von 1915 erfüllt sind.

Schätzung der Gründungskosten

Der Gründer schätzt die Kosten, Gebühren und Auslagen, welche der Gesellschaft aus Anlass gegenwärtiger Gründung erwachsen, auf ungefähr viertausend Euro.

Generalversammlung

Die vorbezeichnete Partei, welche die Gesamtheit des übernommenen Grundkapitals vertritt und sich als ordnungsgemäß einberufen betrachtet, hat unmittelbar folgende Beschlüsse gefasst:

1. Die Zahl der Verwaltungsratsmitglieder wird auf drei (3) festgelegt. Die Zahl der Wirtschaftsprüfer auf einen.
2. Zu Verwaltungsratsmitgliedern werden ernannt:

Jeremy Golding, geboren am 10. August 1962 in Cambridge, Vereinigtes Königreich Kingdom, beruflich ansässig in Möhlstraße 7 D-81675 München, Deutschland;

Silvan Trachsler, Golding Capital Partners (Luxembourg) S.à r.l., geboren am 23. März 1954 in Basel, Schweiz, beruflich ansässig in 43, avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg; und

François Georges, Georges & Associés, geboren am 20. März 1967 in Luxemburg, beruflich ansässig in 34A, boulevard Grande Duchesse Charlotte, L-1330 Luxembourg.

Silvan Trachsler wird zum Verwaltungsratsvorsitzenden ernannt.

3. Zum Wirtschaftsprüfer wird ernannt:

PricewaterhouseCoopers société coopérative, 400, route d'Esch, L-1014 Luxembourg.

4. Die Anschrift der Gesellschaft lautet:

43, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg

5. Die Aufträge der Verwaltungsratsmitglieder enden mit der Generalversammlung, die über das Geschäftsjahr 2018 befindet. Der Auftrag des Wirtschaftsprüfers endet mit der Generalversammlung, die über das erste Geschäftsjahr der Gesellschaft befindet.

6. Der erste Teilfonds wird unter dem Namen "Teilfonds 1" aufgelegt.

Worüber Urkunde, aufgenommen zu Luxemburg, am Datum wie eingangs erwähnt.

Nach Vorlesung und Erklärung alles Vorstehenden an den Erschienenen, hat derselbe mit dem Notar gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Gezeichnet: A. WAGNER, J.J. WAGNER.

Einregistriert zu Esch/Alzette A.C., am 22. Juli 2013. Relation: EAC/2013/9693. Erhalten fünfundsiebzig Euro (75.- EUR).

Der Einnehmer (gezeichnet): SANTIONI.

Référence de publication: 2013105924/545.

(130128970) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 juillet 2013.

International Flooring Systems S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1445 Strassen, 3, rue Thomas Edison.

R.C.S. Luxembourg B 157.729.

L'an deux mil treize, le dix-neuf juillet.

Par devant Maître Paul DECKER, notaire de résidence à Luxembourg.

S'est réunie:

L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme «INTERNATIONAL FLOORING SYSTEMS S.A.» une société anonyme ayant son siège social au 3, rue Thomas Edison, L-1445 Strassen, constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentant en date du 20 décembre 2010, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (le «Mémorial») le 7 mars 2011 sous le numéro 436,

immatriculée auprès du Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 157.729.

L'assemblée est ouverte à 9 heures sous la présidence de Madame Géraldine NUCERA, clerc de notaire, demeurant professionnellement à Luxembourg.

La Présidente élit Mademoiselle Virginie PIERRU, clerc de notaire, demeurant professionnellement à Luxembourg comme secrétaire.

L'assemblée choisit comme scrutateur Monsieur George REUTER, expert-comptable, demeurant professionnellement au 3, rue Thomas Edison L-1445 Strassen.

Le bureau ainsi constitué, la Présidente expose et prie le notaire instrumentant d'acter:

I.- Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour

Ordre du jour:

- 1.- Approbation de la renonciation aux formalités de convocation.
- 2.- Approbation de la fusion transfrontalière, telle qu'envisagée dans le projet commun de fusion publié.
- 3.- Approbation du rapport spécial du conseil d'administration de la Société sur le projet de fusion impliquant la Société en tant que société absorbante et «IVC Finance NV», en tant que société absorbée («les Sociétés Fusionnantes»).
- 4.- Reconnaissance de la mise à disposition des documents conformément aux articles 267 et 278 de la loi du 10 août 1915 telle que modifiée.
- 6.- Approbation de la composition actuelle du conseil d'administration et reconduction du mandat du commissaire aux comptes de la Société.
- 7.- Modification de l'article 3 des statuts de la Société.
- 8.- Divers.

I.- Les actionnaires présents ou représentés, les mandataires des actionnaires représentés, ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent sont indiqués sur une liste de présence. Cette liste de présence, après avoir été signée ne varietur par les actionnaires présents, les mandataires des actionnaires représentés ainsi que par les membres du bureau et le notaire instrumentant, restera annexée au présent procès-verbal pour être soumise avec lui à la formalité de l'enregistrement.

II.- La présente assemblée, réunissant l'intégralité du capital social, est régulièrement constituée et peut délibérer valablement, telle qu'elle est constituée, sur tous les points portés à l'ordre du jour.

Ces faits ayant été reconnus exacts par l'assemblée, le Président expose les raisons qui ont amené le conseil d'administration à proposer les points figurant à l'Ordre du Jour.

L'assemblée générale extraordinaire, après avoir délibéré, prend à l'unanimité des voix, les résolutions suivantes:

Première résolution:

L'assemblée générale extraordinaire approuve la renonciation aux droits de convocation des actionnaires à la présente assemblée générale extraordinaire, qui aurait dû être envoyée au préalable.

Les actionnaires reconnaissent avoir été suffisamment informés de l'ordre du jour et se considèrent comme étant valablement convoqués et donc acceptent de délibérer et de voter sur tous les points de l'ordre du jour.

Les actionnaires confirment que toute la documentation de support utilisée lors de l'assemblée a été mise à sa disposition endéans une période de temps suffisante lui permettant d'examiner attentivement chaque document.

Deuxième résolution:

Un projet commun de fusion en date du 17 mai 2013 établi conformément à l'article 772/6 du Code Belge des Sociétés et à l'article 261 et suivants de la loi sur les sociétés commerciales tel que modifiée («la Loi»).

Ledit projet a été:

- Publié près du Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations de Luxembourg Numéro 1283 du 31 mai 2013, et son rectificatif en date du 17 mai 2013, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations Numéro 1346 du 7 juin 2013, et, conformément l'article 772/7 CS;
- Déposé au greffe du Tribunal de Commerce de Courtrai en date du 28 mai 2013, et publié par extrait conformément à l'article 74 CS en date du 12 juin 2013.

L'assemblée générale approuve le projet commun de fusion transfrontalière entre «INTERNATIONAL FLOORING SYSTEMS S.A.», prénommée, et «IVC Finance NV» une société anonyme de droit belge ayant son siège social au 29, Nijverheidslaan B-8580 Avelgem (Belgique), immatriculée près du Registre des Personnes Morales de Courtrai sous le numéro 0833.191.396,

en conséquence la société «IVC Finance NV», prénommée, sera absorbée («la Société Absorbée») par «INTERNATIONAL FLOORING SYSTEMS S.A.», prénommée, («la Société Absorbante») moyennant l'apport de l'universalité du patrimoine actif et passif de la Société Absorbée à la Société Absorbante, sans aucune restriction ni limitation et la Société Absorbante sera considérée, d'un point de vue comptable et des impôts directs belges, comme ayant accompli elle-même les activités de la Société Absorbée avec effet au 1^{er} janvier 2013. D'un point de vue des impôts directs luxembourgeois, cette opération n'aura pas d'effet rétroactif. La date d'effet juridique sera le 1 août 2013 à 00h00.

Troisième résolution:

Les actionnaires approuvent le rapport spécial du Conseil d'Administration de la Société sur le projet de fusion expliquant, inter alia, du point de vue juridique et économique la fusion entre la Société et la Société Absorbée, et par conséquent la Société Absorbée cessera d'exister.

Quatrième résolution:

Les actionnaires reconnaissent avoir eu à leur disposition, conformément aux articles 267 et 278 de la Loi, un (1) mois avant la date de la présente assemblée générale appelée à se prononcer sur le projet commun de fusion, tous les documents suivants:

- Le projet commun de fusion;
- Les comptes annuels et les rapports de gestion des sociétés qui fusionnent pour les trois derniers exercices;
- Les comptes annuels des sociétés qui fusionnent en date du 31 décembre 2012;
- Le rapport spécial du Conseil d'Administration.

Cinquième résolution:

Ensuite, l'assemblée générale approuve:

(i) la composition du Conseil d'Administration de la Société restera inchangée et se compose donc de Messieurs Jean REUTER, Carlo MEIS et Georges REUTER, et que

(ii) M. François CLAUSSE est commissaire aux comptes de la Société, la date d'échéance des mandats des administrateurs et du commissaire aux comptes demeurera inchangée.

Sixième résolution:

L'assemblée générale décide de compléter l'objet social de la Société et de modifier en conséquence l'article 3 des statuts qui aura désormais la teneur suivante:

« **Art. 3.** La société a pour objet la prise de participations sous quelque forme que ce soit dans d'autres entreprises luxembourgeoises ou étrangères et toutes autres formes de placement, l'acquisition par achat, souscription et toute autre manière ainsi que l'aliénation par vente, échange ou toute autre manière de toutes valeurs mobilières et de toutes espèces, l'administration, la supervision et le développement de ces participations. La société pourra prendre part à l'établissement et au développement de toute entreprise industrielle ou commerciale et pourra prêter son assistance à pareille entreprise au moyen de prêts, de garanties ou autrement. Elle pourra prêter ou emprunter avec ou sans intérêts, émettre des obligations et autres reconnaissances de dettes.

Ensuite, la société a pour objet, tant au Luxembourg, qu'en Belgique ainsi qu'à l'étranger:

1. d'acquérir, conserver, de gérer dans le sens le plus large du terme et développer judicieusement un patrimoine composé de biens mobiliers et immobiliers,

2. d'octroyer ou de souscrire des emprunts et des prêts, ainsi que de fournir des sûretés et garanties pour des obligations de la société elle-même ou des sociétés affiliées;

3. d'effectuer toutes les opérations qui sont directement ou indirectement liées à la mise à disposition, la location, le leasing ou location- financement de tout matériel roulant, véhicules, moyens de production/exploitation, mobilier, ordinateurs, logiciels, bâtiments, machines, installations, équipements, appareils, outils, fournitures, infrastructures, etc pour des sociétés affiliées;

4. d'effectuer toutes les opérations relatives à l'achat, vente, location, location-financement, leasing, la concession et l'acquisition de droits réels sur, la gestion au sens le plus large du terme de biens immobiliers au sens le plus large du terme pour des sociétés affiliées;

Elle peut réaliser son objet directement ou indirectement en nom propre ou pour compte de tiers, seule ou en association en effectuant toute opération de nature à favoriser ledit objet ou celui des sociétés dans lesquelles elle détient directement ou indirectement des participations.

D'une façon générale, la société pourra prendre toutes mesures de contrôle ou surveillance et effectuer toute opération qui peut lui paraître utile dans l'accomplissement de son objet et son but.

La société peut également exercer des fonctions d'administrateur, gérant ou liquidateur d'autres sociétés, ainsi que fournir des conseils, gérer et rendre d'autres services à des sociétés affiliées. Ces services peuvent être fournis au titre de désignations contractuelles ou statutaires et en qualité de consultant externe ou organe de la société.»

Constatation

Le notaire rédacteur de l'acte déclare avoir vérifié et certifie l'existence et la validité, en droit luxembourgeois, des formalités imposées afin de rendre la fusion transfrontalière valable conformément aux dispositions de l'article 271 et suivants de la loi luxembourgeoise sur les sociétés commerciales telle que modifiée.

Le notaire rédacteur de l'acte confirme que la fusion transfrontalière entre la Société et la Société Absorbée sera opposable aux tiers à partir du jour de la publication des présentes près du Mémorial C, Recueil des Sociétés et des Associations.

Frais.

Le montant des dépenses, frais, rémunérations et charges de toutes espèces qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge à raison du présent acte s'élève à approximativement à deux mille sept cent cinquante euros (2.750,- EUR).

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, connus du notaire instrumentant par nom, prénom usuel, état et demeure, ils ont signé avec le notaire instrumentant le présent acte.

Signé: G. NUCERA, V.PIERRU, G.REUTER, P.DECKER.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 19/07/2013. Relation: LAC/2013/33917. Reçu 75.-€ (soixante-quinze Euros).

Le Receveur (signé): Irène THILL.

POUR COPIE CONFORME, Délivré au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg.

Luxembourg, le 23 juillet 2013.

Référence de publication: 2013104251/136.

(130126176) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 juillet 2013.

Lirian S.A. SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-8041 Strassen, 80, rue des Romains.

R.C.S. Luxembourg B 161.724.

L'an deux mille treize, le vingt-trois mai.

Par-devant Maître Alex WEBER, notaire de résidence à Bascharage.

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme "LIRIAN S.A. SPF" (numéro d'identité 2011 22 13 865), avec siège social à L-8041 Strassen, 80, rue des Romains, inscrite au R.C.S.L. sous le numéro B 161.724, constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentant, en date du 21 juin 2011, publié au Mémorial C numéro 2030 du 1^{er} septembre 2011.

L'assemblée est présidée par Monsieur Jean-Marie WEBER, employé privé, demeurant à Aix-sur-Cloie/Aubange (Belgique).

Le Président désigne comme secrétaire Monsieur Luc DEMEYER, employé privé, demeurant à Bascharage.

L'assemblée désigne comme scrutateur Monsieur Léon RENTMEISTER, employé privé, demeurant à Dahl.

Le bureau ayant été ainsi constitué, le Président déclare et prie le notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

I.- L'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

a) Présentation et approbation du rapport de gestion du conseil d'administration ainsi que du rapport de contrôle du commissaire aux comptes relatifs à la période du 01/01/2012 au 31/12/2012: les actionnaires approuvent à l'unanimité le rapport de gestion relatif à la période du 01/01/2012 au 31/12/2012 leur ayant été soumis par les administrateurs et le rapport de contrôle du commissaire aux comptes.

b) Approbation du bilan pour la période du 01/01/2012 au 31/12/2012 et du compte de profits et pertes y relatif; affectation du résultat:

- Les actionnaires approuvent à l'unanimité les comptes annuels au 31/12/2012 leur ayant été soumis, ainsi que les opérations traduites dans ces comptes ou résumées dans ces rapports.

- Les actionnaires constatent un résultat de l'exercice de 404.516.20 EUR et acceptent la proposition d'affecter 5% du bénéfice de 2012 à la réserve légale et ensuite de reporter le solde.

c) Décharge aux administrateurs et au commissaire aux comptes pour l'exercice de leur mandat durant la période du 01/01/2012 au 31/12/2012: les actionnaires accordent à l'unanimité décharge pleine et entière au commissaire aux comptes ainsi qu'aux administrateurs pour l'exécution de leurs mandats en rapport avec l'exercice 2012.

d) Les actionnaires décident de ne pas verser de jetons de présence pour la période du 01/01/2012 au 31/12/2012.

e) Les actionnaires donnent pouvoir à «A&C Management SERVICES, société à responsabilité limitée» à l'effet de procéder au dépôt électronique des comptes annuels.

f) Acceptation des démissions en date du 21 mai 2013 des administrateurs actuellement en fonction et décharge pleine et entière.

g) Acceptation de la démission en date du 21 mai 2013 du commissaire aux comptes actuellement en fonction et décharge pleine et entière.

h) Mise en liquidation de la société.

i) Nomination du liquidateur Monsieur Josephus VAN GENECHTEN, retraité, demeurant à Hertendreef 3 à B-2970 Schilde et détermination de ses pouvoirs.

j) Nomination du commissaire-vérificateur «A&C Management SERVICES, société à responsabilité limitée».

II- Les actionnaires présents ou représentés, les procurations des actionnaires représentés et le nombre d'actions qu'ils détiennent sont renseignés sur une liste de présence; cette liste de présence signée par les actionnaires, les mandataires des actionnaires représentés, le bureau et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte.

Les procurations des actionnaires représentés y resteront annexées de même.

III.- Tous les actionnaires étant présents ou représentés, l'assemblée est régulièrement constituée et peut valablement délibérer sur l'ordre du jour.

Ensuite l'assemblée, après délibération, a pris à l'unanimité les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée décide d'approuver le rapport de gestion du conseil d'administration ainsi que le rapport de contrôle du commissaire relatifs à la période du 01 /01/2012 au 31/12/2012.

Deuxième résolution

L'assemblée décide d'approuver le bilan et le compte de profits et pertes relatifs à la période du 01/01/2012 au 31/12/2012 ainsi que les opérations traduites dans ces comptes ou résumées dans ces rapports et d'affecter le résultat.

L'assemblée constate un résultat de l'exercice de 404.516,20 EUR et décide d'accepter la proposition d'affecter 5% du bénéfice de 2012 à la réserve légale et ensuite de reporter le solde.

Une copie desdits bilan et compte de profits et pertes, après avoir été signée ne varietur par les membres du bureau et le notaire instrumentant, demeurera annexée aux présentes pour être enregistrée avec elles.

L'assemblée donne pouvoir à la société «A&C Management SERVICES, société à responsabilité limitée», avec siège social à L-8041 Strassen, 80, rue des Romains, à l'effet de procéder au dépôt électronique des comptes annuels.

Troisième résolution

L'assemblée décide d'accepter les démissions de Madame Ingrid HOOLANTS et des sociétés «A&C Management SERVICES, société à responsabilité limitée» et «TAXIOMA s. à r.l.» comme administrateurs et de Monsieur Paul JANSSENS comme commissaire aux comptes, à compter du 21 mai 2013 et de leur donner décharge pleine et entière décharge pour l'exercice de leurs mandats en rapport avec l'exercice 2012.

Quatrième résolution

L'assemblée décide de ne pas verser de jetons de présence pour la période du 01/01/2012 au 31/12/2012.

Cinquième résolution

L'assemblée décide de dissoudre anticipativement la société et de la mettre en liquidation.

Sixième résolution

L'assemblée décide de nommer comme liquidateur Monsieur Josephus VAN GENECHTEN, retraité, né à Borgerhout (Belgique) le 11 février 1928, demeurant à B-2970 Schilde, Hertendreef, 3.

Le liquidateur a les pouvoirs les plus étendus pour exécuter son mandat et spécialement tous les pouvoirs prévus aux articles 144 et suivants de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales sans devoir recourir à l'autorisation de l'assemblée générale dans les cas où elle est requise par la loi.

Le liquidateur peut, sous sa seule responsabilité, déléguer tout ou partie de ses pouvoirs à un ou plusieurs mandataires, pour des opérations spéciales et déterminées.

Le liquidateur est dispensé de faire l'inventaire et peut s'en référer aux livres et écritures de la société.

Le liquidateur doit signer toutes les opérations de liquidation.

Septième résolution

L'assemblée décide de nommer la société à responsabilité limitée «A&C Management SERVICES, société à responsabilité limitée», ayant son siège social à L-8041 Strassen, 80, rue des Romains, inscrite au R.C.S.L. sous le numéro B 127.330, comme commissaire-vérificateur.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance fut ensuite levée.

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société à raison des présentes, s'élèvent approximativement à mille euros (€ 1.000.-).

DONT ACTE, fait et passé à Bascharage en l'étude, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite à l'assemblée, les membres du bureau, tous connus du notaire par leurs noms, prénoms usuels, états et demeures, ont signé avec Nous notaire le présent acte, aucun autre actionnaire n'ayant demandé à signer.

Signé: J-M. WEBER, DEMEYER, RENTMEISTER, A. WEBER.

Enregistré à Capellen, le 30 mai 2013. Relation: CAP/2013/1903. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): NEU.

Pour expédition conforme, délivrée à la société sur demande, aux fins de dépôt au Registre de Commerce et des Sociétés.

Bascharage, le 11 juin 2013.

Alex WEBER.

Référence de publication: 2013080038/98.

(130098115) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 juin 2013.

Alzette S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 13, rue Aldringen.

R.C.S. Luxembourg B 145.286.

Il convient de prendre note que M. Ralf Steinmetz, gérant de la Société, a son adresse professionnelle à 13, rue Aldringen, L-1118 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 19 juin 2013.

Référence de publication: 2013080080/12.

(130099473) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 juin 2013.

Federatioun Liewensmëttel Ouni Gentechnik a.s.b.l., Association sans but lucratif.

Siège social: L-7593 Beringen, 1, Am Kaesch.

R.C.S. Luxembourg F 9.585.

STATUTS

Entre les soussignés membres fondateurs:

Loschi Maurice, géographe, 2B beim Dreieck L-9147 Erpeldange, né le 31.12.1980 à Luxembourg Mathay Tom, agriculteur, 19 op der Fléiber L-9378 Flebour, né le 19.1.1980 à Ettelbruck Thiry Claude, agriculteur, 19 rue du Stade, L-4995 Schouweiler, né le 21.1.1964 à Luxembourg

tous de nationalité Luxembourgeoise, et

Van Luijk Piet, Producteur, 1 rue de Mullerthal L-6211 Consdorf, né le 11.12.1956 à Cadzand

de nationalité Néerlandaise

et ceux qui seront admis par la suite, une association sans but lucratif est créée, régie par les présents statuts et par la loi du 21 avril 1928 (modifiée par les lois du 22 février 1984 et du 4 mars 1994) sur les associations et les fondations sans but lucratif.

Titre I^{er}. Dénomination, Siège, Durée, Objet

Art. 1^{er}. L'association sans but lucratif est constituée sous le nom de «Federatioun Liewensmëttel Ouni Gentechnik a.s.b.l.» (fédération produits sans OGM du Luxembourg), désignée ci-après par les termes «l'association».

L'association est constituée pour une durée illimitée et son siège est fixé à 1, am Kaesch, L-7593 Beringen dans la commune de Mersch. L'association est valablement signature conjointe du président et du secrétaire. Pour atteindre ces objectifs l'association pourra:

- se rallier à des associations nationales ou internationales;
- déléguer des tâches contre dédommagement à ses membres;
- déléguer des tâches contre facturation à des prestataires externes;
- engager du personnel.

Art. 2. L'association a pour objet:

- La promotion (travail de lobbying politique, travail de marché, publicité) de la production agricole et alimentaire «sans OGM» ou «nourri sans OGM» au Luxembourg;
- Le soutien financier des producteurs qui garantissent une production de qualité «sans OGM» ou «nourri sans OGM»;
- L'engagement pour une agriculture libre de cultures OGM au Luxembourg et dans l'Union européenne;
- La promotion d'une agriculture durable et d'une production de protéines végétales en Europe;
- La promotion d'une alimentation saine et sans OGM.

Titre II. Composition, Admission, Exclusion, Démission, Cotisation

Art. 3. L'association se compose de membres effectifs (personnes physiques ou morales) et de membres observateurs (personnes physiques ou morales).

Art. 4. Peut devenir membre effectif de l'association:

- Groupe 1: Tout producteur ou groupement de producteurs certifié «nourri sans OGM» (production animale);

- Groupe 2: Tout producteur ou groupement de producteurs de qualité «sans OGM» (production végétale unique-ment);
- Groupe 3: Tout producteur ou groupement de producteurs certifié «Bio»;
- Groupe 4: Tout producteur d'aliments composés pour animaux de qualité «sans OGM»;
- Groupe 5: Tout acteur de la transformation, de la distribution ou de la grande distribution certifié «nourri sans OGM» (production animale, au moins une marque propre certifiée «nourri sans OGM»);
- Groupe 6: Des organisations de consommateurs;
- Groupe 7: Des experts;

Peut devenir membre observateur de l'association:

- Tout acteur de la distribution ou de la grande distribution mettant en vente un produit certifié «nourri sans OGM»
- Tout expert dans le domaine «sans OGM», respectivement «nourri sans OGM»

Le nombre de membres effectifs ne peut être inférieur à trois.

Art. 5. Seuls les membres effectifs ont droit de vote à l'assemblée générale. Les membres observateurs peuvent assister et ont le droit de parole à l'assemblée générale.

Art. 6. La qualité de membre (effectif ou observateur) s'acquiert par:

- L'admission en tant que membre effectif ou observateur par l'assemblée générale sur proposition majoritaire du conseil d'administration;
- Le paiement de la cotisation de membre effectif ou observateur;
- Le respect des buts de l'association et la volonté de travailler à leur réalisation.

La cotisation annuelle pour membres effectifs est fixée par l'assemblée générale. La cotisation annuelle pour membres observateurs est fixée par l'assemblée générale. La cotisation annuelle pour membres effectifs ou membres observateurs peut-être échelonnée et est fixée à minimum 10 Euro et ne pourra dépasser 1000 Euro.

Art. 7. Tout membre effectif ou observateur peut démissionner en adressant sa démission écrite au conseil d'administration. En outre le conseil d'administration a le droit de prononcer l'exclusion de tout membre qui ne paie pas sa cotisation ou qui ne respecte pas les objets et les règlements de l'association. Toutefois le membre expulsé a la possibilité de recours à l'assemblée générale suivante. Toute décision d'exclusion requiert une majorité de deux tiers des voix.

Art. 8. Un membre démissionnaire ou démissionné n'a aucun droit sur le fonds social et ne peut réclamer le remboursement de cotisations versées.

Titre III. Administration

Art. 9. L'association est administrée par le conseil d'administration, respectivement par l'assemblée générale (ordinaire ou extraordinaire).

Art. 10. Les articles 4 et 12 de la loi du 21 avril 1928 (modifiée par les lois du 22 février 1984 et du 4 mars 1994) régissent les attributions de l'assemblée générale. Les articles 5 et 6 de la loi précitée régissent la convocation aux assemblées générales. Cette convocation sera faite par le président du conseil d'administration et sera envoyée aux membres effectifs et observateurs par avis postal quinze jours au moins à l'avance. La convocation contiendra l'ordre du jour. L'assemblée générale ne peut délibérer que sur les points inscrits à l'ordre du jour de celle-ci, sauf urgence admise à la majorité des deux tiers des voix. Tout membre effectif peut se faire représenter à l'assemblée par un autre membre effectif ayant pour lui droit de vote. Chaque membre effectif ne peut être porteur que d'une seule procuration.

Art. 11. Le conseil d'administration fixe chaque année avant fin mars la date de l'assemblée générale ordinaire, à l'ordre du jour de laquelle figurent, conformément au deuxième alinéa de l'art. 13. de la loi précitée, l'approbation du compte de l'exercice écoulé et le budget du prochain exercice. L'assemblée procède à l'examen des comptes des recettes et des dépenses effectuées pendant l'exercice écoulé et prévues pour le suivant. Après l'approbation des comptes, l'assemblée se prononce par un vote spécial sur la décharge des administrateurs.

Art. 12. L'exercice financier commence le 1^{er} janvier et finit le 31 décembre. Chaque année une liste actualisée indiquant, par ordre alphabétique, les noms, prénoms, demeures et nationalités des membres de l'association sera déposée avant fin mars auprès du greffe du tribunal civil.

Art. 13. L'assemblée générale est présidée par le président du conseil d'administration ou par celui qui le remplace. Les délibérations des assemblées générales sont réglées par les art. 7 et 8 de la loi du 21 janvier 1928 (modifiée par les lois du 22 février 1984 et du 4 mars 1994), notamment pour tout ce qui concerne les modifications des statuts. En cas de partage des voix, celle du président ou de celui qui le remplace est prépondérante.

Art. 14. Une délibération de l'assemblée générale est indispensable pour:

- a) toute modification des statuts;
- b) la nomination et la révocation des administrateurs;

- c) l'approbation des budgets et des comptes;
- d) la nomination et révocation de deux commissaires aux comptes;
- e) la fixation des cotisations;
- f) la décharge de la gestion des administrateurs;
- g) la dissolution de l'association;
- h) l'admission de nouveaux membres effectifs ou observateurs;
- i) l'exclusion de membres effectifs ou observateurs.

Art. 15. Les résolutions de l'assemblée générale dont la loi ne prescrit pas la publication au Mémorial, sont consignées dans un rapport, signé par le président et le secrétaire et conservées au siège de l'association où tous les membres effectifs peuvent en prendre connaissance.

Art. 16. L'association est dirigée par un conseil d'administration de 3 membres effectifs au moins et de 11 membres effectifs au plus. Au conseil d'administration: 2 sièges sont réservés aux membres du groupe 1 des membres effectifs, à chaque fois 1 siège est réservé aux membres des groupes 2 à 7 des membres effectifs. Les sièges restés vacants peuvent être occupés par des membres des groupes 1 à 7 des membres effectifs. Les membres du conseil d'administration sont le ou la président(e), le ou la vice-président(e), le ou la secrétaire et le ou la responsable des finances et les membres ordinaires. Les membres du conseil d'administration sont désignés chaque année par l'assemblée générale en session ordinaire. Les fonctions au sein du conseil d'administration seront fixées lors de la première réunion du conseil d'administration après l'assemblée générale.

Art. 17. Le conseil d'administration s'occupe de la gestion de l'association et de toutes les activités qui ne relèvent pas de la compétence spéciale de l'assemblée générale. Il peut, sous sa responsabilité, déléguer des pouvoirs spéciaux et déterminés à un ou plusieurs de ses membres.

Art. 18. Le conseil se réunit sur convocation de son président ou à la demande de trois administrateurs. Le président dirige les séances du conseil d'administration. En cas d'empêchement, il est remplacé par le vice-président ou par un autre membre du conseil d'administration. Le conseil d'administration ne peut valablement délibérer que si trois membres au moins sont présents. Les décisions sont prises à la majorité simple des membres présents. En cas d'égalité des suffrages exprimés, la voix du président ou de son remplaçant est prépondérante.

Art. 19. Les fonctions des membres au conseil d'administration sont gratuites. Toutefois, le conseil d'administration pourra rembourser ses membres les frais occasionnés par leurs activités.

Art. 20. Le/ la responsable des finances ne peut dépenser que l'argent dont il/ elle dispose.

Titre IV. Dispositions finales

Art. 22. En cas de dissolution de l'association, la liquidation est faite par le conseil d'administration en fonction. L'actif net est attribué au fond social de la commune- siège.

Art. 23. Pour tout ce qui n'est pas autrement réglementé par les présents statuts, il est renvoyé à la loi du 21 avril 1928 (modifiée par les lois du 22 février 1984 et du 4 mars 1994) sur les associations sans but lucratif.
tous prénommés.

Ainsi fait à Beringen, le 18 avril 2013.

Signatures

les membres fondateurs

Référence de publication: 2013080027/131.

(130098434) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 juin 2013.

Chaufalux Consulting S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8211 Mamer, 113, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 178.000.

STATUTS

L'an deux mille treize, le vingt-sept mai;

Pardevant Maître Carlo WERSANDT, notaire de résidence à Luxembourg, (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné;

ONT COMPARU:

1) Madame Vanessa JACOB, épouse PICART, gérante de sociétés, née à Ixelles, Belgique, le 15 mai 1975, demeurant à F-55600 Verneuil Petit, 2 Ter Grand-Rue,

2) Monsieur Yohan PICART, chauffagiste, né à Bastogne, Belgique, le 9 juillet 1974, demeurant à F-55600 Verneuil Petit, 2 Ter Grand-Rue,

tous deux ici représentés par Madame Alexia UHL, employée privée, demeurant professionnellement à Luxembourg, en vertu de deux procurations sous seing privé lui données en date du 30 avril 2013, lesquelles procurations resteront, après avoir été signées ne varietur par la mandataire des comparants et le notaire instrumentant, annexées aux présentes pour être formalisées avec elles.

Lesquels comparants, représentés comme dit ci-avant, ont requis le notaire instrumentant d'arrêter ainsi qu'il suit les statuts d'une société à responsabilité limitée qu'ils déclarent constituer par les présentes et dont ils ont arrêté les statuts comme suit:

Titre I^{er} . - Dénomination - Objet - Durée - Siège social

Art. 1^{er} . Il est formé par la présente, entre les propriétaires actuels des parts ci-après créées et tous ceux qui pourront le devenir dans la suite, une société à responsabilité limitée dénommée "CHAUFALUX CONSULTING S.à r.l.", (ci-après la "Société"), laquelle sera régie par les présents statuts (les "Statuts") ainsi que par les lois respectives et plus particulièrement par la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.

Art. 2. La Société a pour objet tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger, le commerce de tous matériels de la branche chauffage et sanitaire.

Dans une deuxième phase, la société pourra procéder à l'installation d'isolations thermiques, acoustiques et d'étanchéités, et à toutes installations relatives au chauffage, sanitaire et frigoriste.

Dans le cadre de son activité, la Société pourra accorder hypothèque, emprunter avec ou sans garantie ou se porter caution pour d'autres personnes morales et physiques, sous réserve des dispositions légales afférentes.

La Société peut s'intéresser par toutes voies de droit dans toutes affaires, entreprises ou sociétés, ayant un objet identique, analogue ou connexe, ou qui serait de nature à favoriser le développement de son entreprise.

La Société peut accomplir toutes opérations généralement quelconques, commerciales, industrielles, financières, mobilières ou immobilières, se rapportant directement ou indirectement, à son objet social.

Art. 3. La durée de la Société est illimitée.

Art. 4. Le siège social est établi dans la commune de Mamer (Grand-Duché de Luxembourg). L'adresse du siège social peut-être déplacée à l'intérieur de la commune par simple décision de la gérance.

Il peut-être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par une simple décision des associés délibérant comme en matière de modification des statuts.

Par simple décision de la gérance, la Société pourra établir des filiales, succursales, agences ou sièges administratifs aussi bien dans le Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Titre II. - Capital social - Parts sociales

Art. 5. Le capital social est fixé à douze mille cinq cents euros (12.500, EUR), représenté par cent (100) parts sociales de cent vingt-cinq euros (125,-EUR) chacune, intégralement libérées.

Le capital social pourra, à tout moment, être augmenté ou diminué dans les conditions prévues par l'article 199 de la loi concernant les sociétés commerciales.

Art. 6. Les parts sociales sont librement cessibles entre associés.

Elles ne peuvent être cédées entre vifs ou pour cause de mort à des non-associés que moyennant l'accord unanime de tous les associés.

En cas de cession à un non-associé, les associés restants ont un droit de préemption. Ils doivent l'exercer dans les 30 jours à partir de la date du refus de cession à un non-associé. En cas d'exercice de ce droit de préemption, la valeur de rachat des parts est calculée conformément aux dispositions des alinéas 6 et 7 de l'article 189 de la loi sur les sociétés commerciales.

Art. 7. Le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture de l'un des associés ne mettent pas fin à la Société.

Les créanciers, ayants-droit ou héritiers d'un associé ne pourront pour quelque motif que ce soit, faire apposer des scellés sur les biens et documents de la Société, ni s'immiscer en aucune manière dans les actes de son administration; pour faire valoir leurs droits, ils devront se tenir aux valeurs constatées dans les derniers bilans et inventaire de la Société.

Titre III. - Administration et Gérance

Art. 8. La Société est administrée par un ou plusieurs gérants, associés ou non, nommés et révocables à tout moment par l'assemblée générale qui fixe leurs pouvoirs et leurs rémunérations.

Art. 9. Chaque associé peut participer aux décisions collectives quel que soit le nombre de parts qui lui appartiennent. Chaque associé a un nombre de voix égal au nombre de parts sociales qu'il possède et peut se faire valablement représenter aux assemblées par un porteur de procuration spéciale.

Art. 10. Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles sont adoptées par les associés représentant plus de la moitié du capital social.

Les décisions collectives ayant pour objet une modification aux Statuts doivent réunir la majorité des associés représentant les trois quarts (3/4) du capital social.

Art. 11. Lorsque la Société ne comporte qu'un seul associé, les pouvoirs attribués par la loi ou les Statuts à l'assemblée générale sont exercés par l'associé unique.

Les décisions prises par l'associé unique, en vertu de ces pouvoirs, sont inscrites sur un procès-verbal ou établies par écrit.

De même, les contrats conclus entre l'associé unique et la Société représentée par lui sont inscrits sur un procès-verbal ou établies par écrit.

Cette disposition n'est pas applicable aux opérations courantes conclues dans des conditions normales.

Art. 12. Le ou les gérants ne contractent, en raison de leur fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société; simples mandataires, ils ne sont responsables que de l'exécution de leur mandat.

Art. 13. Chaque année, le trente et un décembre, les comptes sont arrêtés et le ou les gérants dressent un inventaire comprenant l'indication des valeurs actives et passives de la Société.

Art. 14. Tout associé peut prendre au siège social de la Société communication de l'inventaire et du bilan.

Art. 15. Les profits bruts de la Société repris dans les comptes annuels, après déduction des frais généraux, amortissements et charges constituent le bénéfice net. Sur le bénéfice net, il est prélevé cinq pour cent pour la constitution d'un fonds de réserve jusqu'à ce que celui-ci atteigne dix pour cent du capital social.

Le solde des bénéfices nets peut être distribué à l'/aux associé(s) en proportion avec sa/leur participation dans le capital de la Société.

La gérance est autorisée à décider et à distribuer des dividendes intérimaires, à tout moment, sous les conditions suivantes:

1. la gérance préparera une situation intermédiaire des comptes de la société qui constituera la base pour la distribution des dividendes intérimaires;

2. ces comptes intérimaires devront montrer des fonds disponibles suffisants afin de permettre une distribution, étant entendu que le montant à distribuer ne peut pas excéder les bénéfices réalisés à la clôture de l'exercice fiscal précédent, augmenté du bénéfice reporté et réserves distribuables et diminué des pertes reportées et montants alloués à la réserve légale, en conformité avec la Loi ou les présents Statuts.

Art. 16. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre.

Titre IV. - Dissolution - Liquidation

Art. 17. Lors de la dissolution de la Société, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par les associés qui en fixeront les pouvoirs et les émoluments.

Titre V. - Dispositions générales

Art. 18. La loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales et ses modifications ultérieures trouveront leur application partout où il n'y est pas dérogé par les Statuts.

Disposition transitoire

Par dérogation, le premier exercice commence aujourd'hui et finira le 31 décembre 2013.

Souscription et Libération

Les Statuts ayant ainsi été arrêtés, les cent (100) parts sociales ont été souscrites comme suit:

1) Madame Vanessa JACOB, épouse PICART, précitée	80 parts sociales,
2) Monsieur Johan PICART, précité 20 parts sociales,	20 parts sociales,
Total:	100 parts sociales,

Toutes les parts sociales ont été libérées intégralement en numéraire de sorte que la somme de douze mille cinq cents euros (12.500,-EUR) se trouve dès-à-présent à la libre disposition de la Société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentaire qui le constate expressément.

Loi anti-blanchiment

Les associés déclarent, en application de la loi du 12 novembre 2004, telle qu'elle a été modifiée par la suite, être les bénéficiaires réels de la Société faisant l'objet des présentes et certifient que les fonds/biens/droits servant à la libération du capital social ne proviennent pas, respectivement que la Société ne se livre(ra) pas à des activités constituant une infraction visée aux articles 506-1 du Code Pénal et 8-1 de la loi modifiée du 19 février 1973 concernant la vente de substances médicamenteuses et la lutte contre la toxicomanie (blanchiment) ou des actes de terrorisme tels que définis à l'article 135-1 du Code Pénal (financement du terrorisme).

88844

Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge, à raison de sa constitution, est évalué à environ neuf cents euros.

Assemblée générale extraordinaire

Et aussitôt, les associés, représentant l'intégralité du capital social, et se considérant comme dûment convoqués, se sont réunis en assemblée générale extraordinaire et ont pris à l'unanimité des voix les résolutions suivantes:

1. Le siège social est établi à L-8211 Mamer, 113, Route d'Arlon.
2. Monsieur Yohan PICART, chauffagiste, né à Bastogne, le 9 juillet 1974, demeurant à F-55600 Verneuil Petit, 2 Ter Grand-Rue, est nommé gérant technique de la Société pour une durée indéterminée.
3. Madame Vanessa JACOB épouse PICART, née à Ixelles le 15 mai 1975, demeurant à F-55600 Verneuil Petit, 2 Ter Grand-Rue, est nommée gérante administrative de la Société pour une durée indéterminée.
4. La Société est valablement engagée en toutes circonstances et sans restrictions par les signatures conjointe du gérant technique et de la gérante administrative.

Déclaration

Le notaire instrumentant a rendu attentif les comparants au fait qu'avant toute activité commerciale de la Société présentement fondée, celle-ci doit être en possession d'une autorisation de commerce en bonne et due forme en relation avec l'objet social, ce qui est expressément reconnu par les comparants.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la mandataire des comparants, connue du notaire par nom, prénom usuel, état et demeure, elle a signé ensemble avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: A. UHL, C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 4 juin 2013. LAC/2013/25183. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Releveur (signé): Irène THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée.

Luxembourg, le 13 juin 2013.

Référence de publication: 2013080179/145.

(130098910) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 juin 2013.

L.I.P. S.A., LUX-Investment Partners S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1930 Luxembourg, 2, place de Metz.

R.C.S. Luxembourg B 76.424.

L'an deux mille treize, le dix juin.

Par-devant Maître Martine SCHAEFFER, notaire de résidence à Luxembourg.

S'est réunie l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme "LUX-Investment Partners S.A." en abrégé «L.I.P. S.A.», avec siège social à L-1930 Luxembourg, 2, place de Metz, inscrite au R.C.S.L. sous le numéro B 76.424, constituée suivant acte reçu par le notaire Alex WEBER, en date du 24 mai 2000, publié au Mémorial C, numéro 772 du 21 octobre 2000, les statuts ont été modifiés pour la dernière fois par acte du même notaire en date du 23 avril 2008, publié au Mémorial C 1377 du 4 juin 2008..

L'assemblée est présidée par M. Claude Bettendorff, employé de banque, demeurant professionnellement à Luxembourg,

qui désigne comme secrétaire Mme Sandra Pompignoli, employé de banque, demeurant professionnellement à Luxembourg.

L'assemblée désigne comme scrutateur M. Philippe De Leval, employé de banque, demeurant professionnellement à Luxembourg.

Le bureau ayant été ainsi constitué, le Président déclare et prie le notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

I.- L'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

1) Modification de l'article 4 des statuts qui prend la teneur suivante: «La Société a pour objet la participation sous quelque forme que ce soit, dans toutes entreprises commerciales, industrielles, financières ou autres, luxembourgeoises ou étrangères, l'acquisition de tous titres et droits par voie de participation, d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat, de négociation et de toute autre manière et notamment l'acquisition de brevets et licences, leur gestion et leur mise en valeur, l'octroi aux entreprises auxquelles elle s'intéresse, de tous concours, prêts, avances ou garanties, enfin toute activité et toutes opérations généralement quelconques se rattachant directement ou indirectement à son objet.»

2) Modification de l'article 12 des statuts qui prend la teneur suivante: «Les données comptables de la Société seront examinés par un ou plusieurs commissaires aux comptes qui sont nommés par l'assemblée générale des actionnaires et seront rémunérés par la Société.»

3) Divers.

II.- Les actionnaires présents ou représentés, les procurations des actionnaires représentés et le nombre d'actions qu'ils détiennent sont renseignés sur une liste de présence; cette liste de présence signée par les actionnaires, les mandataires des actionnaires représentés, le bureau et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte.

Les procurations des actionnaires représentés y resteront annexées de même.

III. La société n'a pas émis d'emprunts obligataires.

IV.- L'intégralité du capital social étant présente ou représentée à la présente assemblée et tous les actionnaires présents ou représentés déclarant avoir eu parfaite connaissance de l'ordre du jour avant l'assemblée, il a donc pu être fait abstraction des convocations d'usage.

V.- La présente assemblée, représentant l'intégralité du capital social, est régulièrement constituée et peut valablement délibérer sur l'ordre du jour.

Ensuite l'assemblée, après délibération, a pris à l'unanimité les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée générale décide de modifier l'article 4 des statuts relatif à l'objet social pour lui donner dorénavant la teneur nouvelle suivante:

Art. 4. La Société a pour objet la participation sous quelque forme que ce soit, dans toutes entreprises commerciales, industrielles, financières ou autres, luxembourgeoises ou étrangères, l'acquisition de tous titres et droits par voie de participation, d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat, de négociation et de toute autre manière et notamment l'acquisition de brevets et licences, leur gestion et leur mise en valeur, l'octroi aux entreprises auxquelles elle s'intéresse, de tous concours, prêts, avances ou garanties, enfin toute activité et toutes opérations généralement quelconques se rattachant directement ou indirectement à son objet.»

Deuxième résolution

L'assemblée générale décide de modifier l'article 12 des statuts qui prend dorénavant la teneur nouvelle suivante:

Art. 12. Les données comptables de la Société seront examinés par un ou plusieurs commissaires aux comptes qui sont nommés par l'assemblée générale des actionnaires et seront rémunérés par la Société.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour et plus personne ne demandant la parole, la séance est levée.

Frais

Le montant des frais relatifs au présent acte est estimé à environ mille deux cents euros (EUR 1.200).

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête.

Et après lecture faite aux comparants, ils ont signé avec Nous notaire la présente minute.

Signé: C. Bettendorff, S. Pompignoli, P. de Leval et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 12 juin 2013. LAC/2013/26798. Reçu soixante-quinze euros EUR 75,-.

Le Receveur (signé): Irène THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, sur papier libre, aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 juin 2013.

Référence de publication: 2013080421/68.

(130098772) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 juin 2013.

Pyro-Protection S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8399 Windhof, 11, rue des Trois Cantons.

R.C.S. Luxembourg B 106.893.

L'an deux mille treize, le vingt-huit mai,

par-devant Maître Joëlle BADEN, notaire de résidence à Luxembourg,

s'est réunie

l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme PYRO PROTECTION S.A., ayant son siège social à L-8252 Mamer, 14, rue du Marché, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, sous le numéro B 106.893, constituée suivant acte notarié en date du 16 mars 2005 publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 736 du 25 juillet 2005 et dont les statuts ont été modifiés suivant acte notarié en date du 9 mai 2005, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 1028 du 12 octobre 2005.

L'assemblée est ouverte 10.30 heures sous la présidence de Madame Laurence GIRAULT, conseil économique, avec adresse professionnelle à L-1463 Luxembourg, 29, rue du Fort Elisabeth, qui assume également la fonction de scrutatrice.

qui désigne comme secrétaire Madame Marina MULLER, employée privée, avec adresse professionnelle à L-1212 Luxembourg, 17, rue des Bains.

Le bureau ainsi constitué, le Président expose et prie le notaire instrumentant d'acter:

I.- Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour

Ordre du jour:

- 1.- Transfert du siège social de Mamer vers Windhof.
- 2.- Modification afférente du deuxième alinéa de l'article premier des statuts.
- 3.- Divers.

II.- Que les actionnaires présents ou représentés, les mandataires des actionnaires représentés, ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent sont indiqués sur une liste de présence; cette liste de présence, après avoir été signée par les actionnaires présents, les mandataires des actionnaires représentés ainsi que par les membres du bureau, restera annexée au présent procès-verbal pour être soumise avec lui à la formalité de l'enregistrement.

Resteront pareillement annexées aux présentes les procurations des actionnaires représentés, après avoir été paraphées ne varietur par les comparants.

III.- Que l'intégralité du capital social étant présente ou représentée à la présente assemblée, il a pu être fait abstraction des convocations d'usage, les actionnaires présents ou représentés se reconnaissant dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

IV.- Que la présente assemblée, réunissant l'intégralité du capital social, est régulièrement constituée et peut délibérer valablement, telle qu'elle est constituée, sur le point porté à l'ordre du jour.

L'assemblée générale, après avoir délibéré, prend à l'unanimité des voix la résolution suivante:

Résolution:

L'assemblée générale décide de transférer le siège social de la société de L-8252 Mamer, 14, rue du Marché vers L-8399 Windhof, 11, rue des Trois Cantons.

Par conséquent le deuxième alinéa de l'article premier des statuts est modifié et aura désormais la teneur suivante:

«Le siège de la société est établi à Windhof. Il pourra être transféré dans les limites de la commune de Koerich par simple décision du Conseil d'Administration de la société. La durée est illimitée».

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, en l'étude du notaire soussigné, date qu'en tête.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, les membres du bureau ont signé avec le notaire le présent acte.

Signé: L. GIRAULT, M. MULLER et J. BADEN.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 31 mai 2013. LAC/2013 /24869. Reçu soixante quinze euros € 75,-

Le Receveur (signé): THILL.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la Société sur demande.

Luxembourg, le 19 juin 2013.

Référence de publication: 2013080505/52.

(130099121) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 juin 2013.

Discovery Luxembourg 4 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: SEK 130.000,00.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 9A, rue Robert Stümper.

R.C.S. Luxembourg B 175.439.

En date du 26 avril 2013, l'associé unique Discovery Foreign Holdings, Inc., avec siège social au 1209, Orange Street, 19801 Wilmington, New Castle, Delaware, Etats-Unis, a transféré l'intégralité des 130.000 parts sociales qu'il détient dans la Société à Discovery Luxembourg Holdings 1 S.à r.l., avec siège social au 7A, rue Robert Stümper, L-2557 Luxembourg, qui les acquiert.

Suite à ce transfert, Discovery Luxembourg Holdings 1 S.à r.l., précité, devient associé unique de la Société.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 juin 2013.

Référence de publication: 2013080208/15.

(130098968) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 juin 2013.

Schneider Finance Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1463 Luxembourg, 29, rue du Fort Elisabeth.

R.C.S. Luxembourg B 155.401.

L'an deux mille treize, le vingt-trois mai.

Pardevant Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster, (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné;

ONT COMPARU:

1) Monsieur Georges LIBERMAN, directeur de sociétés, né à Luxembourg, le 5 février 1967, demeurant à L-7243 Bereldange, 66, rue du dix Octobre

2) Monsieur Jean-Paul LEGOUX, directeur de sociétés, né à Paris (F), le 9 mai 1952, demeurant à L-1463 Luxembourg, 29, rue du Fort Elisabeth

agissant tant en son nom personnel ainsi qu'en sa qualité de mandataire de

3) SCHNEIDER BROTHERS & PARTNERS LTD, société à responsabilité limitée existant et gouvernée par les lois du Royaume-Uni, ayant son siège social à SK7 7DH Cheshire, Carpenter Court 1, Maple Road, Bramhall, Stockport, inscrite au Companies House of England and Wales sous le numéro 6562582.

ici représentée en vertu d'une procuration sous seing privé lui délivrée, laquelle procuration après avoir été signée "ne varietur" par le mandataire et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte.

Lesquels comparants, agissant comme ci-avant, ont exposé au notaire instrumentant et l'ont requis d'acter ce qui suit:

- Que la société à responsabilité limitée "Schneider Finance Luxembourg S.à r.l.", ayant son siège social à L-1463 Luxembourg, 29, rue du Fort Elisabeth, inscrite auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg section B, sous le numéro 155.401, a été constituée originellement sous la dénomination de J-M Consulting, S.à r.l. suivant acte reçu par le notaire instrumentant en date du 7 septembre 2010, publié au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations, numéro 2256 du 22 octobre 2010, dont les statuts ont été modifiés suivant acte reçu par le notaire instrumentant en date du 7 janvier 2013, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 497 du 28 février 2013, contenant notamment l'adoption de la dénomination actuelle.

- Que les comparants sont les seuls et uniques associés actuels de ladite société et qu'ils se sont réunis en assemblée générale extraordinaire et ont pris à l'unanimité, sur ordre du jour conforme, les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée décide d'augmenter le capital social à concurrence de trente-sept mille cinq cents euros (37.500,- EUR), pour le porter de son montant actuel de douze mille cinq cents euros (12.500,- EUR) à cinquante mille euros (50.000,- EUR) par l'émission et la création de trois cents (300) parts sociales nouvelles d'une valeur nominale d'une valeur nominale de cent vingt-cinq euros (125,- EUR) chacune, à souscrire en numéraire.

Les trois cents (300) parts sociales nouvellement émises sont souscrites de l'accord de tous les associés comme suit:

- Monsieur Jean-Paul LEGOUX, préqualifié, soixante-douze (72) parts sociales
- Monsieur Georges LIBERMAN, préqualifié, soixante-douze (72) parts sociales
- SCHNEIDER BROTHERS & PARTNERS LTD, préqualifiée, cent cinquante-six (156) parts sociales

Le montant de trente-sept mille cinq cents euros (37.500,- EUR) a été apporté en numéraire par les prédicts souscripteurs de sorte que ledit montant se trouve dès-à-présent à la libre disposition de la société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire qui le constate expressément.

Deuxième résolution

Afin de mettre les statuts en concordance avec la résolution qui précède, l'assemblée de modifier l'article 6 des statuts pour lui donner la teneur suivante:

« **Art. 6.** Le capital social est fixé à cinquante mille euros (50.000,-EUR), divisé en quatre cents (400) parts sociales d'une valeur nominale de cent vingt-cinq euros (125,- EUR) chacune.

Chaque part sociale donne droit à une voix dans les délibérations des assemblées générales ordinaires et extraordinaires.»

Troisième résolution

L'assemblée constate que les quatre cents (400) parts sociales d'une valeur nominale de cent vingt-cinq euros (125,- EUR) chacune, représentant l'intégralité du capital social sont détenues comme suit:

- Monsieur Jean-Paul LEGOUX, préqualifié, quatre-vingt-seize (96) parts sociales
- Monsieur Georges LIBERMAN, préqualifié, quatre-vingt-seize (96) parts sociales
- SCHNEIDER BROTHERS & PARTNERS LTD, préqualifiée, deux cent huit (208) parts sociales

Evaluation des frais

Tous les frais et honoraires du présent acte incombant à la société à raison de la présente augmentation de capital sont évalués à la somme de 1.150,- EUR

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

DONT ACTE, fait et passé à Junglinster, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, tous connus du notaire par leurs noms, prénoms usuels, états et demeures, ils ont tous signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: Georges LIBERMAN, Jean-Paul LEGOUX, Jean SECKLER

Enregistré à Grevenmacher, le 29 mai 2013. Relation GRE/2013/2183. Reçu douze euros 12,00 €

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

Référence de publication: 2013080561/65.

(130099390) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 juin 2013.

Ganamo S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1630 Luxembourg, 42-44, rue Glesener.

R.C.S. Luxembourg B 101.883.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2013080312/10.

(130099125) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 juin 2013.

Grand City Properties S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1430 Luxembourg, 6, boulevard Pierre Dupong.

R.C.S. Luxembourg B 165.560.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Junglinster, le 25 mars 2013.

Référence de publication: 2013080306/10.

(130099178) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 juin 2013.

Lorcar Sarl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-7525 Mersch, rue de Colmar-Berg.

R.C.S. Luxembourg B 150.955.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 06 mai 2013

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Diekirch, le 18 juin 2013.

Référence de publication: 2013080417/10.

(130098820) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 juin 2013.

L.I.P. S.A., LUX-Investment Partners S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1930 Luxembourg, 2, place de Metz.

R.C.S. Luxembourg B 76.424.

Les statuts coordonnés de la société ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 juin 2013.

Référence de publication: 2013080420/10.

(130098771) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 19 juin 2013.
